



Rapport du Conseil de sécurité

1er août 2002-31 juillet 2003

Assemblée générale
Documents officiels
Cinquante-huitième session
Supplément N° 2 (A/58/2)

Assemblée générale
Documents officiels
Cinquante-huitième session
Supplément N° 2 (A/58/2)

Rapport du Conseil de sécurité

1er août 2002-31 juillet 2003



Nations Unies • New York, 2003

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les documents du Conseil de sécurité (cotes S/...) sont, en règle générale, publiés dans des *Suppléments* trimestriels aux *Documents officiels du Conseil de sécurité*. La date d'un tel document indique le supplément dans lequel on trouvera soit le texte en question, soit des indications le concernant.

Les résolutions du Conseil de sécurité sont publiées, pour chaque année, dans un recueil de *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité*.

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
Introduction	1
Première partie	
Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales	
I. Résolutions adoptées par le Conseil de sécurité au cours de la période du 1er août 2002 au 31 juillet 2003	17
II. Déclarations faites et/ou publiées par le Président du Conseil de sécurité au cours de la période du 1er août 2002 au 31 juillet 2003	21
III. Communiqués officiels publiés par le Conseil de sécurité entre le 1er août 2002 et le 31 juillet 2003	23
IV. Exposés mensuels sur les travaux du Conseil de sécurité établis par les anciens présidents du Conseil pour la période allant du 1er août 2002 au 31 juillet 2003	28
V. Séances tenues par le Conseil de sécurité au cours de la période du 1er août 2002 au 31 juillet 2003	29
VI. Rapports annuels des comités des sanctions	43
VII. Séances du Conseil de sécurité et de pays qui fournissent des contingents tenues entre le 1er août 2002 et le 31 juillet 2003	44
VIII. Séances tenues par les organes subsidiaires du Conseil de sécurité entre le 1er août 2002 et le 31 juillet 2003	45
IX. Séances tenues par les groupes de travail du Conseil de sécurité entre le 1er août 2002 et le 31 juillet 2003	48
X. Groupes d'étude et instances de surveillance et leurs rapports	49
XI. Missions du Conseil de sécurité et rapports y relatifs	50
XII. Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées pendant la période du 1er août 2002 au 31 juillet 2003	51
XIII. Rapports du Secrétaire général publiés pendant la période du 1er août 2002 au 31 juillet 2003	53
XIV. Exposés succincts du Secrétaire général sur les questions dont le Conseil de sécurité était saisi pendant la période du 1er août 2002 au 31 juillet 2003	58
XV. Notes du Président du Conseil de sécurité publiées pendant la période du 1er août 2002 au 31 juillet 2003	59

Deuxième partie

Questions examinées par le Conseil de sécurité en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales

1.	La situation en Angola	61
2.	La situation concernant la République démocratique du Congo	63
3.	La situation au Timor-Leste	69
4.	Renforcement de la coopération avec les pays qui fournissent des contingents	71
A.	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée, conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)	71
B.	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Sierra Leone, conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)	71
C.	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)	71
D.	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït, conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)	72
E.	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka, conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)	72
F.	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)	72
G.	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement, conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)	73
H.	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie, conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)	73
I.	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)	73
J.	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)	73

K.	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental, conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)	74
5.	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie	75
6.	Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994.	77
7.	Points relatifs à la situation dans l'ex-Yougoslavie	79
A.	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité	79
B.	La situation en Croatie	80
C.	La situation en Bosnie-Herzégovine	81
D.	Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991	83
8.	Points relatifs aux menaces à la paix et la sécurité internationales résultant d'actes terroristes	84
A.	Séance de haut niveau du Conseil de sécurité à l'occasion de l'anniversaire du 11 septembre 2001 : actes de terrorisme international	84
B.	Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes	84
C.	Séance de haut niveau du Conseil de sécurité : lutte contre le terrorisme	94
9.	La situation au Burundi	95
10.	La situation en Afghanistan	97
11.	Points relatifs à la situation au Moyen-Orient	101
A.	La situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine.	101
B.	La situation au Moyen-Orient	108
1.	Force intérimaire des Nations Unies au Liban et évolution de la situation dans le secteur Israël-Liban.	108
2.	Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement	110
12.	La situation en Sierra Leone	112
13.	Armes légères	114
14.	Points relatifs à la situation entre l'Iraq et le Koweït	115
A.	La situation entre l'Iraq et le Koweït	115
B.	Mesures visant à faire face à la situation humanitaire en Iraq	134
15.	Questions relatives à la situation en République centrafricaine	135
A.	La situation en République centrafricaine	135

B.	Lettre datée du 29 novembre 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Tchad auprès de l'Organisation des Nations Unies	136
16.	Renforcement de la coopération entre le système des Nations Unies et la région de l'Afrique centrale pour le maintien de la paix et de la sécurité	137
17.	Les femmes et la paix et la sécurité.	137
18.	Exposé du juge Gilbert Guillaume, Président de la Cour internationale de Justice.	138
19.	Tribunal pénal international chargé de juger les personnes présumées responsables de violations du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991	138
	Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994.	138
20.	Lettre datée du 31 mars 1998, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Papouasie-Nouvelle-Guinée auprès de l'Organisation des Nations Unies	139
21.	La situation à Chypre	140
22.	La crise alimentaire en Afrique : menace à la paix et à la sécurité.	142
23.	Protection des civils touchés par les conflits armés.	142
24.	La situation en Somalie	143
25.	La situation au Libéria	145
26.	Exposés des Présidents du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït, du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 864 (1993) concernant la situation en Angola, du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999), du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1343 (2001) concernant le Libéria, du Groupe de travail spécial sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique, et du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les opérations de maintien de la paix	148
27.	La situation en Côte d'Ivoire	149
28.	Les enfants et les conflits armés	152
29.	Système de certification du Processus de Kimberley.	153
30.	La situation en Géorgie	154
31.	La situation concernant le Sahara occidental	156
32.	Questions générales relatives aux sanctions	157
33.	Prolifération des armes légères et de petit calibre et mercenariat : menaces à la paix et à la sécurité en Afrique de l'Ouest.	157
34.	Le Conseil de sécurité et les organisations régionales face aux nouveaux défis à la paix et la sécurité internationales.	157

35. Rôle du Conseil de sécurité dans le règlement pacifique des différends	158
36. Opérations de maintien de la paix des Nations Unies	158
37. Mission du Conseil de sécurité	159
38. La situation en Guinée-Bissau	160
Troisième partie	
Autres questions examinées par le Conseil de sécurité	
1. Documentation et méthodes de travail et procédure du Conseil de sécurité	161
2. Questions relatives à la Cour internationale de Justice	162
3. Rapport annuel du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale	162
4. Questions relatives à la synthèse des travaux du Conseil de sécurité.	162
Quatrième partie	
Comité d'état-major	
Travaux du Comité d'état-major	163
Cinquième partie	
Questions portées à l'attention du Conseil de sécurité mais n'ayant pas fait l'objet d'un débat lors des réunions du Conseil au cours de la période considérée	
1. Communication concernant le Conseil de la Ligue des États arabes	165
2. Lettres datées des 20 et 23 décembre 1991 de la France, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des États-Unis d'Amérique	165
3. Communications concernant le Soudan	165
4. Communications concernant la non-prolifération des armes de destruction massive	166
5. La question indo-pakistanaise	166
6. La situation en Afrique.	167
7. Communications concernant le Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale	168
8. Communications concernant le Conseil de coopération du Golfe	168
9. Communications concernant la question des îles de la Grande Tumb, de la Petite Tumb et d'Abou Moussa	168
10. Communications concernant les relations entre El Salvador et le Honduras	168
11. Communication de la Suède.	169
12. Communications concernant le terrorisme	169
13. Communications concernant la situation dans le Haut-Karabakh et les relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.	169
14. Communications relatives à l'application de l'accord conclu par l'Agence internationale de l'énergie atomique et la République populaire démocratique de Corée au sujet de l'application de garanties liées au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires	169

15. Communications concernant l'Organisation de la Conférence islamique	171
16. Communication concernant la situation dans les Comores	171
17. Communications concernant la situation entre la République islamique d'Iran et l'Iraq	171
18. Communications concernant la situation dans la région des Grands Lacs	171
19. Déclaration de la Ligue des États arabes à l'occasion de la Journée des Nations Unies	172
20. Rôle du Conseil de sécurité dans la prévention des conflits armés	172
21. Communications concernant l'Organisation de coopération d'Asie centrale	172
22. Communications concernant les relations entre Cuba et les États-Unis d'Amérique	172
23. Communication concernant l'Initiative de l'Europe centrale	172
24. Communication concernant les relations entre l'Ouganda et le Rwanda	173
25. Communications de la Fédération de Russie	173
26. La situation dans l'ex-République yougoslave de Macédoine	173
27. Communication de la République islamique d'Iran	173
28. Communication de la Colombie	173
29. Communication concernant les relations entre l'Ouganda et le Soudan	173
30. Communication concernant les relations entre la Fédération de Russie et l'Ukraine	173
31. Situation dans l'ex-Yougoslavie	174
32. Communications concernant la Corée	174
33. Communication de la Malaisie	174
34. Situation au Tadjikistan et le long de la frontière tadjiko-afghane	174
35. Communication concernant les relations entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire	174
36. Communications concernant les Îles Salomon	174

Sixième partie

Travaux des organes subsidiaires du Conseil de sécurité

1. Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït	177
2. Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies	178
3. Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies créée en application du paragraphe 1 de la résolution 1284 (1999)	180
4. Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 748 (1992) concernant la Jamahiriya arabe libyenne	184
5. Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 751 (1992) concernant la Somalie	184
6. Tribunal pénal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991	185

7.	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 864 (1993) concernant la situation en Angola	187
8.	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 918 (1994) concernant le Rwanda .	188
9.	Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994.	188
10.	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1132 (1997) concernant la Sierra Leone	188
11.	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999)	189
12.	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1343 (2001) concernant le Libéria.	191
13.	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste	191

Appendices

I.	Liste des membres du Conseil de sécurité en 2002 et 2003	195
II.	Nom des représentants, représentants adjoints, suppléants et chargés d'affaires accrédités auprès du Conseil de sécurité	196
III.	Présidents du Conseil de sécurité	202
IV.	Communications du Président du Conseil de sécurité et du Secrétaire général reçues entre le 1er août 2002 et le 31 juillet 2003	204

Introduction

Au cours des 12 derniers mois, le volume de travail du Conseil de sécurité n'a cessé de croître. L'évolution vers une plus grande transparence s'est également poursuivie.

L'Iraq a occupé une très large place dans l'ordre du jour du Conseil durant l'été et l'automne 2002 et ce jusqu'à la fin de la période couverte par le présent rapport. Le Conseil de sécurité a su trouver la voie de l'unanimité avec l'adoption de la résolution 1441 (2002), et en dépit des divergences qui sont apparues par la suite quant à la marche à suivre vis-à-vis de l'Iraq, a de nouveau retrouvé cette unanimité lors de l'adoption des résolutions 1472 (2003), 1476 (2003) et 1483 (2003) et ainsi pu travailler pour l'avenir de l'Iraq guidé par une vision commune.

Le Conseil de sécurité n'a pas pour autant perdu de vue d'autres questions prioritaires, dont, encore une fois, l'Afrique. Il a continué à consacrer l'essentiel de ses efforts à cette région, notamment en organisant des débats, nombre d'entre eux dans le cadre de séances publiques, sur les conflits qui déchirent le continent, notamment au Libéria, en République démocratique du Congo, au Burundi, en Somalie et en République centrafricaine et manifesté concrètement ses préoccupations en envoyant deux missions en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest en juin et en juillet 2003 respectivement. Animé d'une vision stratégique des conflits en Afrique, le Conseil a examiné le rôle de ses missions et celui que d'autres mécanismes des Nations Unies jouaient dans la promotion de la paix et de la sécurité sur le continent lors d'une séance publique tenue en mai.

La situation au Moyen-Orient que le Conseil de sécurité a continué d'examiner tous les mois a été marquée par la publication en avril 2003 de la Feuille de route du Quatuor.

L'Afghanistan a également fait l'objet toutes les quatre à six semaines, de débats, portant parfois sur des thèmes précis (sécurité en février 2003, trafic de drogues en juin 2003). L'Afghanistan sera au centre d'une mission que le Conseil entreprendra dans le courant de l'automne 2003.

En ce qui concerne les questions d'ordre général, la lutte contre le terrorisme a continué à retenir l'attention du Conseil, notamment par le biais des travaux du Comité créé par la résolution 1373 (2001),

mais également grâce à l'élan politique donné lors des séances publiques consacrées à la question. La coordination et les échanges d'informations entre ce comité et le Comité créé par la résolution 1267 (1999) n'ont cessé de se renforcer au cours de l'année écoulée.

Afrique

Afrique de l'Ouest

La situation en Afrique de l'Ouest s'est considérablement détériorée au cours de l'année, avec l'éclatement du conflit en Côte d'Ivoire et l'instabilité croissante au Libéria qui s'est propagée dans les pays voisins. L'amélioration progressive de la situation en Sierra Leone était plus encourageante.

Au lendemain d'une mutinerie de soldats à Abidjan le 19 septembre 2002, des rebelles ont pris le contrôle du nord de la Côte d'Ivoire. Deux autres groupes rebelles ont ultérieurement fait leur apparition dans l'ouest. Après la signature d'un cessez-le-feu, une conférence réunissant toutes les parties ivoiriennes s'est tenue à Paris, en janvier 2003, sous la présidence de la France. Elle a abouti à l'Accord de Linas-Marcoussis, entériné par les chefs d'État de la région, et à la constitution d'un gouvernement de réconciliation nationale. La France et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest ont dépêché des troupes en Côte d'Ivoire à l'invitation du Gouvernement pour faire respecter le cessez-le-feu et faciliter l'application intégrale de l'Accord. Le 4 février 2003, le Conseil de sécurité a fait sien l'Accord de Linas-Marcoussis dans sa résolution 1464 (2003) et s'est félicité du déploiement de la Force de la CEDEAO et des troupes françaises. Le 13 mai, le Conseil a autorisé par sa résolution 1479 (2003) la création, pour une période initiale de six mois, d'une Mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire (MINUCI) ayant notamment pour mandat de faciliter la mise en oeuvre de l'Accord de Linas-Marcoussis.

Le conflit s'est aggravé au Libéria, de nouvelles vagues de réfugiés de la Côte d'Ivoire venant s'ajouter au nombre croissant de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur du territoire. Le groupe rebelle libérien uni par Reconciliation and Democracy (LURD) a gagné du terrain, menant des incursions sporadiques en territoire sierra-léonais alors que des informations faisaient état de Libériens combattant en Côte d'Ivoire. Le Président du Conseil a fait une

déclaration sur la situation au Libéria le 13 décembre 2002. Le 6 mai 2003, les sanctions contre le Libéria ont été reconduites pour une nouvelle période de 12 mois. Le Conseil de sécurité a décidé d'imposer des sanctions sur tous les bois ronds et bois d'œuvre provenant du Libéria. Ces sanctions sont entrées en vigueur le 7 juillet 2003 pour une période de 10 mois.

À la suite de la forte dégradation de la situation sécuritaire et humanitaire au Libéria, le Secrétaire général a, le 28 juin 2003, demandé au Conseil de sécurité de prendre des mesures d'urgence pour autoriser le déploiement au Libéria d'une force multinationale dont le mandat en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies serait de prévenir une tragédie humanitaire de grande ampleur dans le pays et de stabiliser la situation. Le 8 juillet, le Secrétaire général a nommé M. Jacques Klein son Représentant spécial pour le Libéria. M. Klein a rendu compte de la situation au Conseil le 24 juillet et le Président a fait une déclaration à la presse à l'issue des consultations. De nouvelles consultations ont eu lieu le 30 juillet, au cours desquelles les États-Unis d'Amérique ont présenté un projet de résolution sur le déploiement d'une force d'avant-garde de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), suivi de la mise en place d'une force multinationale et d'une opération de maintien de la paix des Nations Unies comme l'avait proposé le Secrétaire général.

La situation en Sierra Leone a continué de s'améliorer, ce qui a permis au Conseil de sécurité d'autoriser en septembre une réduction progressive des effectifs de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (MINUSIL). La décision concernant la réduction des effectifs de la MINUSIL, prise par le Conseil dans sa résolution 1492 (2003), découlait d'une recommandation formulée par le Secrétaire général dans son dernier rapport. Le Tribunal spécial pour la Sierra Leone a tout comme la Commission vérité et réconciliation, entamé ses travaux, et en juillet 2003 mis en accusation 12 personnes. L'embargo imposé par l'ONU sur les importations de diamants bruts en provenance de la Sierra Leone sans certificat d'origine valable en vertu de la résolution 1306 (2000) et reconduit par la résolution 1446 (2002), est venu à expiration le 4 juin 2003.

Le Conseil de sécurité a exprimé sa vive préoccupation face aux conséquences de la prolifération des armes légères ainsi que de la pratique

du mercenariat dans sa résolution 1467 (2003) du 18 mars 2003 dans laquelle il a recommandé des mesures destinées à y faire face.

Du 26 juin au 5 juillet 2003, une mission du Conseil de sécurité s'est rendue en Afrique de l'Ouest et a présenté, à son retour, un rapport au Conseil de sécurité accompagné d'observations et de recommandations sur la Guinée-Bissau, la Côte d'Ivoire, le Libéria, la Sierra Leone et la sous-région de l'Afrique de l'Ouest.

Le Groupe de travail spécial sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique du Conseil de sécurité a été invité à examiner de plus près la situation en Guinée-Bissau où son président, l'Ambassadeur Jagdish Koonjul (Maurice), s'est rendu en novembre 2002 dans le cadre d'une visite effectuée par le Groupe consultatif spécial du Conseil économique et social dans ce pays. Le Conseil de sécurité est demeuré préoccupé par la gravité de la situation économique qui prévalait dans le pays et a demandé au Gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour faciliter le dialogue avec la communauté internationale et de faire pleinement sienne l'approche en matière de partenariat énoncée par le Groupe consultatif spécial du Conseil économique et social après sa visite. La mission précitée du Conseil de sécurité en Afrique de l'Ouest s'est rendue en Guinée-Bissau les 27 et 28 juin 2003, en compagnie d'une mission du Groupe consultatif spécial du Conseil économique et social. La mission s'est félicitée de la déclaration du Président Kumba Yala, faisant part de son intention de tenir des élections le 12 octobre 2003. Toutefois, il faut encore que les listes électorales actuelles soient entièrement révisées et que tous les partis aient la garantie qu'ils pourront faire campagne librement.

République démocratique du Congo

L'année écoulée a été marquée par des progrès tangibles en République démocratique du Congo, notamment le retrait des troupes étrangères et la signature d'un accord politique entre les parties congolaises. En revanche, la violence a continué de faire rage sur le terrain, surtout dans l'est du pays. Pour le peuple congolais, les progrès politiques ne se sont pas encore matérialisés. Un accord relatif à la création d'un gouvernement national de transition a été conclu mais son application nécessitera l'adhésion sans faille des parties, la coopération des protagonistes régionaux et le soutien de la communauté internationale.

Le Conseil de sécurité a reconnu que des progrès réels ont été enregistrés dans le processus de paix. Dans sa résolution 1445 (2002) du 4 décembre 2002, le Conseil s'est félicité des accords de Pretoria et de Luanda conclus entre les Gouvernements de la République démocratique du Congo et le Rwanda et l'Ouganda respectivement; ainsi que du retrait de la plupart des troupes étrangères de la République démocratique du Congo et a approuvé le nouveau concept des opérations et le plafond fixé pour la Mission des Nations Unies au Congo (MONUC). Dans sa résolution 1468 (2003) du 20 mars 2003, le Conseil s'est félicité de l'accord conclu par les parties congolaises et a demandé sa pleine application.

Le Conseil a continué à exercer sans relâche des pressions sur toutes les parties pour qu'elles honorent leurs engagements. Dans diverses déclarations à la presse, déclarations du Président et résolutions, le Conseil a condamné la poursuite de la violence, en particulier les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Le Conseil a également réitéré à maintes reprises qu'il fallait cesser de soutenir les groupes armés. Malgré l'autorisation donnée par le Conseil de déployer des contingents dans le cadre de la phase III de la MONUC, le nombre de combattants intégrant les programmes de désarmement, démobilisation, rapatriement, réinstallation et réinsertion demeure faible. Les progrès ont été entravés par la persistance de la violence et par les obstacles créés par certains chefs de groupes armés.

Dans sa résolution 1457 (2003) du 24 janvier 2003, le Conseil a donné un nouveau mandat au Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo pour une période de six mois. Le Groupe fera rapport au Conseil en septembre 2003. Il a présenté au Conseil un examen à mi-parcours le 24 juillet 2003.

Au printemps 2003, on a assisté à une grave détérioration de la situation sur le plan de la sécurité dans l'est de la République démocratique du Congo, marquée par des massacres, des violations des droits de l'homme inqualifiables et des vagues massives de réfugiés et de déplacés. Le Conseil a constamment suivi la situation, le Département des opérations de maintien de la paix le tenant régulièrement au courant de son évolution. Le 15 mai 2003, le Secrétaire général a dans une lettre adressée à son Président, prié le Conseil de sécurité d'examiner d'urgence sa

proposition en faveur d'un déploiement rapide à Bunia, d'une force multinationale.

Le 30 mai 2003, le Conseil a, par sa résolution 1484 (2003), autorisé le déploiement, jusqu'au 1er septembre 2003, d'une force multinationale intérimaire d'urgence à Bunia en vertu du Chapitre VII de la Charte, en vue de contribuer notamment à y stabiliser les conditions de sécurité et à y améliorer la situation humanitaire. La France est devenue le chef de file de la force multinationale ultérieurement déployée sous la conduite de l'Union européenne. Le Conseil a souligné le caractère strictement temporaire de cette force multinationale intérimaire d'urgence, déployée pour permettre au Secrétaire général de renforcer la présence de la MONUC à Bunia.

Du 7 au 16 juin 2003, le Conseil de sécurité a dépêché une mission dans la région des Grands Lacs qui lui a présenté à son retour un rapport accompagné d'observations et de recommandations sur la situation en République démocratique du Congo et au Burundi.

Le 18 juillet 2003, le Conseil a tenu une séance publique sur la situation en République démocratique du Congo au cours de laquelle il a entendu des exposés du Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix et du Haut Représentant pour la politique extérieure et de sécurité commune de l'Union européenne.

Le mandat de la MONUC qui venait à expiration le 30 juin 2003 a été prorogé jusqu'au 30 juillet 2003 par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1489 (2003). Une résolution prorogeant une nouvelle fois et renforçant la MONUC a été adoptée le 28 juillet 2003.

Burundi

Le Conseil de sécurité a continué d'appuyer la mise en oeuvre des dispositions transitoires d'Arusha et souligné maintes fois publiquement que tous les groupes rebelles devaient déposer leurs armes et prendre part au processus de paix. Depuis la signature le 2 décembre 2002 du cessez-le-feu entre le Gouvernement burundais et le CNDD-FDD, le Conseil a invité la communauté internationale à appuyer la mission africaine au Burundi et prié toutes les parties de respecter le calendrier et le processus de transition établis par les accords d'Arusha. Le Conseil s'est vivement félicité de la décision prise par le Président Pierre Buyoya, de remettre la présidence au Président Domitien Ndayizeye le 1er mai 2003.

Processus de Kimberley

Le 28 janvier 2003, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité la résolution 1459 (2003), dans laquelle il s'est félicité de l'adoption du système de certification du Processus de Kimberley.

Angola

Le 9 décembre 2002, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1448 (2002) par laquelle il a abrogé toutes les sanctions contre l'União Nacional para a Independência Total de Angola (UNITA).

Le 12 février 2003, les membres du Conseil de sécurité ont accueilli avec satisfaction le rapport du Secrétaire général sur l'achèvement de la Mission des Nations Unies en Angola, le 15 février.

Les membres du Conseil ont félicité le Représentant spécial du Secrétaire général en Angola des efforts qu'il déploie pour mener à bonne fin cette phase importante de l'engagement des Nations Unies en Angola.

Éthiopie et Érythrée

Alors que le processus de paix entre l'Éthiopie et l'Érythrée était sur le point d'entrer dans la phase cruciale de la démarcation, le Conseil de sécurité a exhorté les deux parties à continuer à assumer leurs responsabilités et à respecter les engagements contractés dans le cadre des Accords d'Alger et les a engagées à coopérer pleinement et sans tarder avec la Commission du tracé de la frontière afin d'assurer un déroulement rapide du processus de démarcation. Les forces de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE) ont continué de surveiller la Zone de sécurité temporaire entre les deux pays, et le Conseil a prorogé le mandat de la Mission pour six mois, jusqu'au 14 mars 2003. Une déclaration du Président du Conseil a été adoptée le 17 juillet 2003.

Somalie

Le 12 mars 2003, le Conseil de sécurité a adopté une déclaration de son président appuyant les efforts des États de première ligne de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) en faveur du processus de réconciliation nationale en Somalie. Il s'est félicité de l'ouverture à Eldorat (Kenya) en octobre 2002, sous les auspices de l'IGAD, de la Conférence de réconciliation nationale, qui s'est

réunie à nouveau à Mbagathi en février 2003. Il a encouragé vivement toutes les parties de l'ensemble de la Somalie à participer à ce processus et exigé qu'elles respectent et appliquent promptement les décisions adoptées tout au long du processus, notamment la Déclaration sur la cessation des hostilités et les structures et principes du processus de réconciliation nationale en Somalie.

Le Conseil a accueilli avec satisfaction le rapport du Groupe d'experts créé par sa résolution 1425 (2002), qui contenait plusieurs recommandations destinées à renforcer l'embargo sur les armes à l'encontre de la Somalie. Par sa résolution 1474 (2003) en date du 8 avril 2003, il a créé un nouveau Groupe d'experts chargé de poursuivre les travaux du premier groupe en menant de nouvelles enquêtes et en affinant les recommandations formulées dans le premier rapport. Le 6 juillet, le Conseil a tenu de nouvelles consultations et son président a fait une déclaration à la presse.

République centrafricaine

Le Conseil de sécurité a continué de suivre la situation politique, toujours tendue, en République centrafricaine et appuyé le déploiement d'une force de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) dans le pays en octobre 2002. Il a par la suite condamné le coup d'État du 15 mars 2003 dirigé par le général Bozizé. En juillet 2003, le Conseil a pris note avec satisfaction du fait que les autorités centrafricaines s'étaient prononcées en faveur d'une gestion consensuelle de la période de transition avec la participation de l'ensemble des factions politiques ainsi que des autres acteurs de la société civile. Il a invité les autorités centrafricaines à respecter l'engagement pris d'organiser des élections présidentielles avant la fin de 2004 et reconnu l'importance de l'appui fourni par les donateurs pour le retour de l'ordre constitutionnel et d'une paix durable.

Sahara occidental

En janvier 2003, l'Envoyé personnel du Secrétaire général, M. James A. Baker III, a présenté aux parties son plan de paix pour l'autodétermination du peuple du Sahara occidental conformément à la résolution 1429 (2002) du Conseil. Comme il l'avait demandé, les parties au processus de paix et les observateurs du processus lui ont fait part de leurs observations détaillées sur son plan au mois de mars.

Le 2 mai, l'Envoyé personnel a présenté aux membres du Conseil les réponses reçues des parties, et un échange de vues sur la façon dont la situation pourrait progresser s'en est suivi. Le 25 mars et le 30 mai, le Conseil a prorogé le mandat de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) afin de permettre la poursuite du processus. Après d'intenses négociations, les membres du Conseil sont parvenus à un accord sur le texte d'un projet de résolution présenté par les États-Unis d'Amérique, dans lequel le Conseil continuait d'appuyer énergiquement le plan de paix, qui constituait une solution politique optimale reposant sur un accord entre les deux parties, et a demandé aux parties de travailler avec l'Organisation des Nations Unies et l'une avec l'autre en vue de l'acceptation et de l'application du plan. La résolution 1495 (2003) a été adoptée à l'unanimité.

Groupe de travail spécial sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique

Par une lettre en date du 29 août 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité, le Représentant permanent de Maurice auprès de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de Président du Groupe de travail, a déclaré que le Groupe avait tenu des réunions et formulé des recommandations sur la formule du « Groupe des Amis »; la coopération entre le Conseil de sécurité et l'Union africaine; et la coopération entre le Conseil de sécurité et le Conseil économique et social concernant la Guinée-Bissau.

En janvier 2003, l'Angola a succédé à Maurice à la présidence du Groupe de travail spécial.

Depuis avril 2003, le Groupe de travail a adopté le calendrier de ses activités pour 2003, examiné la situation en République démocratique du Congo et tenu des réunions conjointes avec le Groupe consultatif du Conseil économique et social et le Groupe des Amis de la Guinée-Bissau au sujet de la Guinée-Bissau. Le Président du Groupe de travail spécial a participé activement à la préparation de la partie de la mission du Conseil de sécurité en Afrique de l'Ouest concernant l'Afrique centrale et la Guinée-Bissau.

Asie

Afghanistan

Le Conseil de sécurité a continué de suivre l'application de l'Accord de Bonn au moyen des rapports périodiques du Secrétaire général et d'exposés du Département des opérations de maintien de la paix et du Représentant spécial du Secrétaire général, M. Lakhdar Brahimi. La question de l'insécurité dans certaines régions en dehors de Kaboul et de ses répercussions sur le processus de paix est revenue régulièrement. Vers la fin de la période considérée, les débats ont commencé à mettre l'accent sur les préparatifs de la Loya Jirga constitutionnelle, qui devait se tenir en octobre 2003, et des élections prévues pour juin 2004.

Le 27 novembre 2002, le Conseil a adopté sa résolution 1444 (2002) prorogeant le mandat de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) jusqu'au 20 décembre 2003. Il s'est également félicité de la décision de l'Allemagne et des Pays-Bas de succéder conjointement à la Turquie à la tête de la FIAS.

Le 24 décembre 2002, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1453 (2002), dans laquelle il a entériné la Déclaration de Kaboul sur les relations de bon voisinage signée le 22 décembre 2002 par l'Administration intérimaire de l'Afghanistan et les Gouvernements de la Chine, de l'Ouzbékistan, de la République islamique d'Iran, du Pakistan, du Tadjikistan et du Turkménistan.

Le 28 mars 2003, il a adopté la résolution 1471 (2003) par laquelle il a prorogé le mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) pour une nouvelle période de 12 mois. Il a pris acte de l'importance d'une bonne préparation des élections de juin 2004 en approuvant la proposition du Secrétaire général tendant à créer une unité électorale au sein de la MANUA, et engagé les États Membres à apporter leur soutien aux activités menées par l'ONU dans le domaine électoral en Afghanistan.

Le 24 février, le Conseil a tenu une séance publique consacrée à la réforme du secteur de la sécurité et entendu des exposés des envoyés spéciaux de l'Allemagne et du Japon au sujet des progrès réalisés dans les domaines de la formation à la vie politique ainsi que du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion.

Le 17 juin, le Conseil a tenu une séance publique consacrée au problème de la drogue. Le Président a fait une déclaration dans laquelle il a exprimé le soutien du Conseil à la lutte contre le trafic illicite de drogues en Afghanistan et dans les États voisins et les pays de transit, et notamment à une coopération accrue entre eux en vue de renforcer les contrôles et d'enrayer la circulation des stupéfiants.

Timor-Leste

Le Conseil de sécurité a continué de recevoir régulièrement des rapports du Secrétaire général et d'entendre des exposés de représentants du Département des opérations de maintien de la paix ainsi que du Représentant spécial du Secrétaire général, M. Kamallesh Sharma, au sujet de l'action de la Mission d'appui des Nations Unies (MANUTO) pour aider le Gouvernement à mettre en place les institutions et l'infrastructure d'un État indépendant. Il a noté que, si la situation s'améliorait constamment, il restait encore des problèmes à résoudre dans des domaines tels que l'administration publique, la justice et la police. Il a notamment mis l'accent sur la nécessité pour la communauté internationale de continuer à fournir un appui, y compris après la fin de la Mission.

Le 3 mars 2003, le Secrétaire général a publié un rapport spécial sur la Mission d'appui des Nations Unies, proposant de revoir le calendrier de réduction des effectifs afin de tenir compte de l'évolution de la situation en matière de sécurité. Le 4 avril, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1473 (2003) prévoyant la modification du calendrier de réduction des effectifs des composantes militaires et civiles de la Mission.

Le 19 mai, le Conseil a adopté la résolution 1480 (2003) prorogeant le mandat de la Mission jusqu'au 20 mai 2004.

République populaire démocratique de Corée

Le 19 février 2003, le Conseil de sécurité a accusé réception d'une lettre du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, M. Mohamed ElBaradei, déclarant que la République populaire démocratique de Corée continuait de violer les obligations découlant de son accord de garanties dans le cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et que l'Agence était dans l'incapacité

de vérifier le non-détournement de matières nucléaires soumises aux garanties. Le 9 avril, le Conseil a tenu des consultations en séance plénière sur la question du programme nucléaire de la République populaire démocratique de Corée.

Bougainville

Le Conseil de sécurité a continué de recevoir des rapports trimestriels du Département des opérations de maintien de la paix. Le 28 mars 2003, il a tenu une séance publique au cours de laquelle ses membres ont été informés des problèmes qui subsistaient ainsi que des étapes à atteindre par les parties à l'Accord de paix de Bougainville et de la stratégie de retrait du Bureau politique des Nations Unies à Bougainville.

En juin 2003, le Groupe de surveillance de la paix a mis fin à sa mission.

Moyen-Orient

Israël/Palestine

Le Conseil de sécurité a continué d'examiner la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, à intervalles réguliers et en particulier à l'occasion des exposés mensuels du Secrétaire général, de son Représentant personnel et Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, M. Terje Roed-Larsen, ou de hauts fonctionnaires du Secrétariat. En septembre 2002, le Quatuor est convenu de la nécessité d'établir une feuille de route pour assurer un règlement permanent du conflit israélo-palestinien et réaliser la vision de deux États, Israël et la Palestine, vivant côte à côte à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, conformément à la résolution 1397 (2002).

Suite à l'intensification de la violence et des actes terroristes, à la réoccupation de villes palestiniennes par Israël et aux restrictions imposées aux Palestiniens et à leurs conséquences sur la situation humanitaire à laquelle ces derniers sont confrontés, le Conseil a tenu une séance publique et adopté, le 24 septembre 2002, la résolution 1435 (2002), dans laquelle il a exigé à nouveau la cessation complète de tous les actes de violence. Le Conseil a exigé aussi qu'Israël mette fin immédiatement aux mesures qu'il avait prises à Ramallah et aux alentours, retire ses forces d'occupation des villes palestiniennes et retourne aux positions tenues avant septembre 2000. Le Conseil a

demandé à l'Autorité palestinienne d'honorer l'engagement qu'elle avait pris de faire traduire en justice les auteurs d'actes terroristes.

Les membres du Conseil n'ont pas été en mesure de s'entendre sur le texte d'un projet de résolution présenté le 20 décembre après la mort de plusieurs fonctionnaires des Nations Unies qui travaillaient en Cisjordanie et dans la bande de Gaza et la destruction d'un entrepôt du Programme alimentaire mondial.

Le Conseil a continué de suivre les travaux du Quatuor, dont la feuille de route a été officiellement remise aux parties le 30 avril 2003. En juin 2003, dans une déclaration faite à la presse, le Président du Conseil a réaffirmé son appui à la feuille de route et aux efforts déployés par le Quatuor. Le Conseil a continué d'examiner chaque mois la situation au Moyen-Orient, sur la base des rapports établis par le Secrétariat, dont le plus récent datait du 17 juillet 2003.

Le Conseil a également continué de renouveler tous les six mois les mandats de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) et de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD). Le Conseil s'est déclaré vivement préoccupé par les violations qui continuaient d'être commises dans le Sud du Liban par les deux parties, et a instamment demandé aux parties d'y mettre un terme.

Le Conseil de sécurité a continué d'appuyer un règlement juste et global au Moyen-Orient, reposant sur les résolutions 242 (1967), 338 (1973) et 1397 (2002), les fondements de la Conférence de Madrid, le principe « terre contre paix », les accords préalablement conclus entre les parties et l'initiative du Prince héritier Abdullah d'Arabie saoudite, entérinée par le Sommet de la Ligue des États arabes à Beyrouth.

Iraq

Au cours de la période considérée, le Conseil de sécurité a concentré son attention sur le dossier iraquien.

Période antérieure au conflit

Désarmement

À l'automne 2002, la pression internationale exercée sur l'Iraq pour qu'il autorise le retour des inspecteurs s'est intensifiée. Dans une déclaration faite à l'Assemblée générale le 12 septembre 2002, le Président George W. Bush a exigé le désarmement de

l'Iraq et déclaré que les États-Unis d'Amérique s'emploieraient à faire adopter les résolutions nécessaires. Le 16 septembre, le Ministre des affaires étrangères de la République d'Iraq, Naji Sabri, a adressé au Conseil une lettre l'informant de la décision d'autoriser le retour des inspecteurs sans conditions (le Conseil demandait depuis longtemps que l'Iraq accepte le retour inconditionnel de ces inspecteurs). La Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies (COCOVINU) et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ont tenu un certain nombre de réunions avec le régime iraquien pour examiner les modalités pratiques du retour des inspecteurs.

Préalablement à ce retour, le Conseil a commencé à travailler sur le texte d'une nouvelle résolution, proposée par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et les États-Unis d'Amérique. La résolution 1441 (2002) a été adoptée à l'unanimité le 8 novembre 2002. Cette nouvelle résolution instituait un régime d'inspection renforcé et accordait à l'Iraq une dernière possibilité de s'acquitter de ses obligations en matière de désarmement. Annexés à la résolution 1441 (2002), et ayant force obligatoire, figuraient les arrangements pratiques énoncés dans une lettre datée du 8 octobre 2002 émanant du Président exécutif de la COCOVINU et du Directeur général de l'AIEA.

Les inspections en Iraq ont repris le 27 novembre 2002 et le Gouvernement iraquien a communiqué le 7 décembre 2002 une déclaration faisant suite à la résolution 1441 (2002).

Les inspections se sont poursuivies durant l'hiver et le printemps 2003. Le Conseil a entendu des exposés présentés régulièrement par la COCOVINU et l'AIEA et tenu des réunions périodiques consacrées à l'examen de la manière dont il convenait de gérer la situation en Iraq. Le 5 février, le Secrétaire d'État des États-Unis, M. Colin Powell, a présenté au Conseil un exposé présentant les vues de son gouvernement sur le non-respect par l'Iraq de ses obligations. Le Conseil a tenu plusieurs débats publics, y compris au niveau ministériel, de façon à pouvoir entendre les observations de ses membres sur cette question cruciale. Les travaux du Conseil visaient à déterminer si la coopération de l'Iraq était satisfaisante et s'il fallait donner davantage de temps au processus d'inspection.

Le 24 février, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les États-Unis d'Amérique et l'Espagne ont présenté un projet de résolution sur l'Iraq par lequel le Conseil déciderait que ce pays n'avait pas su saisir la dernière possibilité qui lui était offerte dans la résolution 1441 (2002). Ce projet a suscité un débat intense au sein du Conseil. La France, l'Allemagne et la Fédération de Russie ont fait distribuer un mémorandum dans lequel elles proposaient que les inspections se poursuivent et soient renforcées. La COCOVINU a pour sa part fait distribuer une liste des questions de désarmement qui restaient en suspens.

Le 17 mars, les auteurs du projet de résolution susmentionné ont annoncé qu'ils ne demanderaient pas que le texte soit mis aux voix. Le même jour, après avoir consulté le Conseil, le Secrétaire général a annoncé le retrait d'Iraq du personnel des Nations Unies. Le même jour, le Président exécutif de la COCOVINU a présenté le projet de programme de travail prévu par la résolution 1284 (1999). Les Représentants permanents du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, des États-Unis d'Amérique et de l'Australie ont adressé au Président du Conseil de sécurité une lettre datée du 20 mars 2003, l'informant du lancement d'une action militaire contre l'Iraq.

Programme « pétrole contre nourriture »

Le programme « pétrole contre nourriture », tel que modifié par la Liste d'articles sujets à examen, a continué de répondre aux besoins humanitaires essentiels du peuple iraquien. La pénurie de ressources disponibles pour financer le programme du fait des interruptions des exportations iraquiennes de pétrole survenues par le passé a continué de se faire sentir sur le financement des contrats signés au titre du programme. Le Conseil de sécurité a été tenu régulièrement informé de l'application du programme « pétrole contre nourriture ».

Le Conseil a passé en revue le mécanisme visé dans la Liste d'articles sujets à examen, conformément aux dispositions de la résolution 1409 (2002) et a adopté, le 30 décembre 2002, la résolution 1454 (2002), qui apportait des modifications supplémentaires au contenu de la Liste d'articles sujets à examen.

Durant le conflit en Iraq, le Conseil de sécurité a réexaminé le programme « pétrole contre nourriture » afin de répondre à la nécessité de continuer à fournir d'urgence une assistance humanitaire à la population iraquienne. Le 28 mars, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1472 (2003), par laquelle il a apporté des modifications au programme et autorisé le Secrétaire général à remplir plusieurs fonctions liées à sa gestion et à sa mise en oeuvre qui incombaient auparavant à l'ancien Gouvernement iraquien. Un degré de priorité a été établi pour les contrats approuvés de façon à ce que les biens humanitaires faisant l'objet de contrats en cours d'exécution puissent continuer à être livrés au peuple iraquien. Les dispositions énoncées dans la résolution 1472 (2003) devaient rester en vigueur pendant une période limitée à 45 jours et, le 24 avril 2003, en adoptant à l'unanimité la résolution 1476 (2003), le Conseil a prorogé ces arrangements jusqu'au 3 juin 2003.

Au paragraphe 16 de la résolution 1483 (2003), adoptée le 22 mai 2003, le Conseil a prié le Secrétaire général de continuer, en coordination avec l'Autorité, à exercer les responsabilités qui lui avaient été confiées en vertu de ses résolutions 1472 (2003) et 1476 (2003) pendant une période de six mois suivant l'adoption de la résolution 1483 (2003) et, au cours de cette période, de mettre fin suivant les modalités les plus économiques aux opérations en cours du programme « pétrole contre nourriture ».

Période postérieure au conflit

Après la cessation des hostilités en Iraq, en avril 2003, le Conseil de sécurité a commencé à examiner à titre officieux le rôle que l'Organisation des Nations Unies devrait jouer dans la reconstruction de l'Iraq et dans le processus conduisant à la mise en place d'un gouvernement internationalement reconnu. Le Conseil a aussi tenu des réunions périodiques, notamment avec des organisations non gouvernementales, pour examiner la situation humanitaire en Iraq. Il a constamment maintenu cette question à l'étude et entendu régulièrement, lors de consultations, des exposés à ce sujet de la Vice-Secrétaire générale et parfois du Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et du Coordonnateur des opérations humanitaires des Nations Unies en Iraq. Lors d'une séance publique tenue le 22 mai, le Conseil a entendu un exposé détaillé présenté par quatre organismes des Nations Unies qui se trouvaient sur le terrain en Iraq.

après le conflit, à savoir le Programme alimentaire mondial, l'Organisation mondiale de la santé, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le Programme des Nations Unies pour le développement, ainsi que par le Comité international de la Croix-Rouge, au sujet des actions engagées par chacun d'eux pour répondre aux besoins humanitaires du peuple iraquien.

Le 9 mai, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les États-Unis d'Amérique et l'Espagne ont présenté un projet de résolution sur ces questions. Le Conseil de sécurité a tenu des consultations détaillées qui ont abouti à la modification du projet puis à l'adoption de la résolution 1483 (2003), le 22 mai. Quatorze membres du Conseil ont voté pour le texte, et la délégation syrienne a indiqué, lors d'une séance ultérieure tenue le même jour, qu'elle aurait également voté dans ce sens si elle avait disposé de davantage de temps pour consulter son gouvernement.

La résolution 1483 (2003) était un texte de vaste portée, dans lequel le Conseil a, entre autres, levé toutes les sanctions à caractère non militaire imposées à l'Iraq depuis 1990. Il a demandé que soit désigné un représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq, chargé d'assumer, de façon indépendante, des responsabilités très diverses dans les tâches à entreprendre après le conflit. Il a appelé les États Membres et les organisations concernées à aider le peuple iraquien dans les efforts qu'il déploie pour réformer ses institutions et reconstruire le pays, et à contribuer à assurer la stabilité et la sécurité en Iraq. Il a énoncé des principes fondamentaux et a pris acte de la création d'un Fonds de développement pour l'Iraq soumis à des impératifs de transparence, à un audit international et doté d'un Conseil international consultatif et de contrôle. Il a décidé de maintenir le programme humanitaire « pétrole contre nourriture » pendant une dernière période de six mois, à l'issue de laquelle il serait mis fin au programme et la responsabilité de certaines activités essentielles serait confiée à l'Autorité.

Le 23 mai, le Secrétaire général a informé le Conseil de sécurité qu'il avait nommé le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, M. Sergio Vieira de Mello, son Représentant spécial pour l'Iraq pour une période de quatre mois.

Le 5 juin, le Conseil de sécurité a tenu une séance publique pour recevoir le treizième rapport trimestriel

du Président exécutif de la COCOVINU, présenté en application de la résolution 1284 (1999). Le rapport portait sur la période allant du 1er mars au 31 mai. Le 30 juin, le Président exécutif de la COCOVINU, M. Hans Blix, a démissionné de son poste.

Le 22 juillet, le Conseil a tenu une séance d'information publique à l'occasion de laquelle le Secrétaire général a pris la parole et son Représentant spécial a présenté son premier rapport périodique au Conseil de sécurité, en application de la résolution 1483 (2003). Une délégation du Conseil de Gouvernement iraquien a participé à cette séance.

Questions diverses

En ce qui concerne les autres questions ayant trait à l'Iraq, les membres du Conseil de sécurité ont été régulièrement informés des activités du Coordonnateur de haut niveau chargé par le Secrétaire général des ressortissants disparus du Koweït et de pays tiers, S. E. M. Yuli Vorontsov. Ils sont restés unis pour soutenir celui-ci dans son action et exiger de l'Iraq qu'il s'acquitte des obligations imposées par la résolution 1284 (1999) et rende à leur pays d'origine toutes les personnes et tous les biens disparus. Un certain nombre de faits nouveaux avaient fait espérer au Secrétaire général que des progrès pourraient être réalisés sur la question du rapatriement et du retour de tous les ressortissants du Koweït et de pays tiers. Il s'agissait notamment de la reprise des réunions du Sous-Comité technique en 2003, mais le Secrétaire général a indiqué qu'aucun résultat concret n'avait encore été obtenu.

Le 3 juillet 2003, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1490 (2003), dans laquelle il a reconnu que le maintien de l'opération de la MONUIK et de la zone démilitarisée créée par la résolution 687 (1991) n'était plus nécessaire pour assurer la protection contre les menaces à la sécurité internationale posées par les agissements de l'Iraq à l'encontre du Koweït. Le Conseil a en conséquence décidé de proroger le mandat de la MONUIK pour une dernière période se terminant le 6 octobre 2003.

Europe

Kosovo (République fédérale de Yougoslavie/Serbie-et-Monténégro)

Le Conseil de sécurité a continué de suivre de près l'évolution de la situation au Kosovo, en entendant régulièrement des exposés du Secrétariat ou du Représentant spécial du Secrétaire général.

En décembre 2002, une mission du Conseil s'est rendue à Pristina et à Belgrade. À Pristina, la mission a constaté que l'application de la résolution 1244 (1999) avait progressé sensiblement dans plusieurs domaines (tenue de l'élection des membres de l'Assemblée et contribution de la police du Kosovo à la consolidation de l'état de droit) et apprécié les travaux de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) et de la Force de paix au Kosovo (KFOR) à cet égard. Elle a toutefois fait observer que la situation demeurerait fragile et que, tant les institutions et collectivités du Kosovo que la MINUK avaient encore beaucoup à faire. Il fallait en particulier redoubler d'efforts pour consolider l'état de droit si l'on voulait assurer la sécurité, le bon fonctionnement du processus démocratique et le développement économique durable. Le retour des minorités et des personnes déplacées et leur réinstallation étaient le préalable d'une société multiethnique et il fallait donc y consacrer de l'attention et des ressources. La mission estimait que la position du Représentant spécial selon laquelle il convenait d'aborder la question des critères de référence selon le principe « les normes avant le statut » était constructive; elle attendait avec intérêt la mise en application de ces critères. La mission a conclu qu'une présence internationale substantielle au Kosovo demeurerait nécessaire pendant encore un certain temps.

Le Conseil a souligné qu'il appuyait le principe « les normes avant le statut » et réaffirmé son adhésion à la résolution 1244 (1999) et au cadre constitutionnel. Lors des réunions qui ont suivi, il a réaffirmé qu'il était inacceptable qu'une partie quelconque fasse des déclarations unilatérales sur la question du statut. Le Conseil a également condamné tous les actes de violence; encouragé le dialogue et la coopération entre Pristina et Belgrade sur les questions pratiques; invité à la réconciliation ethnique au Kosovo en vue d'édifier une société multiethnique et tolérante. Une déclaration du Président a été adoptée sur ces questions le 6 février 2003. Les mêmes points ont été soulignés une nouvelle

fois au cours des séances publiques du Conseil, le 10 juin et le 3 juillet.

Bosnie-Herzégovine et Croatie

En juin et juillet 2002, le Conseil a prorogé le mandat de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (MINUBH) pour trois courtes périodes, par ses résolutions 1418 (2002), 1420 (2002) et 1421 (2002), qui prévoyaient des prorogations techniques du mandat de la Mission tant qu'un accord ne pouvait être réalisé sur la question des enquêtes ou poursuites éventuelles par la Cour pénale internationale concernant d'anciens ou actuels fonctionnaires ou membres des opérations de maintien de la paix des Nations Unies originaires d'États qui n'étaient pas parties au Statut de Rome.

Le 3 juillet 2002, un projet de résolution sur la prorogation du mandat de la MINUBH qui ne contenait pas de disposition sur cette question a été mis aux voix; il n'a pas été adopté [il y a eu une abstention (Bulgarie) et une voix contre (États-Unis d'Amérique)].

Le 10 juillet 2002, le Conseil de sécurité a tenu une séance publique consacrée à la Bosnie-Herzégovine, au cours de laquelle les délégations ont abordé la question de la prorogation du mandat de la MINUBH et ses liens avec la Cour pénale internationale.

Le 12 juillet, après avoir adopté la résolution 1422 (2002), le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1423 (2002), par laquelle il a prorogé le mandat de la MINUBH jusqu'au 31 décembre 2002 (en vertu d'autres dispositions de la résolution, les mandats de la Force de stabilisation (SFOR) et du Haut Représentant ont été prorogés pour une période de 12 mois, jusqu'au 12 juillet 2003) et la résolution 1424 (2002), par laquelle il a prorogé le mandat de la Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka (MONUP) jusqu'au 15 octobre 2002. Dans sa résolution 1437 (2002), le Conseil a autorisé une dernière prorogation du mandat de la MONUP jusqu'au 15 décembre 2003. Le 12 décembre, le Conseil a adopté une déclaration du Président dans laquelle ce dernier s'est félicité de la signature par le Gouvernement croate et le Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie d'un protocole portant création d'un régime provisoire transfrontière sur la presqu'île de Prevlaka et a constaté avec satisfaction que les deux gouvernements étaient résolus

à poursuivre les négociations au sujet de Prevlaka. Le 1er janvier 2003, le Groupe international de police de la MINUBH a été remplacé par une mission de police de l'Union européenne.

Le 11 juillet 2003, le Conseil a adopté la résolution 1491 (2003) par laquelle il a autorisé le maintien, pour une nouvelle période de 12 mois, de la force multinationale de stabilisation (SFOR).

Chypre

La principale initiative prise par le Secrétaire général en vue de parvenir à un règlement global du problème déjà ancien de Chypre est entrée dans sa phase finale au cours de la période considérée. Malheureusement, malgré tous les efforts déployés par le Secrétaire général et son équipe, aucun règlement n'est intervenu.

En novembre 2002, les membres du Conseil de sécurité ont accueilli avec satisfaction la décision du Secrétaire général de présenter des propositions devant servir de base d'accord. En décembre, ils ont indiqué qu'ils considéraient que la proposition révisée présentée le 10 décembre offrait une occasion exceptionnelle de parvenir à un règlement. Ils ont souligné combien il importait d'intensifier les négociations afin de parvenir à un accord au plus tard le 28 février 2003, conformément au calendrier proposé par le Secrétaire général. Un nouveau délai a été accordé en vue de tenter de parvenir à un accord et les responsables des deux parties se sont rencontrés à La Haye. Toutefois, elles n'ont pu se mettre d'accord sur la proposition tendant à soumettre à des référendums distincts et simultanés le deuxième plan de règlement global révisé du Secrétaire général, présenté aux parties le 26 février 2003.

Dans sa résolution 1475 (2003), le Conseil a regretté que, du fait de l'approche négative du dirigeant chypriote turc, les Chypriotes turcs et les Chypriotes grecs aient été privés de la possibilité de se prononcer eux-mêmes sur un plan qui aurait permis la réunification de Chypre, tel qu'il était énoncé par le Secrétaire général dans son rapport au Conseil sur la fin de cette phase des pourparlers concernant Chypre.

Le Conseil a appuyé pleinement la proposition présentée le 26 février 2003, qui constituait une base unique pour de nouvelles négociations, et a engagé toutes les parties concernées à négocier en utilisant le plan afin de parvenir à un règlement global. Le

Secrétaire général a informé le Conseil qu'il ne proposerait pas de prendre une nouvelle initiative tant qu'il n'aurait pas de bonnes raisons de penser que la volonté politique nécessaire à une solution satisfaisante fondée sur son plan existait. Le Conseil a accepté cette décision et prié le Secrétaire général de continuer d'offrir à Chypre ses bons offices.

Le Conseil a prorogé le mandat de la Force de maintien de la paix des Nations Unies à Chypre (UNFICYP) à deux reprises pendant l'année, pour une nouvelle période de six mois dans chaque cas.

Abkhazie (Géorgie)

Pendant toute la période considérée, le Conseil de sécurité a continué de suivre le processus de paix mené par l'ONU en Abkhazie (Géorgie). La situation dans la zone de conflit, notamment la vallée de la Kodori, est restée calme mais instable. Pendant une bonne partie de la période considérée, les avancées politiques ont été limitées, bien que la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG) ait continué de s'efforcer d'amener la partie géorgienne, mais surtout la partie abkhaze, à prendre part à l'examen du document intitulé « Principes fondamentaux de la répartition des compétences entre Tbilissi et Soukhoumi ».

Le 30 janvier 2003, le Conseil de sécurité a, par sa résolution 1462 (2003), prorogé le mandat de la MONUG pour une période de six mois. Il a aussi entendu un certain nombre d'exposés présentés par le Département des opérations de maintien de la paix et la Représentante spéciale du Secrétaire général, Mme Heidi Tagliavini. Les 19 et 20 février, de hauts représentants du Groupe des Amis sont été invités à Genève à une réunion officieuse de réflexion sur la voie à suivre dans le processus de paix abkhaze, sous la direction du Département des opérations de maintien de la paix. Les participants à cette réunion ont formulé un certain nombre de recommandations qui sont actuellement mises en oeuvre. Les 6 et 7 mars, les Présidents de la Géorgie et de la Fédération de Russie se sont rencontrés en vue d'examiner à nouveau le processus de paix. Cette rencontre a débouché sur un certain nombre d'initiatives auxquelles il est actuellement donné suite. En juillet 2003, de hauts représentants du Groupe des Amis se sont réunis pour la deuxième fois afin d'examiner la voie à suivre dans le processus de paix.

Une séance privée a eu lieu le 30 juillet 2003 avec la participation de la Géorgie. Cette séance a été suivie d'une séance publique, au cours de laquelle le Conseil, par sa résolution 1494 (2003), a prorogé le mandat de la MINUG pour une nouvelle période de six mois.

Questions générales

Lutte contre le terrorisme

Le Comité contre le terrorisme a continué à travailler intensivement et consciencieusement en vue de s'acquitter du mandat qui lui a été confié dans la résolution 1373 (2001). Pendant la période considérée, l'Ambassadeur Jeremy Greenstock (Royaume-Uni) a cédé la présidence du Comité à l'Ambassadeur Inocencio Arias (Espagne) le 4 avril 2003.

Le Comité contre le terrorisme a intensifié son dialogue avec les États Membres sur les mesures à prendre pour appliquer la résolution. La présentation en mai 2003 du dernier rapport attendu a permis au Comité d'élargir le dialogue qui comportait des échanges détaillés avec chacun des 191 Membres de l'ONU. Au 31 juillet, le Comité avait reçu au total 191 rapports de la première série des États Membres, deux d'États non membres (Îles Cook et île Nioué) et trois de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, de l'Union européenne et de la MINUK respectivement. Il avait également reçu 147 rapports de la deuxième série des États Membres et un d'un État non membre (Union européenne). Enfin, il avait reçu des États Membres 50 rapports de la troisième série. Lors de l'examen des éléments d'information reçus, le Comité s'est employé à veiller à ce que les États disposent avant toute chose d'une législation couvrant tous les aspects de la résolution 1373 (2001) et de moyens efficaces pour empêcher le financement du terrorisme. Il a continué de se montrer attentif aux besoins d'assistance, en adoptant une approche de plus en plus dynamique pour définir les besoins des États et recenser les possibilités d'assistance qui s'offraient à eux.

Le 6 mars 2003, le Comité contre le terrorisme a convoqué une réunion importante, à laquelle ont participé quelque 60 organisations internationales, régionales et sous-régionales. Les participants ont reconnu que toutes les organisations invitées avaient un rôle à jouer pour renforcer l'efficacité de la lutte

antiterroriste à l'échelle mondiale. Le plan d'action du Comité visant à donner suite à la réunion a pour objectif de renforcer les relations avec les organisations compétentes, d'améliorer les courants d'information, de renforcer la concertation sur les meilleures pratiques, normes internationales et codes internationaux pertinents pour l'application de la résolution 1373 (2001), de renforcer le rôle des organisations régionales et sous-régionales et d'établir des contacts avec celles-ci afin de faciliter la fourniture d'une assistance.

Dans ce domaine, le Comité a adopté une méthode spécialement conçue pour renforcer sa coopération avec les organisations internationales compétentes. Il a envoyé à 17 organisations internationales une première série de lettres dans lesquelles il a indiqué des domaines concrets dans lesquels il était possible d'échanger des éléments d'information et des compétences. À l'avenir, il procédera de la même manière avec d'autres organisations internationales.

Le Comité coordonne ses propres activités avec celles du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999) (Al-Qaida et les Talibans) et établit un communiqué de presse commun dans lequel la création, les mandats et les attributions des deux comités sont comparés en vue de faire mieux connaître leurs tâches respectives.

Par ailleurs, les réunions du Conseil consacrées au terrorisme ont donné un élan politique à la lutte antiterroriste. Une séance publique de haut niveau s'est tenue le 11 septembre 2002, un an après les événements tragiques du 11 septembre 2001. À cette occasion, le Conseil a adopté une déclaration du Président, dans laquelle il a rendu hommage à la mémoire des victimes, exprimé sa solidarité avec leurs familles et réaffirmé la volonté résolue de tous ses membres et de la communauté internationale de lutter contre le terrorisme. D'autres réunions ont eu lieu en 2003, telles que la réunion ministérielle de haut niveau, le 20 janvier 2003, qui a conduit à l'adoption de la résolution 1456 (2003), et une séance publique en mai 2003, à laquelle le Premier Ministre espagnol avait participé.

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999) : Al-Qaida, Taliban et autres groupes et entités associés

Par le biais du Comité créé par la résolution 1267 (1999), le Conseil de sécurité a continué à concentrer son attention sur la nécessité de combattre, par tous les moyens, conformément à la Charte des Nations Unies et au droit international, la menace posée par Al-Qaida, les Taliban et autres groupes associés à la paix et à la sécurité internationales.

Le Groupe de suivi du Comité a poursuivi ses activités de contrôle de l'application des résolutions 1267 (1999), 1333 (2000), 1390 (2002) et 1455 (2003) du Conseil de sécurité. Il a fait rapport régulièrement sur les activités menées dans l'exécution de son mandat. Il a présenté plusieurs recommandations au Comité que celui-ci a examinées lors de ses réunions.

Le 20 décembre 2002, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1452 (2002) qui prévoyait certaines dérogations aux mesures imposées par les résolutions pertinentes, essentiellement pour répondre à des besoins humanitaires.

Le 17 janvier 2003, le Conseil a décidé d'améliorer l'application par les États Membres du régime des sanctions contre Al-Qaida, les Taliban et d'autres groupes et particuliers associés en adoptant à l'unanimité la résolution 1455 (2003). Par cette résolution, il a renforcé le rôle du Comité dans plusieurs domaines, notamment en lui donnant l'occasion d'examiner les mesures prises par les États Membres pour appliquer les résolutions du Conseil de sécurité relatives à Al-Qaida. Le Comité continue à travailler dans ce domaine important et fait rapport régulièrement au Conseil de sécurité. Il a demandé également à tous les États de faire rapport vers la mi-avril sur l'application des sanctions. Au 31 juillet 2003, le Comité avait reçu au total 66 rapports, publiés sur son site Web. Le Président a rappelé aux États qui n'avaient pas encore présenté leur rapport de le faire le plus tôt possible, afin de permettre une évaluation globale des mesures prises par les États pour mettre en oeuvre cet important régime de sanctions.

Le Comité a continué à s'acquitter des responsabilités qui lui ont été confiées dans les résolutions pertinentes. À l'issue de plusieurs mois d'intenses consultations, il a approuvé le 7 novembre 2002 un ensemble de directives révisé pour la conduite

de ses travaux. Pendant la période considérée, il a également passé en revue la structure et la teneur de la liste récapitulative de particuliers et d'entités. Ce processus a abouti à l'adoption d'une liste révisée et améliorée le 4 mars 2003. Par ailleurs, le Comité a établi des directives claires pour l'établissement des rapports que tous les États sont tenus de présenter conformément à la résolution 1455 (2003).

Le 15 avril 2003, le Président du Comité a présenté au Conseil un rapport oral sur l'ensemble des travaux du Comité et du Groupe de suivi. Le 29 juillet, le Conseil a tenu une séance publique et le Président du Comité a présenté son deuxième rapport oral, qui comprenait notamment une évaluation de l'application par les États Membres des mesures imposées par le Conseil.

Maintien de la paix

Dans le cadre du mécanisme prévoyant la tenue de réunions conjointes du Groupe de travail du Conseil de sécurité pour les opérations de maintien de la paix et des principaux pays fournissant des contingents, une première réunion a eu lieu le 23 août 2002 pour examiner la situation en Sierra Leone.

Conformément à la résolution 1353 (2001), les pays fournissant des contingents ont également entendu des exposés périodiques sur d'autres missions de maintien de la paix.

Le 12 juin 2003, le Conseil a adopté la résolution 1487 (2003), par laquelle il a reconduit pour une année la disposition figurant au paragraphe 1 de la résolution 1422 (2002), dans lequel il était demandé à la Cour pénale internationale de n'engager ni de mener aucune enquête ou aucune poursuite concernant des responsables ou des personnels d'un État qui n'était pas partie au Statut de Rome, à raison d'actes ou d'omissions liés à des opérations établies ou autorisées par l'Organisation des Nations Unies. Alors que la résolution 1422 (2002) avait été adoptée à l'unanimité, trois membres du Conseil (Allemagne, France et République arabe syrienne) se sont abstenus lors du vote sur la résolution 1487 (2003) qui suivait un débat public sur la question.

Sanctions

Le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 864 (1993) concernant l'Angola (UNITA), le Comité du Conseil de sécurité créé par la

résolution 1132 (1997) concernant la Sierra Leone et le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1343 (2001) concernant le Libéria ont tenu des réunions officieuses communes en 2002 pour échanger des vues sur des questions relatives aux embargos sur les diamants et les armes, et les interdictions de voyager.

Le 25 février 2003, le Conseil de sécurité a entendu un exposé concernant les résultats du processus de Stockholm sur la mise en oeuvre de sanctions ciblées qui s'appuyait sur les efforts précédemment déployés dans ce domaine. Les membres du Conseil ont reconnu que des sanctions ciblées étaient un moyen utile de faire pression sur les États et entités visés, tout en en réduisant au minimum l'impact sur les populations civiles et les États et entités non visés.

Le Groupe de travail sur les questions générales relatives aux sanctions a poursuivi ses travaux pendant la période considérée sous la présidence du Cameroun. Il a présenté des propositions concrètes concernant la gestion, la mise en oeuvre et le contrôle des sanctions. Il n'est pas encore parvenu à un consensus sur certaines questions clefs, comme la clause d'extinction.

Tribunaux internationaux

Comme suite à une demande du Président du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, le Conseil de sécurité a modifié, par la résolution 1481 (2003), l'article 13 *quater* du Statut du Tribunal, de manière à donner aux juges *ad litem*, pendant la durée où ils sont nommés pour servir auprès du Tribunal pénal international, le pouvoir de se prononcer pendant la phase préalable à l'audience dans d'autres procès que ceux auxquels ils ont été nommés pour juger.

La résolution 1482 (2003) a été adoptée pour répondre aux préoccupations portées à l'attention du Conseil par le Président du Tribunal pénal international pour le Rwanda. Conformément à cette résolution, quatre juges, y compris le Président du Tribunal, pourront statuer sur les affaires dont ils ont commencé à connaître avant la fin de leurs mandats respectifs.

Questions thématiques

Plusieurs questions thématiques ont été examinées pendant l'année. Le 25 juillet et les 28 et 29 octobre 2002, le Conseil de sécurité a organisé un débat public sur les femmes, la paix et la sécurité. En

termes généraux, les membres ont reconnu lors de la réunion tenue en juillet qu'il fallait intégrer une perspective sexospécifique dans l'ensemble de l'Organisation, tant au Siège que sur le terrain; ils attendaient avec intérêt la publication de l'étude du Secrétaire général sur les femmes, la paix et la sécurité, et ont reconnu la valeur de la résolution 1325 (2000) qui permettait de progresser vers l'intégration d'une démarche soucieuse de l'égalité des sexes. À l'occasion du deuxième anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000), le Conseil a tenu un débat public auquel a participé le Secrétaire général. Par la suite, le Président du Conseil a fait une déclaration le 31 octobre 2002 sur cette question. Dans cette déclaration, le Conseil a réaffirmé son attachement à la poursuite de la stricte application de la résolution 1325 (2000) et a souligné une nouvelle fois l'importance qu'il y avait à adopter une démarche sexospécifique dans les opérations de maintien de la paix et de reconstruction après un conflit.

Le 14 janvier 2003, le Conseil a tenu un débat public sur les enfants et les conflits armés avec la participation du Secrétaire général, qui a fait une déclaration appelant au respect du cadre international ayant pour but de protéger les enfants dans les situations de conflit armé, et demandant instamment aux parties aux conflits armés visées dans son rapport de cesser d'employer et de recruter des enfants en violation des obligations internationales. Par la suite, le Conseil a adopté la résolution 1460 (2003).

Le 11 octobre 2002, le Conseil a tenu un débat public sur les armes légères qui a porté essentiellement sur le rapport du Secrétaire général, qui contenait plusieurs observations et recommandations concernant les moyens de faire face au problème des armes légères. À la fin du débat, le 31 octobre 2002, le Président a fait une déclaration au nom du Conseil.

Le 18 mars 2003, le Conseil a tenu un débat public sur le thème « Prolifération des armes légères et le mercenariat : menaces à la paix et à la sécurité en Afrique de l'Ouest », avec la participation du Secrétaire général et de ministres de pays d'Afrique de l'Ouest. Les membres du Conseil ont reconnu que la prolifération sauvage des armes légères et l'emploi de mercenaires en Afrique de l'Ouest prolongeaient les conflits, exacerbaient la violence et entravaient le développement économique, politique et social. Ils se sont engagés à traiter de cette question et ont demandé que les instruments juridiques et autres accords

internationaux en la matière soient respectés. Le Conseil a adopté la résolution 1467 (2003).

Le 11 avril 2003, le Conseil a tenu un débat public sur le thème « Le Conseil de sécurité et les organisations régionales : faire face aux nouvelles menaces à la paix et à la sécurité internationales ». Le Secrétaire général et des dirigeants et représentants de l'Union africaine, de l'Organisation des États américains, de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, de l'Union européenne et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest ont participé à ce débat. Les propositions faites à cette occasion ont été incorporées dans une lettre que le Président du Conseil a adressée au Secrétaire général.

Le 13 mai 2003, un débat public a eu lieu sur le rôle du Conseil de sécurité dans le règlement pacifique des différends. Les participants ont étudié les possibilités de promouvoir le règlement pacifique des différends internationaux dans le cadre du Chapitre VI de la Charte des Nations Unies et en recourant aux moyens qui y sont énoncés. Dans une déclaration adoptée à l'issue du débat, le Conseil a réaffirmé qu'il était déterminé à recourir plus largement aux procédures et aux moyens énoncés au Chapitre VI, en particulier aux Articles 33 à 38, dans lesquels il voyait l'une des composantes essentielles de son action de promotion et de maintien de la paix et de la sécurité internationales.

La question de la protection des civils dans les conflits armés a été examinée tous les six mois, et des débats publics ont eu lieu en décembre 2002 et juin 2003.

Première partie

Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales

I

Résolutions adoptées par le Conseil de sécurité au cours de la période du 1er août 2002 au 31 juillet 2003

<i>Numéro de la résolution</i>	<i>Date d'adoption</i>	<i>Sujet</i>
1430 (2002)	14 août 2002	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie
1431 (2002)	14 août 2002	Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994
1432 (2002)	15 août 2002	La situation en Angola
1433 (2002)	15 août 2002	La situation en Angola
1434 (2002)	6 septembre 2002	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie
1435 (2002)	24 septembre 2002	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne
1436 (2002)	24 septembre 2002	La situation en Sierra Leone
1437 (2002)	11 octobre 2002	La situation en Croatie
1438 (2002)	14 octobre 2002	Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes
1439 (2002)	18 octobre 2002	La situation en Angola
1440 (2002)	24 octobre 2002	Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes
1441 (2002)	8 novembre 2002	La situation entre l'Iraq et le Koweït
1442 (2002)	25 novembre 2002	La situation à Chypre
1443 (2002)	25 novembre 2002	La situation entre l'Iraq et le Koweït
1444 (2002)	27 novembre 2002	La situation en Afghanistan

<i>Numéro de la résolution</i>	<i>Date d'adoption</i>	<i>Sujet</i>
1445 (2002)	4 décembre 2002	La situation concernant la République démocratique du Congo
1446 (2002)	4 décembre 2002	La situation en Sierra Leone
1447 (2002)	4 décembre 2002	La situation entre l'Iraq et le Koweït
1448 (2002)	9 décembre 2002	La situation en Angola
1449 (2002)	13 décembre 2002	Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994
1450 (2002)	13 décembre 2002	Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes
1451 (2002)	17 décembre 2002	La situation au Moyen-Orient
1452 (2002)	20 décembre 2002	Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes
1453 (2002)	24 décembre 2002	La situation en Afghanistan
1454 (2002)	30 décembre 2002	La situation entre l'Iraq et le Koweït
1455 (2003)	17 janvier 2003	Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes
1456 (2003)	20 janvier 2003	Réunion de haut niveau du Conseil de sécurité : lutte contre le terrorisme
1457 (2003)	24 janvier 2003	La situation concernant la République démocratique du Congo
1458 (2003)	28 janvier 2003	La situation au Libéria
1459 (2003)	28 janvier 2003	Système de certification du Processus de Kimberley
1460 (2003)	30 janvier 2003	Les enfants et les conflits armés
1461 (2003)	30 janvier 2003	La situation au Moyen-Orient
1462 (2003)	30 janvier 2003	La situation en Géorgie
1463 (2003)	30 janvier 2003	La situation concernant le Sahara occidental
1464 (2003)	4 février 2003	La situation en Côte d'Ivoire
1465 (2003)	13 février 2003	Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes

<i>Numéro de la résolution</i>	<i>Date d'adoption</i>	<i>Sujet</i>
1466 (2003)	14 mars 2003	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie
1467 (2003)	18 mars 2003	Prolifération des armes légères et de petit calibre et mercenariat : menaces à la paix et à la sécurité en Afrique de l'Ouest
1468 (2003)	20 mars 2003	La situation concernant la République démocratique du Congo
1469 (2003)	25 mars 2003	La situation concernant le Sahara occidental
1470 (2003)	28 mars 2003	La situation en Sierra Leone
1471 (2003)	28 mars 2003	La situation en Afghanistan
1472 (2003)	28 mars 2003	La situation entre l'Iraq et le Koweït
1473 (2003)	4 avril 2003	La situation au Timor-Leste
1474 (2003)	8 avril 2003	La situation en Somalie
1475 (2003)	14 avril 2003	La situation à Chypre
1476 (2003)	24 avril 2003	La situation entre l'Iraq et le Koweït
1477 (2003)	29 avril 2003	Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994
1478 (2003)	6 mai 2003	La situation au Libéria
1479 (2003)	13 mai 2003	La situation en Côte d'Ivoire
1480 (2003)	19 mai 2003	La situation au Timor-Leste
1481 (2003)	19 mai 2003	Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991
1482 (2003)	19 mai 2003	Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994
1483 (2003)	22 mai 2003	La situation entre l'Iraq et le Koweït

<i>Numéro de la résolution</i>	<i>Date d'adoption</i>	<i>Sujet</i>
1484 (2003)	30 mai 2003	La situation concernant la République démocratique du Congo
1485 (2003)	30 mai 2003	La situation concernant le Sahara occidental
1486 (2003)	11 juin 2003	La situation à Chypre
1487 (2003)	12 juin 2003	Opérations de maintien de la paix des Nations Unies
1488 (2003)	26 juin 2003	La situation au Moyen-Orient
1489 (2003)	26 juin 2003	La situation concernant la République démocratique du Congo
1490 (2003)	3 juillet 2003	La situation entre l'Iraq et le Koweït
1491 (2003)	11 juillet 2003	La situation en Bosnie-Herzégovine
1492 (2003)	18 juillet 2003	La situation en Sierra Leone
1493 (2003)	28 juillet 2003	La situation concernant la République démocratique du Congo
1494 (2003)	30 juillet 2003	La situation en Géorgie
1495 (2003)	31 juillet 2003	La situation concernant le Sahara occidental
1496 (2003)	31 juillet 2003	La situation au Moyen-Orient

II

Déclarations faites et/ou publiées par le Président du Conseil de sécurité au cours de la période du 1er août 2002 au 31 juillet 2003

<i>Déclaration du Président</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/PRST/2002/24	15 août 2002	La situation concernant la République démocratique du Congo
S/PRST/2002/25	11 septembre 2002	Réunion de haut niveau du Conseil de sécurité pour marquer l'anniversaire des actes de terrorisme international du 11 septembre
S/PRST/2002/26	8 octobre 2002	Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes
S/PRST/2002/27	18 octobre 2002	La situation concernant la République démocratique du Congo
S/PRST/2002/28	18 octobre 2002	La situation en République centrafricaine
S/PRST/2002/29	24 octobre 2002	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité
S/PRST/2002/30	31 octobre 2002	Armes légères
S/PRST/2002/31	31 octobre 2002	Renforcement de la coopération entre le système des Nations Unies et la région de l'Afrique centrale pour le maintien de la paix et de la sécurité
S/PRST/2002/32	31 octobre 2002	Les femmes et la paix et la sécurité
S/PRST/2002/33	12 décembre 2002	La situation en Bosnie-Herzégovine
S/PRST/2002/34	12 décembre 2002	La situation en Croatie
S/PRST/2002/35	12 décembre 2002	La situation en Somalie
S/PRST/2002/36	13 décembre 2002	La situation au Libéria
S/PRST/2002/37	17 décembre 2002	La situation au Moyen-Orient
S/PRST/2002/38	17 décembre 2002	Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes

<i>Déclaration du Président</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/PRST/2002/39	18 décembre 2002	Tribunal pénal international chargé de poursuivre les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994
S/PRST/2002/40	18 décembre 2002	La situation au Burundi
S/PRST/2002/41	20 décembre 2002	Protection des civils dans les conflits armés
S/PRST/2002/42	20 décembre 2002	La situation en Côte d'Ivoire
S/PRST/2003/1	6 février 2003	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité
S/PRST/2003/2	12 mars 2003	La situation en Somalie
S/PRST/2003/3	4 avril 2003	Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes
S/PRST/2003/4	2 mai 2003	La situation au Burundi
S/PRST/2003/5	13 mai 2003	Rôle du Conseil de sécurité dans le règlement pacifique des différends
S/PRST/2003/6	16 mai 2003	La situation concernant la République démocratique du Congo
S/PRST/2003/7	17 juin 2003	La situation en Afghanistan
S/PRST/2003/8	19 juin 2003	La situation en Guinée-Bissau
S/PRST/2003/9	26 juin 2003	La situation au Moyen-Orient
S/PRST/2003/10	17 juillet 2003	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie
S/PRST/2003/11	25 juillet 2003	La situation en Côte d'Ivoire
S/PRST/2003/12	25 juillet 2003	Mission du Conseil de sécurité

III

Communiqués officiels publiés par le Conseil de sécurité entre le 1er août 2002 et le 31 juillet 2003

<i>Communiqué</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/PV.4595	7 août 2002	La situation en Angola
S/PV.4597	8 août 2002	La situation concernant la République démocratique du Congo
S/PV.4598	13 août 2002	La situation au Timor oriental
S/PV.4599	13 août 2002	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, section A
S/PV.4608	13 septembre 2002	La situation concernant la République démocratique du Congo
S/PV.4609	17 septembre 2002	La situation au Burundi
S/PV.4610	18 septembre 2002	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Sierra Leone, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, sections A et B
S/PV.4612	19 septembre 2002	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, sections A et B
S/PV.4617	2 octobre 2002	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, sections A et B
S/PV.4620	10 octobre 2002	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka, en application des dispositions de la résolution 1353

<i>Communiqué</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/PV.4620	10 octobre 2002	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, sections A et B

<i>Communiqué</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/PV.4636	29 octobre 2002	Exposé du juge Gilbert Guillaume, Président de la Cour internationale de Justice
S/PV.4637	29 octobre 2002	Tribunal pénal international chargé de poursuivre les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994
S/PV.4648	21 novembre 2002	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, sections A et B
S/PV.4658	9 décembre 2002	La situation en République centrafricaine
S/PV.4659	9 décembre 2002	Lettre datée du 29 novembre 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Tchad auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2002/1317)
S/PV.4669	17 décembre 2002	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, sections A et B
S/PV.4687	17 janvier 2003	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, sections A et B

<i>Communiqué</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/PV.4689	21 janvier 2003	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, sections A et B
S/PV.4690	22 janvier 2003	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, sections A et B
S/PV.4708	14 février 2003	La situation entre l'Iraq et le Koweït
S/PV.4712	24 février 2003	La situation en Afghanistan
S/PV.4716	10 mars 2003	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, sections A et B
S/PV.4724	20 mars 2003	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Sierra Leone, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, sections A et B
S/PV.4733	2 avril 2003	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, sections A et B
S/PV.4747	29 avril 2003	La situation en Côte d'Ivoire
S/PV.4755	16 mai 2003	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, sections A et B

<i>Communiqué</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/PV.4763	28 mai 2003	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, sections A et B
S/PV.4767	4 juin 2003	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, sections A et B
S/PV.4769	5 juin 2003	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, sections A et B
S/PV.4778	23 juin 2003	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, sections A et B
S/PV.4781	1er juillet 2003	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, sections A et B
S/PV.4795	25 juillet 2003	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, sections A et B

<i>Communiqué</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/PV.4796	25 juillet 2003	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, sections A et B
S/PV.4799	30 juillet 2003	La situation en Géorgie

IV

Exposés mensuels sur les travaux du Conseil de sécurité établis par les anciens présidents du Conseil pour la période allant du 1er août 2002 au 31 juillet 2003

<i>Cote</i>	<i>Mois</i>	<i>Pays</i>
S/2002/1322	Août 2002	États-Unis d'Amérique
S/2003/825	Septembre 2002	Bulgarie
S/2003/820	Octobre 2002	Cameroun
S/2003/609	Novembre 2002	Chine
S/2003/77	Décembre 2002	Colombie
S/2003/212	Janvier 2003	France
S/2003/432	Février 2003	Allemagne
S/2003/693	Mars 2003	Guinée
S/2003/763	Avril 2003	Mexique
S/2003/826	Mai 2003	Pakistan
S/2003/798	Juin 2003	Fédération de Russie
S/2003/805	Juillet 2003	Espagne

V

Séances tenues par le Conseil de sécurité au cours de la période du 1er août 2002 au 31 juillet 2003

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Question examinée</i>
4595	7 août 2002	La situation en Angola Rapport du Secrétaire général sur l'Angola (S/2002/834)
4596	8 août 2002	La situation concernant la République démocratique du Congo
4597	8 août 2002	La situation concernant la République démocratique du Congo
4598	13 août 2002	La situation au Timor oriental
4599	13 août 2002	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, section A
4600	14 août 2002	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie Rapport du Secrétaire général sur l'Éthiopie et l'Érythrée (S/2002/744)
4601	14 août 2002	Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994
4602	15 août 2002	La situation concernant la République démocratique du Congo
4603	15 août 2002	La situation en Angola
4604	15 août 2002	La situation en Angola Rapport du Secrétaire général sur l'Angola (S/2002/834)
4605	5 septembre 2002	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité
4606	6 septembre 2002	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie Rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'Éthiopie et l'Érythrée (S/2002/977)
4607	11 septembre 2002	Réunion de haut niveau du Conseil de sécurité pour marquer l'anniversaire des actes de terrorisme international du 11 septembre
4608	13 septembre 2002	La situation concernant la République démocratique du Congo
4609	17 septembre 2002	La situation au Burundi
4610	18 septembre 2002	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Sierra Leone, conformément aux dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, sections A et B
4611	19 septembre 2002	La situation en Afghanistan

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Question examinée</i>
4612	19 septembre 2002	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, sections A et B
4613	20 septembre 2002	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne
4614	24 septembre 2002	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne Lettre datée du 20 septembre 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par l'Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2002/1055) Note verbale datée du 20 septembre 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la République arabe syrienne auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2002/1056)
4615	24 septembre 2002	La situation en Sierra Leone Quinzième rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (S/2002/987)
4616	26 septembre 2002	Examen du projet de rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
4617	2 octobre 2002	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, sections A et B
4618	4 et 8 octobre 2002	Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes
4619	8 octobre 2002	Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes
4620	10 octobre 2002	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, sections A et B
4621	11 octobre 2002	Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994 Lettre datée du 26 septembre 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2002/1106)
4622	11 octobre 2002	La situation en Croatie Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka (S/2002/1101)
4623	11 octobre 2002	Armes légères Rapport du Secrétaire général (S/2002/1053)
4624	14 octobre 2002	Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période du 1er août 2002 au 31 juillet 2003)**

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Question examinée</i>
4625	16 et 17 octobre 2002	La situation entre l'Iraq et le Koweït Lettre datée du 10 octobre 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2002/1132)
4626	18 octobre 2002	La situation concernant la République démocratique du Congo
4627	18 octobre 2002	La situation en République centrafricaine
4628	18 octobre 2002	La situation en Angola
4629	21 octobre 2002	Élection de cinq membres de la Cour internationale de Justice (S/2002/925, S/2002/926 et S/2002/927)
4630	22 octobre 2002	Renforcement de la coopération entre le système des Nations Unies et la région de l'Afrique centrale dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité Lettre datée du 21 octobre 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Cameroun auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2002/1179)
4631	23 octobre 2002	La situation en Bosnie-Herzégovine Lettre datée du 18 octobre 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2002/1176)
4632	24 octobre 2002	Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes
4633	24 octobre 2002	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité
4634	24 octobre 2002	La situation concernant la République démocratique du Congo Lettre datée du 15 octobre 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2002/1146)
4635	28 et 29 octobre 2002	Les femmes et la paix et la sécurité Rapport du Secrétaire général (S/2002/1154)
4636	29 octobre 2002	Exposé du juge Gilbert Guillaume, Président de la Cour internationale de Justice
4637	29 octobre 2002	Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994
4638	30 octobre 2002	La situation en Afghanistan
4639	31 octobre 2002	Armes légères Rapport du Secrétaire général (S/2002/1053)

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Question examinée</i>
4640	31 octobre 2002	Renforcement de la coopération entre le système des Nations Unies et la région de l'Afrique centrale dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité Lettre datée du 21 octobre 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Cameroun auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2002/1179)
4641	31 octobre 2002	Les femmes et la paix et la sécurité Rapport du Secrétaire général (S/2002/1154)
4642	5 novembre 2002	La situation concernant la République démocratique du Congo Lettre datée du 15 octobre 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2002/1146)
4643	6 novembre 2002	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (S/2002/1126)
4644	8 novembre 2002	La situation entre l'Iraq et le Koweït
4645	12 novembre 2002	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne
4646	14 novembre 2002	La situation au Timor-Leste Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental (S/2002/1223)
4647	21 novembre 2002	Lettre datée du 31 mars 1998, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Papouasie-nouvelle-guinée auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/1998/287)
4648	21 novembre 2002	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, sections A et B
4649	25 novembre 2002	La situation à Chypre Rapport du Secrétaire général sur l'opération des Nations Unies à Chypre (S/2002/1243)
4650	25 novembre 2002	La situation entre l'Iraq et le Koweït Rapport du Secrétaire général présenté en application des paragraphes 7 et 8 de la résolution 1409 (2002) du Conseil de sécurité (S/2002/1239)
4651	27 novembre 2002	La situation en Afghanistan
4652	3 décembre 2002	La crise alimentaire en Afrique, menace à la paix et à la sécurité Exposé de M. James Morris, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période du 1er août 2002 au 31 juillet 2003)**

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Question examinée</i>
4653	4 décembre 2002	La situation concernant la République démocratique du Congo Rapport spécial du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (S/2002/1005)
4654	4 décembre 2002	La situation en Sierra Leone
4655	4 décembre 2002	La situation au Burundi
4656	4 décembre 2002	La situation entre l'Iraq et le Koweït Rapport du Secrétaire général présenté en application des paragraphes 7 et 8 de la résolution 1409 (2002) du Conseil de sécurité (S/2002/1239)
4657	9 décembre 2002	La situation en Angola
4658	9 décembre 2002	La situation en République centrafricaine
4659	9 décembre 2002	Lettre datée du 29 novembre 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Tchad auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2002/1317)
4660	10 décembre 2002	Protection des civils dans les conflits armés Rapport du Secrétaire général (S/2002/1300)
4661	12 décembre 2002	La situation en Bosnie-Herzégovine Rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (S/2002/1314)
4662	12 décembre 2002	La situation en Croatie Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka (S/2002/1341)
4663	12 décembre 2002	La situation en Somalie Rapport du Secrétaire général (S/2002/1201)
4664	13 décembre 2002	La situation en Afghanistan
4665	13 décembre 2002	La situation au Libéria
4666	13 décembre 2002	Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994 Établissement de la liste de candidats aux charges de juge au Tribunal international pour le Rwanda
4667	13 décembre 2002	Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes
4668	16 décembre 2002	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Question examinée</i>
4669	17 décembre 2002	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, sections A et B
4670	17 décembre 2002	La situation au Moyen-Orient Rapport du Secrétaire général sur la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (S/2002/1328)
4671	17 décembre 2002	La situation en Angola Rapport intérimaire du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies en Angola (S/2002/1353)
4672	17 décembre 2002	Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes
4673	18 décembre 2002	Exposés des présidents du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït, du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 864 (1993) concernant la situation en Angola, du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999), du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1343 (2001) concernant le Libéria, du Groupe de travail spécial sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique, et du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies
4674	18 décembre 2002	Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994
4675	18 décembre 2002	La situation au Burundi Rapport du Secrétaire général (S/2002/1259)
4676	19 décembre 2002	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité Rapport de la mission du Conseil de sécurité au Kosovo et à Belgrade (République fédérale de Yougoslavie) (S/2002/1376)
4677	20 décembre 1999	Clôture des débats sur les travaux du Conseil de sécurité pour le mois Lettre datée du 19 décembre 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Colombie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2002/1387)
4678	20 décembre 2002	Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes
4679	20 décembre 2002	Protection des civils dans les conflits armés Rapport du Secrétaire général (S/2002/1300)

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période du 1er août 2002 au 31 juillet 2003)**

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Question examinée</i>
4680	20 décembre 2002	La situation en Côte d'Ivoire
4681	20 décembre 2002	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne
4682	24 décembre 2002	La situation en Afghanistan
4683	30 décembre 2002	La situation entre l'Iraq et le Koweït
4684	14 janvier 2003	Les enfants et les conflits armés Rapport du Secrétaire général (S/2002/1299)
4685	16 janvier 2003	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne
4686	17 janvier 2003	Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes
4687	17 janvier 2003	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, sections A et B
4688	20 janvier 2003	Réunion de haut niveau du Conseil de sécurité : lutte contre le terrorisme
4689	21 janvier 2003	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, sections A et B
4690	22 janvier 2003	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, en application des dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, sections A et B
4691	24 janvier 2003	La situation concernant la République démocratique du Congo Lettre datée du 15 octobre 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2002/1146)
4692	27 janvier 2003	La situation entre l'Iraq et le Koweït
4693	28 janvier 2003	La situation au Libéria
4694	28 janvier 2003	Le système de certification du Processus de Kimberley
4695	30 janvier 2003	Les enfants et les conflits armés Rapport du Secrétaire général (S/2002/1299)
4696	30 janvier 2003	La situation au Moyen-Orient Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (S/2003/38)
4697	30 janvier 2003	La situation en Géorgie Rapport du Secrétaire général sur la situation en Abkhazie (Géorgie) (S/2003/39)
4698	30 janvier 2003	La situation concernant le Sahara occidental Rapport du Secrétaire général (S/2003/59)

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Question examinée</i>
4699	31 janvier 2003	La situation en Afghanistan
4700	4 février 2003	La situation en Côte d'Ivoire Lettre datée du 27 janvier 2003, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2003/99)
4701	5 février 2003	La situation entre l'Iraq et le Koweït
4702	6 février 2003	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (S/2003/113)
4703	6 février 2003	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (S/2003/113)
4704	13 février 2003	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne
4705	13 février 2003	La situation concernant la République démocratique du Congo
4706	13 février 2003	Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes
4707	14 février 2003	La situation entre l'Iraq et le Koweït
4708	14 février 2003	La situation entre l'Iraq et le Koweït
4709	18 et 19 février 2003	La situation entre l'Iraq et le Koweït Lettre datée du 6 février 2003, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2003/153)
4710	20 février 2003	Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes
4711	24 février 2003	La situation en Afghanistan
4712	24 février 2003	La situation en Afghanistan
4713	25 février 2003	Questions générales relatives aux sanctions
4714	7 mars 2003	La situation entre l'Iraq et le Koweït Note du Secrétaire général (S/2003/232)
4715	10 mars 2003	La situation au Timor-Leste Rapport spécial du Secrétaire général sur la Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental (S/2003/243)
4716	10 mars 2003	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée, conformément aux dispositions de la résolution 1353 (2001), annexe II, sections A et B

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période du 1er août 2002 au 31 juillet 2003)**

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Question examinée</i>
4717	11 et 12 mars 2003	La situation entre l'Iraq et le Koweït Lettre datée du 7 mars 2003, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Malaisie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2003/283)
4718	12 mars 2003	La situation en Somalie Rapport du Secrétaire général (S/2003/231)
4719	14 mars 2003	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie Rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'Éthiopie et l'Érythrée (S/2003/257)
4720	18 mars 2003	Prolifération des armes légères et de petit calibre et mercenariat : menaces à la paix et à la sécurité en Afrique de l'Ouest
4721	19 mars 2003	La situation entre l'Iraq et le Koweït
4722	19 mars 2003	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne
4723	20 mars 2003	La situation concernant la République démocratique du Congo
4724	20 mars 2003	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Sierra Leone, conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
4725	25 mars 2003	La situation concernant le Sahara occidental Lettre datée du 19 mars 2003, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2003/341)
4726	26 et 27 mars 2003	La situation entre l'Iraq et le Koweït Lettre datée du 24 mars 2003, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Iraq auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2003/362) Lettre datée du 24 mars 2003, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Malaisie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2003/363)
4727	27 mars 2003	La situation en Afghanistan Rapport du Secrétaire général (S/2003/333)
4728	28 mars 2003	Lettre datée du 31 mars 1998, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Papouasie-Nouvelle-Guinée auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/1998/287)
4729	28 mars 2003	La situation en Sierra Leone Dix-septième rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (S/2003/321)
4730	28 mars 2003	La situation en Afghanistan Rapport du Secrétaire général (S/2003/333)

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Question examinée</i>
4731	28 mars 2003	Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994 Lettre datée du 6 mars 2003, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2003/290)
4732	28 mars 2003	La situation entre l'Iraq et le Koweït
4733	2 avril 2003	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït, conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
4734	4 avril 2003	Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes
4735	4 avril 2003	La situation au Timor-Leste Rapport spécial du Secrétaire général sur la Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental (S/2003/243)
4736	7 avril 2003	La crise alimentaire en Afrique, menace à la paix et à la sécurité Exposé de M. James Morris, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial
4737	8 avril 2003	La situation en Somalie
4738	10 avril 2003	La situation à Chypre Rapport du Secrétaire général sur sa mission de bons offices à Chypre (S/2003/398)
4739	11 avril 2003	Le Conseil de sécurité et les organisations régionales : face aux nouveaux défis à la paix et à la sécurité internationales
4740	14 avril 2003	La situation à Chypre Rapport du Secrétaire général sur sa mission de bons offices à Chypre (S/2003/398)
4741	16 avril 2003	La situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine
4742	23 avril 2003	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (S/2003/421)
4743	24 avril 2003	La situation entre l'Iraq et le Koweït
4744	28 avril 2003	La situation au Timor-Leste Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental (S/2003/449)

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période du 1er août 2002 au 31 juillet 2003)**

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Question examinée</i>
4745	29 avril 2003	Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994 Lettre datée du 21 avril 2003, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2003/467)
4746	29 avril 2003	La situation en Côte d'Ivoire
4747	29 avril 2003	La situation en Côte d'Ivoire
4748	30 avril 2003	Clôture des débats sur les travaux du Conseil de sécurité pour le mois
4749	2 mai 2003	La situation au Burundi
4750	6 mai 2003	La situation en Afghanistan
4751	6 mai 2003	La situation au Libéria Lettre datée du 24 avril 2003, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1343 (2001) concernant le Libéria (S/2003/498)
4752	6 mai 2003	Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes
4753	13 mai 2003	Le rôle du Conseil de sécurité dans le règlement pacifique des différends
4754	13 mai 2003	La situation en Côte d'Ivoire Rapport du Secrétaire général sur la Côte d'Ivoire (S/2003/374)
4755	16 mai 2003	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental, conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
4756	16 mai 2003	La situation concernant la République démocratique du Congo
4757	19 mai 2003	La situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine
4758	19 mai 2003	La situation au Timor-Leste Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental (S/2003/449)
4759	19 mai 2003	Tribunal pénal international chargé de juger les personnes présumées responsables de violations du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 Lettre datée du 7 mai 2003, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2003/530)
4760	19 mai 2003	Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994 Lettre datée du 16 avril 2003, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2003/431)

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Question examinée</i>
4761	22 mai 2003	La situation entre l'Iraq et le Koweït
4762	22 mai 2003	Mesures prises pour faire face à la situation humanitaire en Iraq
4763	28 mai 2003	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
4764	30 mai 2003	La situation concernant la République démocratique du Congo
4765	30 mai 2003	La situation concernant le Sahara occidental Rapport du Secrétaire général (S/2003/565)
4766	30 mai 2003	Clôture des débats sur les travaux du Conseil de sécurité pour le mois Conflits en Afrique : Mission du Conseil de sécurité et mécanismes des Nations Unies visant à promouvoir la paix et la sécurité
4767	4 juin 2003	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
4768	5 juin 2003	La situation entre l'Iraq et le Koweït Note du Secrétaire général (S/2003/580)
4769	5 juin 2003	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
4770	10 juin 2003	Résolutions 1160 (1998) 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité
4771	11 juin 2003	La situation à Chypre Rapport du Secrétaire général sur l'opération des Nations Unies à Chypre (S/2003/572)
4772	12 juin 2003	Opération de maintien de la paix des Nations Unies Lettre datée du 6 juin 2003, adressée au Président du Conseil de sécurité par les Représentants permanents du Canada, de la Jordanie, du Liechtenstein, de la Nouvelle-Zélande et de la Suisse auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2003/620)
4773	13 juin 2003	La situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine
4774	17 juin 2003	La situation en Afghanistan
4775	18 juin 2003	Mission du Conseil de sécurité Rapport de la Mission du Conseil de sécurité en Afrique centrale, 7-16 juin 2003

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période du 1er août 2002 au 31 juillet 2003)**

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Question examinée</i>
4776	19 juin 2003	La situation en Guinée-Bissau Rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et les activités du Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix dans ce pays (S/2003/621)
4777	20 juin 2003	Protection des civils en période de conflit armé
4778	23 juin 2003	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement, conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
4779	26 juin 2003	La situation au Moyen-Orient Rapport du Secrétaire général sur la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (S/2003/655)
4780	26 juin 2003	La situation concernant la République démocratique du Congo Deuxième rapport spécial du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (S/2003/566 et Corr.1)
4781	1er juillet 2003	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït, conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
4782	3 juillet 2003	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (S/2003/675)
4783	3 juillet 2003	La situation entre l'Iraq et le Koweït Rapport du Secrétaire général sur les activités de la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït (S/2003/656)
4784	7 juillet 2003	La situation concernant la République démocratique du Congo Lettre datée du 25 juin 2003, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2003/674)
4785	9 juillet 2003	Mission du Conseil de sécurité Rapport de la Mission du Conseil de sécurité en Afrique de l'Ouest, 26 juin-5 juillet 2003 (S/2003/688)
4786	11 juillet 2003	La situation en Bosnie-Herzégovine
4787	17 juillet 2003	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie Rapport d'activité du Secrétaire général sur l'Éthiopie et l'Érythrée (S/2003/665)
4788	17 juillet 2003	La situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Question examinée</i>
4789	18 juillet 2003	La situation en Sierra Leone Dix-huitième rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (S/2003/663)
4790	18 juillet 2003	La situation concernant la République démocratique du Congo
4791	22 juillet 2003	La situation entre l'Iraq et le Koweït Rapport du Secrétaire général présenté en application du paragraphe 24 de la résolution 1483 (2003) du Conseil de sécurité (S/2003/715)
4792	23 juillet 2003	Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes
4793	25 juillet 2003	La situation en Côte d'Ivoire
4794	25 juillet 2003	Mission du Conseil de sécurité Rapport de la Mission du Conseil de sécurité en Afrique centrale, 7-16 juin 2003 (S/2003/653) Rapport de la Mission du Conseil de sécurité en Afrique de l'Ouest, 26 juin-5 juillet 2003 (S/2003/688)
4795	25 juillet 2003	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
4796	25 juillet 2003	Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie, conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
4797	28 juillet 2003	La situation concernant la République démocratique du Congo Deuxième rapport spécial du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (S/2003/566 et Corr.1)
4798	29 juillet 2003	Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes
4799	30 juillet 2003	La situation en Géorgie
4800	30 juillet 2003	La situation en Géorgie Rapport du Secrétaire général sur la situation en Abkhazie (Géorgie) (S/2003/751)
4801	31 juillet 2003	La situation concernant le Sahara occidental Rapport du Secrétaire général (S/2003/565 et Corr.1)
4802	31 juillet 2003	La situation au Moyen-Orient Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (S/2003/728)

VI

Rapports annuels des comités des sanctions

S/2003/300	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït
Pas de rapport annuel	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 748 (1992) concernant la Jamahiriya arabe libyenne
S/2002/1430	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 751 (1992) concernant la Somalie
S/2002/1413	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 864 (1993) concernant la situation en Angola
S/2002/1406	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 918 (1994) concernant le Rwanda
S/2002/1414	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1132 (1997) concernant la Sierra Leone
S/2002/1423	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999) concernant l'Afghanistan
S/2002/1394	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1343 (2001) concernant le Libéria

VII

Séances du Conseil de sécurité et de pays qui fournissent des contingents tenues entre le 1er août 2002 et le 31 juillet 2003

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
4599	13 août 2002	Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée
4610	18 septembre 2002	Mission des Nations Unies en Sierra Leone
4612	19 septembre 2002	Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo
4617	2 octobre 2002	Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït
4620	10 octobre 2002	Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka
4648	21 novembre 2002	Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
4669	17 décembre 2002	Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement
4687	17 janvier 2003	Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie
4689	21 janvier 2003	Force intérimaire des Nations Unies au Liban
4690	22 janvier 2003	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental
4716	10 mars 2003	Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée
4724	20 mars 2003	Mission des Nations Unies en Sierra Leone
4733	2 avril 2003	Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït
4755	16 mai 2003	Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental
4763	28 mai 2003	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental
4767	4 juin 2003	Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo
4769	5 juin 2003	Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
4778	23 juin 2002	Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement
4781	1er juillet 2003	Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït
4795	25 juillet 2003	Force intérimaire des Nations Unies au Liban
4796	25 juillet 2002	Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie

VIII

Séances tenues par les organes subsidiaires du Conseil de sécurité entre le 1er août 2002 et le 31 juillet 2003

Séance

Date

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït

237e	19 août 2002
238e	6 septembre 2002
239e	30 septembre 2002
240e	11 octobre 2002
241e	5 novembre 2002
242e	11 novembre 2002
243e	11 décembre 2002
244e	22 janvier 2003
245e	11 juin 2003

Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies

Quarante-cinquième session

121e	1er octobre 2002
122e	3 octobre 2002

Quarante-sixième session

123e	10 décembre 2002
124e	12 décembre 2002

Onzième session spéciale

125e	11 mars 2003
------	--------------

Quarante-septième session

126e	11 mars 2003
127e	13 mars 2003

Quarante-huitième session

128e	24 juin 2003
129e	26 juin 2003

**Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 751 (1992)
concernant la Somalie**

20e	9 septembre 2002
21e	14 novembre 2002
22e	4 avril 2003
23e	12 mai 2003

**Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 864 (1993)
concernant la situation en Angola**

42e	14 octobre 2002
43e	21 novembre 2002

**Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1132 (1997)
concernant la Sierra Leone**

28e	13 novembre 2002
29e	4 février 2003
30e	8 avril 2003
31e	30 mai 2003
32e	11 juillet 2003

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999)

13e	8 août 2002
14e	23 août 2002
15e	4 septembre 2002
16e	19 septembre 2002
17e	16 décembre 2002
18e	24 janvier 2003
19e	10 avril 2003
20e	25 juin 2003

**Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1343 (2001)
concernant le Libéria**

14e	4 septembre 2002
15e	31 octobre 2002
16e	11 novembre 2002

17e	3 février 2003
18e	3 mars 2003
19e	6 juin 2003

**Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste**

Séances plénières

5 et 23 septembre; 1er, 15 et 21 octobre; 4, 12 et 22 novembre; 3, 12 et 19 décembre 2002; 10, 16 et 22 janvier; 6, 13, 18 et 26 février; 4, 6 (réunion spéciale avec les organisations internationales, régionales et sous-régionales), 18 et 26 mars; 2, 15 et 24 avril; 1er, 8, 15, 22 et 29 mai; 12, 19 et 26 juin; 3, 10, 17, 24 et 31 juillet 2003

Réunions d'information à l'intention des États Membres

6 et 24 septembre; 31 octobre; 14 novembre; 9 et 20 décembre 2002; 21 janvier; 12 et 25 février; 21 et 31 mars; 16 mai 2003

Réunions du Sous-Comité A avec les experts

7 et 22 août; 3 et 9 octobre; 27 novembre 2002; 31 janvier; 7 et 24 février; 14 mars; 16 avril; 14 et 27 mai; 13 juin; 2, 9 et 16 juillet 2003

Réunions du Sous-Comité A avec les États Membres

7 août; 9 octobre; 27 novembre 2002; 31 janvier; 14 mars; 16 avril; 14 et 27 mai; 13 juin; 2 juillet 2003

Réunions du Sous-Comité B avec les experts

6, 16 et 20 août; 2 et 10 octobre 2002; 3, 10 et 27 février; 21 mars; 10 et 23 avril; 7 mai; 6 et 20 juin; 14 et 22 juillet 2003

Réunions du Sous-Comité B avec les États Membres

6 août; 10 octobre 2002; 27 février; 7 mai; 20 juin 2003

Réunions du Sous-Comité C avec les experts

15 et 29 août; 2 et 30 octobre; 13 novembre 2002; 30 janvier; 12 et 25 février; 27 mars; 3 et 14 avril; 20 mai; 11 juin; 23 et 30 juillet 2003

Réunions du Sous-Comité C avec les États Membres

15 et 29 août; 30 octobre; 13 novembre 2002; 30 janvier; 12 et 25 février; 27 mars; 20 mai; 23 et 30 juillet 2003

IX

Séances tenues par les groupes de travail du Conseil de sécurité entre le 1er août 2002 et le 31 juillet 2003

Groupe de travail informel sur la documentation et les autres questions de procédure

28 octobre 2002; 24 avril 2003

Groupe de travail informel sur les questions générales relatives aux sanctions

<i>Séance</i>	<i>Date</i>
15e	28 août 2002
16e	26 septembre 2002
17e	11 avril 2003

Note : Les séances des autres groupes de travail du Conseil de sécurité se déroulent à huis clos et ne font pas l'objet de comptes rendus; aucune information sur ces séances n'est disponible.

X

Groupes d'étude et instances de surveillance et leurs rapports

Groupe de suivi créé en application des résolutions 1363 (2001), 1390 (2002) et 1455 (2003) du Conseil de sécurité S/2002/1050/Rev.1
S/2002/1338
S/2003/669 et Corr.1

Groupe d'experts créé en application des résolutions 1343 (2001), 1408 (2002), 1458 (2003) et 1478 (2003) du Conseil de sécurité concernant le Libéria S/2002/1115
S/2003/498

Instance de surveillance des sanctions contre l'UNITA conformément aux résolutions 1295 (2000), 1336 (2001), 1348 (2001), 1404 (2002) et 1439 (2002) du Conseil de sécurité S/2002/1119
S/2002/1339

Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo S/2002/1146 et Add.1

Groupe d'experts créé en application de la résolution 1425 (2002) du Conseil de sécurité concernant la Somalie S/2003/223

XI

Missions du Conseil de sécurité et rapports y relatifs

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Rapport</i>
S/2002/1376	19 décembre 2002	Rapport de la mission du Conseil de sécurité au Kosovo et à Belgrade (République fédérale de Yougoslavie), 14-17 décembre 2002
S/2003/653	17 juin 2003	Rapport de la mission du Conseil de sécurité en Afrique centrale, 7-16 juin 2003
S/2003/688	7 juillet 2003	Rapport de la mission du Conseil de sécurité en Afrique de l'Ouest, 26 juin-5 juillet 2003

XII

Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées pendant la période du 1er août 2002 au 31 juillet 2003

<i>Opération de maintien de la paix</i>	<i>Créée par la résolution</i>	<i>Résolution(s) touchant le mandat de l'opération, adoptée(s) pendant la période considérée</i>
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan	47 (1948)	Néant
Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve	50 (1948)	Néant
Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre	186 (1964)	1442 (2002) 1486 (2003)
Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD)	350 (1974)	1451 (2002) 1488 (2003)
Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL)	425 (1978) 426 (1978)	1461 (2003) 1496 (2003)
Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït (MONUIK)	687 (1991) 689 (1991)	1490 (2003)
Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO)	690 (1991)	1463 (2003) 1469 (2003) 1485 (2003) 1495 (2003)
Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG)	858 (1993)	1462 (2003) 1494 (2003)
Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (MINUBH)	1035 (1995)	Achevée le 31 décembre 2002
Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka (MONUP)	1038 (1996)	1437 (2002) Achevée le 15 décembre 2002
Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK)	1244 (1999)	Néant
Mission des Nations Unies en Sierra Leone (MINUSIL)	1270 (1999)	1436 (2002) 1470 (2003)
Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC)	1279 (1999)	1445 (2002) 1489 (2003) 1493 (2003)

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

<i>Opération de maintien de la paix</i>	<i>Créée par la résolution</i>	<i>Résolution(s) touchant le mandat de l'opération, adoptée(s) pendant la période considérée</i>
Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE)	1320 (2000)	1430 (2002) 1434 (2002) 1466 (2003)
Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental (MANUTO)	1410 (2002)	1473 (2003) 1480 (2003)
Mission des Nations Unies en Angola (MINUA)	1433 (2002)	Créée le 15 août 2002; achevée le 15 février 2003
Mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire (MINUCI)	1479 (2003)	Créée le 13 mai 2003

XIII

Rapports du Secrétaire général publiés pendant la période du 1er août 2002 au 31 juillet 2003

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/2002/931	15 août 2002	Neuvième rapport présenté par le Secrétaire général en application du paragraphe 14 de la résolution 1284 (1999)
S/2002/977	30 août 2002	Rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'Éthiopie et l'Érythrée
S/2002/987	5 septembre 2002	Quinzième rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies en Sierra Leone
S/2002/1005	10 septembre 2002	Rapport spécial du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo
S/2002/1039	18 septembre 2002	Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït (21 mars-15 septembre 2002)
S/2002/1053	20 septembre 2002	Armes légères
S/2002/1101	2 octobre 2002	Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka
S/2002/1126	9 octobre 2002	Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK)
S/2002/1141	14 octobre 2002	Rapport du Secrétaire général sur la situation en Abkhazie (Géorgie)
S/2002/1154	16 octobre 2002	Rapport du Secrétaire général sur les femmes, la paix et la sécurité
S/2002/1173	21 octobre 2002	La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales
S/2002/1180	18 octobre 2002	Douzième rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo
S/2002/1183	22 octobre 2002	Premier rapport présenté par le Secrétaire général en application de la résolution 1408 (2002) du Conseil concernant le Libéria
S/2002/1201	25 octobre 2002	Rapport du Secrétaire général sur la situation en Somalie
S/2002/1223	6 novembre 2002	Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental
S/2002/1239	12 novembre 2002	Rapport présenté par le Secrétaire général en application des paragraphes 7 et 8 de la résolution 1409 (2002)

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/2002/1243	15 novembre 2002	Rapport du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies à Chypre (30 mai-15 novembre 2002)
S/2002/1259	18 novembre 2002	Rapport établi par le Secrétaire général à l'intention du Conseil de sécurité sur la situation au Burundi
S/2002/1268	26 novembre 2002	Règlement pacifique de la question de Palestine
S/2002/1269	5 novembre 2002	Prévention des conflits armés : vues des organes, organisations et organismes du système des Nations Unies
S/2002/1299	26 novembre 2002	Rapport du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés
S/2002/1300	26 novembre 2002	Rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité sur la protection des civils dans les conflits armés
S/2002/1314	2 décembre 2002	Rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine
S/2002/1328	4 décembre 2002	Rapport du Secrétaire général sur la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (18 mai-5 décembre 2002)
S/2002/1341	10 décembre 2002	Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka
S/2002/1349	12 décembre 2002	Dixième rapport présenté par le Secrétaire général en application du paragraphe 14 de la résolution 1284 (1999)
S/2002/1353	12 décembre 2002	Rapport intérimaire du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies en Angola
S/2002/1367	13 décembre 2002	Rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et les activités du Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau
S/2002/1393	20 décembre 2002	Rapport du Secrétaire général sur l'Éthiopie et l'Érythrée
S/2002/1417	24 décembre 2002	Seizième rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies en Sierra Leone
S/2003/5	3 janvier 2003	La situation en République centrafricaine et les activités du Bureau des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine
S/2003/38	14 janvier 2003	Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (13 juillet 2002-14 janvier 2003)
S/2003/39	13 janvier 2003	Rapport du Secrétaire général sur la situation en Abkhazie (Géorgie)
S/2003/59	16 janvier 2003	Rapport du Secrétaire général sur la situation concernant le Sahara occidental

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période du 1er août 2002 au 31 juillet 2003)**

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/2003/113	29 janvier 2003	Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo
S/2003/158	7 février 2003	Rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies en Angola
S/2003/191 et Add.1	18 février 2003	Rapport présenté par le Secrétaire général en application de la résolution 1456 (2003)
S/2003/211	21 février 2003	Treizième rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo
S/2003/227	26 février 2003	Rapport du Secrétaire général sur la situation au Libéria
S/2003/231	26 février 2003	Rapport du Secrétaire général sur la situation en Somalie
S/2003/243	3 mars 2003	Rapport spécial du Secrétaire général sur la Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental
S/2003/257 et Add.1	6 mars 2003	Rapport d'activité du Secrétaire général sur l'Éthiopie et l'Érythrée
S/2003/321 et Corr.1	17 mars 2003	Dix-septième rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies en Sierra Leone
S/2003/333	18 mars 2003	La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales
S/2003/345	20 mars 2003	Rapport du Secrétaire général sur le Bureau politique des Nations Unies à Bougainville
S/2003/374 et Corr.1 et Add.1	26 mars 2003	Rapport du Secrétaire général sur la Côte d'Ivoire
S/2003/393 et Add.1	31 mars 2003	Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït (16 septembre 2002-21 mars 2003)
S/2003/398	1er avril 2003	Rapport du Secrétaire général sur sa mission de bons offices à Chypre
S/2003/412	9 avril 2003	Rapport du Secrétaire général sur la situation en Abkhazie (Géorgie)
S/2003/419	11 avril 2003	Onzième rapport présenté par le Secrétaire général en application du paragraphe 14 de la résolution 1284 (1999)
S/2003/421	14 avril 2003	Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo
S/2003/449	21 avril 2003	Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/2003/466	22 avril 2003	Deuxième rapport présenté par le Secrétaire général en application de la résolution 1408 (2002) du Conseil de sécurité concernant le Libéria
S/2003/565	23 mai 2003	Rapport du Secrétaire général sur la situation concernant le Sahara occidental
S/2003/566	27 mai 2003	Deuxième rapport spécial du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo
S/2003/572	27 mai 2003	Rapport du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies à Chypre (16 novembre 2002-20 mai 2003)
S/2003/576	28 mai 2003	Rapport présenté par le Secrétaire général en application des résolutions 1447 (2002), 1472 (2003) et 1476 (2003)
S/2003/582	2 juin 2003	Rapport du Secrétaire général sur la situation au Libéria
S/2003/614	5 juin 2003	Douzième rapport du Secrétaire général présenté en application du paragraphe 14 de la résolution 1284 (1999)
S/2003/621	9 juin 2003	Rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et les activités du Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix dans ce pays
S/2003/636	10 juin 2003	Rapport du Secrétaire général sur la situation en Somalie
S/2003/640	11 juin 2003	Rapport présenté par le Secrétaire général en application de l'alinéa c) du paragraphe 16 de la résolution 1483 (2003) du Conseil de sécurité
S/2003/655	18 juin 2003	Rapport du Secrétaire général sur la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (6 décembre 2002-18 juin 2003)
S/2003/656	17 juin 2003	Rapport du Secrétaire général sur les activités de la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït (22 mars-15 juin 2003)
S/2003/661	20 juin 2003	Rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine et les activités du Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine
S/2003/663	23 juin 2003	Dix-huitième rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies en Sierra Leone
S/2003/665 et Add.1	23 juin et 22 juillet 2003	Rapport d'activité du Secrétaire général sur l'Éthiopie et l'Érythrée
S/2003/675	26 juin 2003	Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo
S/2003/715	17 juillet 2003	Rapport du Secrétaire général présenté en application du paragraphe 24 de la résolution 1483 (2003) du Conseil de sécurité

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période du 1er août 2002 au 31 juillet 2003)**

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/2003/728	23 juillet 2003	Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (15 janvier-23 juillet 2003)
S/2003/751	21 juillet 2003	Rapport du Secrétaire général sur la situation en Abkhazie (Géorgie)
S/2003/754 et Corr.1	23 juillet 2003	La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales

XIV

Exposés succincts du Secrétaire général sur les questions dont le Conseil de sécurité était saisi pendant la période du 1er août 2002 au 31 juillet 2003

S/2002/30/Add.30 à 51

S/2003/40 et Add.1 à 30

XV

Notes du Président du Conseil de sécurité publiées pendant la période du 1er août 2002 au 31 juillet 2003

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/2002/964	27 août 2002	Méthodes de travail et procédure du Conseil de sécurité
S/2002/1068	26 septembre 2002	Projet de rapport du Conseil de sécurité destiné à l'Assemblée générale
S/2002/1276	22 novembre 2002	Méthodes de travail et procédure du Conseil de sécurité
S/2002/1339	10 décembre 2002	La situation en Angola
S/2002/1352	12 décembre 2002	La situation en Afrique
S/2002/1392	20 décembre 2002	La crise alimentaire en Afrique, menace à la paix et à la sécurité
S/2003/10	7 janvier 2003	Présidents et Vice-Présidents des comités des sanctions
S/2003/11	7 janvier 2003	Président du Groupe de travail spécial sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique
S/2003/12	7 janvier 2003	Président du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les opérations de maintien de la paix
S/2003/30	8 janvier 2003	Président et Vice-Présidents du Comité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste
S/2003/216	24 février 2003	La situation concernant la République démocratique du Congo
S/2003/235	28 février 2003	Groupe de travail spécial sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique
S/2003/337	18 mars 2003	La situation entre l'Iraq et le Koweït
S/2003/340	24 mars 2003	Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesse de la République démocratique du Congo
S/2003/524	5 mai 2003	Lettre de l'Observateur permanent du Saint-Siège concernant l'Iraq
S/2003/660	19 juin 2003	Président du Comité créé par la résolution 1267 (1999)

Deuxième partie

Questions examinées par le Conseil de sécurité en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales

Chapitre premier

La situation en Angola

Séances du Conseil

4595e (7 août 2002); 4603e et 4604e (15 août 2002); 4628e (18 octobre 2002); 4657e (9 décembre 2002); 4671e (17 décembre 2002)

Consultations plénières

6, 7 14 et 15 août; 18 octobre; 11 novembre; 4, 9 et 17 décembre 2002; 12 février 2003

Résolutions adoptées

1432 (2002); 1433 (2002); 1439 (2002); 1448 (2002)

Communiqués officiels

S/PV.4595

Groupe et mécanismes de suivi et rapports correspondants

Instance de surveillance des sanctions contre l'UNITA (rapports présentés en application des résolutions 1295 (2000), 1336 (2001), 1348 (2001), 1404 (2002) et 1439 (2002) du Conseil de sécurité)

Rapport supplémentaire : S/2002/1119 (14 octobre 2002)

Rapport final : S/2002/1339 (10 décembre 2002)

Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées

Mission des Nations Unies en Angola

Résolution 1433 (2002) Créée pour une durée de six mois, jusqu'au 15 février 2003

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2002/1353	12 décembre 2002	Résolution 1433 (2002)
S/2003/158	7 février 2003	Résolution 1433 (2002)

Communications reçues du 15 août 2002 au 31 juillet 2003

S/2002/889	15 août 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Portugal
S/2002/988	5 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République centrafricaine
S/2002/1026	10 septembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/1027	12 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2002/1119	14 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 864 (1993) concernant la situation en Angola
S/2002/1177	18 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Angola
S/2002/1204	25 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/1274	22 novembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Angola
S/2002/1337	6 décembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Angola
S/2002/1339	10 décembre 2002	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2002/1413	19 décembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Irlande
S/2003/125	27 janvier 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/126	31 janvier 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2003/610	2 juin 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République centrafricaine

Chapitre 2

La situation concernant la République démocratique du Congo

Séances du Conseil

4596e et 4597e (8 août 2002); 4602e (15 août 2002); 4608e (13 septembre 2002); 4626e (18 octobre 2002); 4634e (24 octobre 2002); 4642e (5 novembre 2002); 4653e (4 décembre 2002); 4691e (24 janvier 2003); 4705e (13 février 2003); 4723e (20 mars 2003); 4756e (16 mai 2003); 4764e (30 mai 2003); 4780e (26 juin 2003); 4784e (7 juillet 2003); 4790e (18 juillet 2003); 4797e (28 juillet 2003)

Consultations plénières

6, 15 et 21 août; 6 et 27 septembre; 14, 15, 18, 23, 28 et 31 octobre; 13, 19 et 27 novembre; 4, 13, 17 et 18 décembre 2002; 15 et 23 janvier; 12 et 26 février; 10, 19 et 20 mars; 8 et 14 avril; 5, 9, 12, 16, 27 et 28 mai; 4, 6, 19, 25 et 26 juin; 2, 16 et 24 juillet 2003

Résolutions adoptées

1445 (2002); 1457 (2003); 1468 (2003); 1484 (2003); 1489 (2003); 1493 (2003)

Déclarations du Président

S/PRST/2002/24; S/PRST/2002/27; S/PRST/2003/6

Communiqués officiels

S/PV.4597; S/PV.4608

Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants

Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo

Rapport final : S/2002/1146 et Add.1 et Add.1/Corr.1 (15 octobre 2002 et 20 juin 2003)

Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants

Mission en Afrique centrale, 7 au 16 juin 2003

Rapport : S/2003/653 (17 juin 2003)

Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées

Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo

Résolution 1279 (1999)	Création
Résolution 1445 (2002)	Expansion autorisée
Résolution 1489 (2003)	Prorogation du mandat jusqu'au 30 juillet 2003
Résolution 1493 (2003)	Prorogation du mandat jusqu'au 30 juillet 2004

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2002/1005	10 septembre 2002	S/PRST/2002/24
S/2002/1180	18 octobre 2002	Résolution 1417 (2002)
S/2003/211	21 février 2003	Résolution 1417 (2002)
S/2003/566	27 mai 2003	Résolution 1417 (2002)

Communications reçues du 2 août 2002 au 31 juillet 2003

S/2002/874	2 août 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Danemark
S/2002/914	9 août 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afrique du Sud
S/2002/912	12 août 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2002/941	19 août 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2002/945	20 août 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Rwanda
S/2002/988	5 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République centrafricaine
S/2002/1054	18 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Danemark
S/2002/1097	1er octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2002/1116	7 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Rwanda
S/2002/1142	14 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2002/1143	14 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo

S/2002/1146 et Add.1 et Add.1/Corr.1	15 octobre 2002 et 20 juin 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/1165	17 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Rwanda
S/2002/1169	17 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Zimbabwe
S/2002/1170	18 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Rwanda
S/2002/1171	18 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Rwanda
S/2002/1177	18 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Angola
S/2002/1182	22 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2002/1187	23 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Rwanda
S/2002/1200	23 octobre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Danemark
S/2002/1199	25 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afrique du Sud
S/2002/1202	25 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2002/1206	25 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Rwanda
S/2002/1207	28 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Rwanda

S/2002/1208	28 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Rwanda
S/2002/1221	4 novembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2002/1240	12 novembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2002/1263	19 novembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2002/1297	22 novembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2002/1360	12 décembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2002/1389	18 décembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne
S/2003/52	16 janvier 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2003/64	16 janvier 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2003/134	31 janvier 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2003/136	3 février 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Rwanda
S/2003/142	4 février 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afrique du Sud
S/2003/149	4 février 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Rwanda
S/2003/157	7 février 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Rwanda

S/2003/172	12 février 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2003/199	19 février 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2003/213	21 février 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2003/216	24 février 2003	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2003/226	26 février 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/332	4 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Malaisie
S/2003/291	10 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2003/303	11 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Rwanda
S/2003/316	12 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2003/318	14 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Rwanda
S/2003/340	24 mars 2003	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2003/369	25 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Rwanda
S/2003/413	8 avril 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2003/415	9 avril 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Rwanda
S/2003/514	29 avril 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda

S/2003/574	15 mai 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/553	16 mai 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2003/560	16 mai 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2003/562	16 mai 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/558	21 mai 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2003/563	22 mai 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2003/602	1er juin 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Sénégal
S/2003/610	2 juin 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République centrafricaine
S/2003/611	2 juin 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Maroc
S/2003/654	16 juin 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afrique du Sud
S/2003/674	25 juin 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/709	14 juillet 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Italie
S/2003/712	14 juillet 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Italie
S/2003/772	25 juillet 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Italie

Chapitre 3

La situation au Timor-Leste*

Séances du Conseil

4598e (13 août 2002); 4646e (14 novembre 2002); 4715e (10 mars 2003); 4735e (4 avril 2003); 4744e (28 avril 2003); 4758e (19 mai 2003)

Consultations plénières

11 et 13 novembre; 4 et 13 décembre 2002; 7 mars; 3 et 24 avril; 16 mai 2003

Résolutions adoptées

1473 (2003); 1480 (2003)

Communiqués officiels

S/PV.4598

Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées

Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental

Résolution 1410 (2002)	Création
Résolution 1473 (2003)	Modification de la composition et des effectifs de la composante de police civile et du calendrier de sa réduction; modification du calendrier de réduction des effectifs de la composante militaire
Résolution 1480 (2003)	Prorogation du mandat jusqu'au 20 mai 2004

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2002/1223	6 novembre 2002	Résolution 1410 (2002)
S/2003/243	3 mars 2003	Résolution 1410 (2002)
S/2003/449	21 avril 2003	Résolution 1410 (2002)

Communications reçues du 27 août 2002 au 31 juillet 2003

S/2002/966	27 août 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Danemark
S/2003/379	3 avril 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

* À compter de la 4646e séance, tenue le 14 novembre 2002, le libellé du point de l'ordre du jour intitulé « La situation au Timor oriental » a été révisé comme suit : La situation au Timor-Leste ».

S/2003/716	14 juillet 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/717	17 juillet 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité

Chapitre 4

Renforcement de la coopération avec les pays qui fournissent des contingents

A. Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée, conformément aux sections A et B* de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)

Séances du Conseil

4599e (13 août 2002); 4716e (10 mars 2003)

(voir également deuxième partie, chap. 5)

Communiqués officiels

S/PV.4599; S/PV.4716

B. Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Sierra Leone, conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)

Séances du Conseil

4610e (18 septembre 2002); 4724e (20 mars 2003)

(voir également deuxième partie, chap. 12)

Communiqués officiels

S/PV.4610; S/PV.4724

C. Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)

Séances du Conseil

4612e (19 septembre 2002); 4767e (4 juin 2003)

(voir également deuxième partie, chap. 2)

* Conformément à une note du Président du Conseil de sécurité datée du 27 août 2002 (S/2002/964), le libellé des points de l'ordre du jour intitulés « Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents ... conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001) » a été révisé comme suit : « Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents ... conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001) ».

Communiqués officiels

S/PV.4612; S/PV.4767

D. Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït, conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)

Séances du Conseil

4617e (2 octobre 2002); 4733 (2 avril 2003); 4781e (1er juillet 2003)
(voir également la section A du chapitre 14 de la deuxième partie)

Communiqués officiels

S/PV.4617; S/PV.4733; S/PV.4781

E. Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka, conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)

Séances du Conseil

4620e (10 octobre 2002)
(voir également la section B du chapitre 7 de la deuxième partie)

Communiqués officiels

S/PV.4620

F. Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)

Séances du Conseil

4648e (21 novembre 2002); 4769e (5 juin 2003)
(voir également le chapitre 21 de la deuxième partie)

Communiqués officiels

S/PV.4648; S/PV.4769

G. Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement, conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)

Séances du Conseil

4669e (17 décembre 2002); 4778e (23 juin 2003)
(voir également la section B.2 du chapitre 11 de la deuxième partie)

Communiqués officiels

S/PV.4669; S/PV.4778

H. Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie, conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)

Séances du Conseil

4687e (17 janvier 2003); 4796e (25 juillet 2003)
(voir également le chapitre 30 de la deuxième partie)

Communiqués officiels

S/PV.4687; S/PV.4796

I. Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)

Séances du Conseil

4689e (21 janvier 2003); 4795e (25 juillet 2003)
(voir également la section B.1 du chapitre 11 de la deuxième partie)

Communiqués officiels

S/PV.4689; S/PV.4795

J. Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)

Séances du Conseil

4690e (22 janvier 2003); 4763e (28 mai 2003)
(voir également le chapitre 31 de la deuxième partie)

Communiqués officiels

S/PV.4690; S/PV.4763

**K. Séance du Conseil de sécurité avec la participation des pays
qui fournissent des contingents à la Mission d'appui des Nations
Unies au Timor oriental, conformément aux sections A et B
de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)**

Séances du Conseil

4755e (16 mai 2003)
(voir également le chapitre 3 de la deuxième partie)

Communiqués officiels

S/PV.4755

Chapitre 5

La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie

Séances du Conseil

4600e (14 août 2002); 4606 (6 septembre 2002); 4719 (14 mars 2003); 4787e (17 juillet 2003)

Consultations plénières

13 et 15 août; 4 et 6 septembre 2002; 7, 15 et 16 janvier; 7 et 11 mars; 28 mai; 16 juillet 2003

Résolutions adoptées

1430 (2002); 1434 (2002); 1466 (2003)

Déclarations du Président

S/PRST/2003/10

Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées

Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée

Résolution 1320 (2000) Création

Résolution 1430 (2002) Modification du mandat

Résolution 1434 (2002) Prorogation du mandat jusqu'au 15 mars 2003

Résolution 1466 (2003) Prorogation du mandat jusqu'au 15 septembre 2003

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2002/977	30 août 2002	Résolution 1398 (2002)
S/2002/1393	20 décembre 2002	Résolution 1320 (2000)
S/2003/257 et Add.1	6 mars 2003	Résolution 1320 (2000)
S/2003/665 et Add.1	23 juin 2003	Résolution 1320 (2000)

Communications reçues entre le 4 octobre 2002 et le 31 juillet 2003

S/2002/1120	4 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/1121	8 octobre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2002/1218	31 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Érythrée

S/2002/1245	14 novembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/8	6 janvier 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Érythrée
S/2003/305	11 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Érythrée
S/2003/752	18 juillet 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

Chapitre 6

Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994

Séances du Conseil

4601e (14 août 2002); 4621e (11 octobre 2002); 4666e (13 décembre 2002); 4731e (28 mars 2003); 4745e (29 avril 2003); 4760e (19 mai 2003)

Consultations plénières

13, 15 et 29 août; 4, 10 et 28 octobre; 26 novembre; 12 et 13 décembre 2002; 25 mars; 19 mai 2003

Résolutions adoptées

1431 (2002); 1449 (2002); 1477 (2003); 1482 (2003)

Communications reçues entre le 8 août 2002 et le 31 juillet 2003

S/2002/923	8 août 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par la Présidente du Tribunal international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994
S/2002/938	14 août 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
S/2002/1043	17 septembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Rwanda
S/2002/1106	26 septembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/1131	11 octobre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2002/1272	20 novembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

S/2002/1358	12 décembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Rwanda
S/2002/1375	16 décembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/290	6 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/382	28 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2003/431	16 avril 2003	Lettres identiques adressées au Président de l'Assemblée générale et au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/467	21 avril 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/550	30 avril 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2003/551	8 mai 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/554	19 mai 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Mexique
S/2003/604	23 mai 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2003/605	2 juin 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/689	27 juin 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/690	2 juillet 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2003/691	7 juillet 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/707	11 juillet 2003	Note du Secrétaire général
S/2003/731	18 juillet 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994
S/2003/766	28 juillet 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

Chapitre 7

Points relatifs à la situation dans l'ex-Yougoslavie

A. Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité

Séances du Conseil

4605e (5 septembre 2002); 4633e (24 octobre 2002); 4643e (6 novembre 2002); 4676e (19 décembre 2002); 4702e (6 février 2003); 4703e (6 février 2003); 4742e (23 avril 2003); 4770e (10 juin 2003); 4782e (3 juillet 2003)

Consultations plénières

27 et 29 août; 25 et 27 septembre; 3, 4, 10, 18 et 24 octobre; 19 novembre; 9 et 19 décembre 2002; 4 février; 14 avril; 27 mai; 3 et 6 juin; 2 et 28 juillet 2003

Déclarations du Président

S/PRST/2002/29; S/PRST/2003/1

Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants

Mission au Kosovo et à Belgrade (République fédérale de Yougoslavie), 14-17 décembre 2002

Rapport : S/2002/1376 (19 décembre 2002)

Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées

Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo

Résolution 1244 (1999)	Création pour une durée initiale de 12 mois qui serait prolongée par la suite sauf décision contraire du Conseil de sécurité
------------------------	--

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2002/1126	9 octobre 2002	Résolution 1244 (1999)
S/2003/113	29 janvier 2003	Résolution 1244 (1999)
S/2003/421	14 avril 2003	Résolution 1244 (1999)
S/2003/675	26 juin 2003	Résolution 1244 (1999)

Communications reçues entre le 27 août 2002 et le 31 juillet 2003

S/2002/965	27 août 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Danemark
------------	--------------	---

S/2002/978	29 août 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/984	9 septembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/1111	2 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/1128	4 octobre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Danemark
S/2002/1225	7 novembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/1271	21 novembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2002/1404	20 décembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/1421	23 décembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/130	31 janvier 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/301	11 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/378	26 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/511	29 avril 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/616	3 juin 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/682	1er juillet 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/761	24 juillet 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/762	28 juillet 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité

B. La situation en Croatie

Séances du Conseil

4622e (11 octobre 2002); 4662e (12 décembre 2002)

Consultations plénières

10 octobre; 12 décembre 2002

Résolutions adoptées

1437 (2002)

Déclarations du Président

S/PRST/2002/34

Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées

Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka

Résolution 1038 (1996)	Création
Résolution 1437 (2002)	Autorisation de poursuivre la surveillance jusqu'au 15 décembre 2002 (<i>opération achevée le 15 décembre 2002</i>)

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2002/1101	2 octobre 2002	Résolution 1424 (2002)
S/2002/1341	10 décembre 2002	Résolution 1437 (2002)

Communications reçues entre le 10 décembre 2002 et le 31 juillet 2003

S/2002/1348	10 décembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants de la Croatie et de la Yougoslavie
-------------	------------------	--

C. La situation en Bosnie-Herzégovine

Séances du Conseil

4631e (23 octobre 2002); 4661e (12 décembre 2002); 4786e (11 juillet 2003)

Consultations plénières

6 et 12 décembre 2002; 10 juillet 2003

Résolutions adoptées

1491 (2003)

Déclarations du Président

S/PRST/2002/33

Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées

Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine

Résolution 1035 (1995)	Création
------------------------	----------

Résolution 1423 (2002)

Prorogation du mandat jusqu'au 31 décembre 2002 (*opération achevée le 31 décembre 2002*)

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2002/1314	2 décembre 2002	Résolution 1423 (2002)

Communications reçues entre le 20 septembre 2002 et le 31 juillet 2003

S/2002/1064	20 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Soudan
S/2002/1125	27 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Soudan
S/2002/1095	30 septembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/1138	10 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/1176	18 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/1197	23 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Bosnie-Herzégovine
S/2002/1226	7 novembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/1326	6 décembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/1420	23 décembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/81	21 janvier 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Grèce
S/2003/103	28 janvier 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/377	26 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/512	29 avril 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/615	3 juin 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

S/2003/619	3 juin 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran
S/2003/679	30 juin 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/732	17 juillet 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/780	30 juillet 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

D. Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

Séances du Conseil

4759e (19 mai 2003)

Consultations plénières

16 mai 2003

Résolutions adoptées

1431 (2002);* 1481 (2003)

Communications reçues entre le 4 septembre 2002 et le 31 juillet 2003

S/2002/985	4 septembre 2002	Note du Secrétaire général
S/2002/1262	23 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991
S/2003/332	4 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Malaisie
S/2003/530	7 mai 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

* Adoptée à la 4601e séance, tenue le 14 août 2002 pour examiner la question intitulée « Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994 » (voir chap. 6 de la deuxième partie).

Chapitre 8

Points relatifs aux menaces à la paix et la sécurité internationales résultant d'actes terroristes

A. Séance de haut niveau du Conseil de sécurité à l'occasion de l'anniversaire du 11 septembre 2001 : actes de terrorisme international

Séances du Conseil

4607e (11 septembre 2002)

Consultations plénières

29 août; 6 et 10 septembre 2002

Déclarations du Président

S/PRST/2002/25

B. Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes

Séances du Conseil

4618e (4 et 8 octobre 2002); 4619e (8 octobre 2002); 4624e (14 octobre 2002); 4632e (24 octobre 2002); 4667e (13 décembre 2002); 4672e (17 décembre 2002); 4678e (20 décembre 2002); 4686e (17 janvier 2003); 4706e (13 février 2003); 4710e (20 février 2003); 4734e (4 avril 2003); 4752e (6 mai 2003); 4792e (23 juillet 2003); 4798e (29 juillet 2003)

Consultations plénières

3, 14 et 24 octobre; 6, 13 et 17 décembre 2002; 3 avril; 5 mai 2003

Résolutions adoptées

1438 (2002); 1440 (2002); 1450 (2002); 1452 (2002); 1455 (2003); 1465 (2003)

Déclarations du Président

S/PRST/2002/26; S/PRST/2002/38; S/PRST/2003/3

* Lettre distribuée après la publication du précédent rapport annuel du Conseil de sécurité (16 juin 2001-31 juillet 2002).

** Les rapports et les rapports complémentaires d'États ou d'organisations internationales ont été communiqués au Président du Conseil de sécurité par des lettres ou des notes verbales du Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001).

Communications reçues entre le 1er août 2002 et le 31 juillet 2003

S/2002/932	24 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban*
S/2002/866	1er août 2002	Rapport du Zimbabwe**
S/2002/875	1er août 2002	Lettres identiques adressées au Président de l'Assemblée générale et au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/888	5 août 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2002/896 à S/2002/911	6 août 2002	Lettres adressées au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2002/693/ Add.1	12 août 2002	Additif au rapport complémentaire du Bélarus
S/2002/918	12 août 2002	Rapport du Suriname
S/2002/928	12 août 2002	Rapport complémentaire de l'Union européenne
S/2002/943	14 août 2002	Rapport complémentaire de l'Iraq
S/2002/952 à S/2002/956	14 août 2002	Lettres adressées au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2002/958 à S/2002/961	14 août 2002	Lettres adressées au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2002/824	20 août 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2002/948	21 août 2002	Rapport complémentaire de la Turquie
S/2002/949	21 août 2002	Rapport complémentaire de la Roumanie
S/2002/957	21 août 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)

* Lettre distribuée après la publication du précédent rapport annuel du Conseil de sécurité (16 juin 2001-31 juillet 2002).

** Les rapports et les rapports complémentaires d'États ou d'organisations internationales ont été communiqués au Président du Conseil de sécurité par des lettres ou des notes verbales du Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001).

S/2002/962	23 août 2002	Rapport des Îles Salomon
S/2002/968	28 août 2002	Rapport de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo
S/2002/969	29 août 2002	Rapport complémentaire de l'Autriche
S/2002/970	29 août 2002	Rapport complémentaire de la Bolivie
S/2002/971	29 août 2002	Rapport de la Mauritanie
S/2002/972	29 août 2002	Rapport complémentaire de l'Algérie
S/2002/973	29 août 2002	Rapport complémentaire de l'Albanie
S/2002/974	29 août 2002	Rapport complémentaire de l'Ouzbékistan
S/2002/989 à S/2002/999	3 septembre 2002	Lettres adressées au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2002/1001	4 septembre 2002	Rapport du Congo
S/2002/1018	9 septembre 2002	Rapport complémentaire du Luxembourg
S/2002/1019	9 septembre 2002	Rapport complémentaire de la Lituanie
S/2002/1020	9 septembre 2002	Rapport complémentaire de l'Islande
S/2002/1021	9 septembre 2002	Rapport complémentaire de la Jamahiriya arabe libyenne
S/2002/1022	9 septembre 2002	Rapport complémentaire de l'Azerbaïdjan
S/2002/1023	9 septembre 2002	Rapport complémentaire de l'Argentine
S/2002/1024	9 septembre 2002	Rapport complémentaire de la Tunisie
S/2002/1025	9 septembre 2002	Rapport complémentaire de la Yougoslavie
S/2002/1030	9 septembre 2002	Rapport complémentaire de l'Ukraine
S/2002/1028	10 septembre 2002	Rapport du Rwanda
S/2002/1012	11 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Fédération de Russie
S/2002/1006 à S/2002/1011 et S/2002/1013 à S/2002/1017	12 septembre 2002	Lettres adressées au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2002/1031 et Rev.1	13 septembre 2002 et 28 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2002/1036	17 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Bélarus
S/2002/1037	17 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Bélarus

**Points relatifs aux menaces à la paix et la sécurité internationales
résultant d'actes terroristes**

S/2002/1044	18 septembre 2002	Rapport complémentaire de la Moldova
S/2002/1045	18 septembre 2002	Rapport complémentaire du Myanmar
S/2002/1046	18 septembre 2002	Rapport complémentaire de la République arabe syrienne
S/2002/1047	18 septembre 2002	Rapport complémentaire d'Andorre
S/2002/1048	18 septembre 2002	Rapport complémentaire de l'ex-République yougoslave de Macédoine
S/2002/1069	19 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Cuba
S/2002/708 et Add.1	24 septembre 2002	Rapport complémentaire du Ghana
S/2002/1070	24 septembre 2002	Rapport du Togo
S/2002/1075	25 septembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2002/1084	26 septembre 2002	Rapport complémentaire de la Colombie
S/2002/1085	26 septembre 2002	Rapport complémentaire du Pérou
S/2002/1086	26 septembre 2002	Rapport complémentaire de la Bosnie-Herzégovine
S/2002/1087	26 septembre 2002	Rapport complémentaire du Kazakhstan
S/2002/1093	27 septembre 2002	Rapport complémentaire de Cuba
S/2002/1105	2 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Soudan
S/2002/1136	3 octobre 2002	Rapport complémentaire des Pays-Bas
S/2002/1112	4 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Égypte
S/2002/1156 à S/2002/1164	4 octobre 2002	Lettres adressées au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2002/1137	7 octobre 2002	Rapport complémentaire du Bangladesh
S/2002/1152	14 octobre 2002	Rapport complémentaire de la Mongolie
S/2002/1153	14 octobre 2002	Rapport complémentaire de la Hongrie
S/2002/1184	18 octobre 2002	Rapport complémentaire du Panama
S/2002/1185	18 octobre 2002	Rapport complémentaire de la Géorgie
S/2002/1190	24 octobre 2002	Rapport complémentaire du Portugal
S/2002/1191	24 octobre 2002	Rapport complémentaire de la Trinité-et-Tobago

S/2002/1192	24 octobre 2002	Rapport complémentaire du Chili
S/2002/1193	24 octobre 2002	Rapport complémentaire de l'Allemagne
S/2002/1135	25 octobre 2002	Rapport de Sainte-Lucie
S/2002/1151	25 octobre 2002	Rapport de Saint-Kitts-et-Nevis
S/2002/1205	25 octobre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Qatar
S/2002/1211	25 octobre 2002	Rapport complémentaire du Qatar
S/2002/1212	25 octobre 2002	Rapport complémentaire du Sénégal
S/2002/1213	25 octobre 2002	Rapport complémentaire du Yémen
S/2002/857	6 novembre 2002	Rapport complémentaire de la Grèce
S/2002/1227 à S/2002/1230, S/2002/1232 et S/2002/1233	7 novembre 2002	Lettres adressées au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2002/1234	7 novembre 2002	Rapport complémentaire de l'Éthiopie
S/2002/1231	13 novembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2002/1247 à S/2002/1258	13 novembre 2002	Lettres adressées au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2002/1267	19 novembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2002/1280 à S/2002/1292	22 novembre 2002	Lettres adressées au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2002/1334	4 décembre 2002	Rapport complémentaire de la Malaisie
S/2002/1363	10 décembre 2002	Rapport des Tonga
S/2002/1369	12 décembre 2002	Rapport complémentaire de la Jamaïque
S/2002/1370	12 décembre 2002	Rapport complémentaire de la Lettonie
S/2002/1390 et Add.1	19 décembre 2002 et 1er avril 2003	Rapport complémentaire de l'Italie
S/2002/1400	20 décembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/1391	23 décembre 2002	Rapport de la Dominique
S/2002/1418	24 décembre 2002	Rapport complémentaire de Monaco

**Points relatifs aux menaces à la paix et la sécurité internationales
résultant d'actes terroristes**

S/2002/1419	24 décembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2003/15	26 décembre 2002	Rapport de la République centrafricaine
S/2003/16	30 décembre 2002	Rapport complémentaire de la Jordanie
S/2003/17 à S/2003/26	2 janvier 2003	Lettres adressées au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2003/30	8 janvier 2003	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2003/72	16 janvier 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2003/85	22 janvier 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/127	28 janvier 2003	Rapport complémentaire de Nauru
S/2003/128	28 janvier 2003	Rapport complémentaire du Viet Nam
S/2003/129	28 janvier 2003	Rapport complémentaire du Turkménistan
S/2003/145	31 janvier 2003	Rapport des Îles Marshall
S/2003/146	31 janvier 2003	Rapport complémentaire de l'Arménie
S/2003/147	31 janvier 2003	Rapport complémentaire du Tadjikistan
S/2003/179	10 février 2003	Rapport de Tuvalu
S/2003/180	13 février 2003	Rapport de la Guinée équatoriale
S/2003/204	20 février 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de Cuba
S/2003/258	3 mars 2003	Rapport complémentaire de la Guinée
S/2003/259	3 mars 2003	Rapport du Libéria
S/2003/260	3 mars 2003	Troisième rapport de Maurice
S/2003/261	3 mars 2003	Troisième rapport de la République tchèque
S/2003/262	3 mars 2003	Troisième rapport de la Barbade
S/2003/263	3 mars 2003	Troisième rapport de Chypre
S/2003/264	3 mars 2003	Troisième rapport du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
S/2003/265	3 mars 2003	Troisième rapport de la Norvège
S/2003/266	3 mars 2003	Rapport complémentaire de la République islamique d'Iran
S/2003/267 et Add.1	3 mars et 19 mai 2003	Troisième rapport de l'Indonésie

S/2003/268	3 mars 2003	Rapport complémentaire de Bahreïn
S/2003/269	3 mars 2003	Troisième rapport du Japon
S/2003/270	3 mars 2003	Troisième rapport de la France
S/2003/271	3 mars 2003	Troisième rapport de la Pologne
S/2003/272	3 mars 2003	Troisième rapport de l'Afrique du Sud
S/2003/273	3 mars 2003	Troisième rapport du Liechtenstein
S/2003/274	3 mars 2003	Troisième rapport du Danemark
S/2003/275	3 mars 2003	Troisième rapport de l'Estonie
S/2003/276	3 mars 2003	Troisième rapport de l'Autriche
S/2003/277	3 mars 2003	Troisième rapport de l'Égypte
S/2003/278	3 mars 2003	Rapport de la Sierra Leone
S/2003/279	3 mars 2003	Troisième rapport de la Finlande
S/2003/280	3 mars 2003	Rapport complémentaire des Émirats arabes unis
S/2003/308	7 mars 2003	Rapport complémentaire du Nigéria
S/2003/307	10 mars 2003	Troisième rapport du Pakistan
S/2003/346	17 mars 2003	Troisième rapport d'El Salvador
S/2003/355	19 mars 2003	Troisième rapport du Guatemala
S/2003/356	19 mars 2003	Troisième rapport du Brésil
S/2003/353	20 mars 2003	Rapport complémentaire de l'Afghanistan
S/2003/354	20 mars 2003	Troisième rapport du Bélarus
S/2003/383	25 mars 2003	Rapport complémentaire de la République démocratique populaire lao
S/2003/384	25 mars 2003	Rapport complémentaire du Kenya
S/2003/386	25 mars 2003	Rapport complémentaire de la République démocratique du Congo
S/2003/385	26 mars 2003	Rapport complémentaire du Burkina Faso
S/2003/387	31 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président sortant et le nouveau Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2003/402	31 mars 2003	Rapport complémentaire de l'Angola
S/2003/403	31 mars 2003	Troisième rapport du Canada
S/2003/404 et Corr. 1	31 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)

**Points relatifs aux menaces à la paix et la sécurité internationales
résultant d'actes terroristes**

S/2003/480	5 avril 2003	Troisième rapport de Singapour
S/2003/420	9 avril 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2003/424 à S/2003/429	9 avril 2003	Lettres adressées au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2003/361	10 avril 2003	Rapport de la Guinée-Bissau
S/2003/433	10 avril 2003	Rapport du Timor-Leste
S/2003/434	10 avril 2003	Rapport de la Gambie
S/2003/435	10 avril 2003	Rapport des Seychelles
S/2003/436	10 avril 2003	Rapport du Swaziland
S/2003/481	14 avril 2003	Rapport complémentaire de Fidji
S/2003/482	14 avril 2003	Rapport complémentaire des Bahamas
S/2003/483	14 avril 2003	Rapport complémentaire de Djibouti
S/2003/484	14 avril 2003	Rapport complémentaire de la Mauritanie
S/2003/485	14 avril 2003	Rapport complémentaire de Belize
S/2003/486	15 avril 2003	Rapport complémentaire du Cambodge
S/2003/487	15 avril 2003	Rapport complémentaire du Népal
S/2003/488	15 avril 2003	Rapport complémentaire du Zimbabwe
S/2003/489	15 avril 2003	Rapport complémentaire du Cameroun
S/2003/490	15 avril 2003	Rapport complémentaire du Nicaragua
S/2003/491	15 avril 2003	Rapport complémentaire du Gabon
S/2003/492	15 avril 2003	Rapport complémentaire de la République dominicaine
S/2003/493	15 avril 2003	Rapport complémentaire de la Côte d'Ivoire
S/2003/437 à S/2003/448	21 avril 2003	Lettres adressées au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2003/451	21 avril 2003	Troisième rapport du Liban
S/2003/452	21 avril 2003	Troisième rapport de l'Inde
S/2003/453	21 avril 2003	Troisième rapport du Costa Rica
S/2003/454	21 avril 2003	Troisième rapport de la Croatie

S/2003/494	21 avril 2003	Rapport complémentaire de la Namibie
S/2003/495	21 avril 2003	Rapport complémentaire de Saint-Vincent-et-les Grenadines
S/2003/513	21 avril 2003	Troisième rapport de l'Australie
S/2003/455 à S/2003/464	23 avril 2003	Lettres adressées au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2003/471	23 avril 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2003/473 à S/2003/479	25 avril 2003	Lettres adressées au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2003/496	25 avril 2003	Rapport complémentaire de Madagascar
S/2003/497	25 avril 2003	Rapport de Vanuatu
S/2003/521	5 mai 2003	Rapport complémentaire d'Antigua-et-Barbuda
S/2003/531 à S/2003/537	9 mai 2003	Lettres adressées au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2003/526	12 mai 2003	Rapport complémentaire de la Belgique
S/2003/552	12 mai 2003	Rapport complémentaire du Brunei Darussalam
S/2003/544	13 mai 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Cuba
S/2003/568	19 mai 2003	Rapport de Sao Tomé-et-Principe
S/2003/584 à S/2003/598	21 mai 2003	Lettres adressées au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2003/583	29 mai 2003	Troisième rapport de l'Arabie saoudite
S/2003/632	30 mai 2003	Troisième rapport de la Bulgarie
S/2003/633	30 mai 2003	Troisième rapport de la République de Corée
S/2003/634	30 mai 2003	Troisième rapport de la République populaire démocratique de Corée
S/2003/622 à S/2003/627	6 juin 2003	Lettres adressées au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)

**Points relatifs aux menaces à la paix et la sécurité internationales
résultant d'actes terroristes**

S/2003/628	9 juin 2003	Troisième rapport de l'Espagne
S/2003/631	10 juin 2003	Rapport complémentaire du Niger
S/2003/646 à S/2003/650	11 juin 2003	Lettres adressées au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2003/651	16 juin 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2003/671	17 juin 2003	Troisième rapport de l'Allemagne
S/2003/670	23 juin 2003	Rapport complémentaire du Congo
S/2003/676	25 juin 2003	Rapport complémentaire des Tonga
S/2003/669 et Corr.1	7 juillet 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999)
S/2003/700	8 juillet 2003	Troisième rapport du Paraguay
S/2003/702	8 juillet 2003	Rapport complémentaire du Rwanda
S/2003/701	9 juillet 2003	Troisième rapport du Panama
S/2003/710	15 juillet 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2003/719	16 juillet 2003	Troisième rapport de l'Argentine
S/2003/720	16 juillet 2003	Troisième rapport de la Jamaïque
S/2003/721	16 juillet 2003	Troisième rapport de la Chine
S/2003/722	16 juillet 2003	Troisième rapport de la Grèce
S/2003/723	16 juillet 2003	Troisième rapport de l'Algérie
S/2003/724	16 juillet 2003	Troisième rapport de l'Italie
S/2003/725	16 juillet 2003	Troisième rapport de la République arabe syrienne
S/2003/729	16 juillet 2003	Troisième rapport de la Malaisie
S/2003/773	16 juillet 2003	Troisième rapport de la Colombie
S/2003/734- S/2003/749	18 juillet 2003	Lettres adressées au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2003/388	22 juillet 2003	Rapport du Tchad
S/2003/786	22 juillet 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)

S/2003/776	28 juillet 2003	Rapport complémentaire du Kirghizistan
S/2003/774	29 juillet 2003	Troisième rapport du Venezuela
S/2003/775	29 juillet 2003	Troisième rapport du Chili
S/2003/788	30 juillet 2003	Troisième rapport de l'Équateur
S/2003/789	30 juillet 2003	Rapport complémentaire de Haïti
S/2003/790	30 juillet 2003	Rapport complémentaire de l'Oman
S/2003/787	31 juillet 2003	Troisième rapport de la Hongrie

C. Séance de haut niveau du Conseil de sécurité : lutte contre le terrorisme

Séances du Conseil

4688e (20 janvier 2003)

Consultations plénières

10, 15 et 17 janvier 2003

Résolutions adoptées

1456 (2003)

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2003/191 et Add.1	18 février 2003	Résolution 1456 (2003)

Communications reçues entre le 14 février et le 31 juillet 2003

S/2003/198	14 février 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
------------	-----------------	--

Chapitre 9

La situation au Burundi

Séances du Conseil

4609e (17 septembre 2002); 4655e (4 décembre 2002); 4675e (18 décembre 2002); 4749 (2 mai 2003)

Consultations plénières

21 août; 17 et 18 septembre; 15 octobre; 6 novembre; 12 décembre 2002; 30 janvier; 3 et 16 avril; 2, 12 et 27 mai; 3 juin; 10 juillet 2003

Déclarations du Président

S/PRST/2002/40; S/PRST/2003/4

Communiqués officiels

S/PV.4609

Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants

Mission en Afrique centrale, 7-16 juin 2003

Rapport : S/2003/653 (17 juin 2003)

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2002/1259	18 novembre 2002	S/PRST/2001/17

Communications reçues entre le 5 août 2002 et le 31 juillet 2003

S/2002/894	5 août 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2002/915	7 août 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Danemark
S/2002/988	5 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République centrafricaine
S/2002/1096	25 septembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Burundi
S/2002/1124	8 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Burundi
S/2002/1217	10 octobre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République-Unie de Tanzanie

S/2002/1149	11 octobre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Danemark
S/2002/1142	14 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2002/1219	31 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afrique du Sud
S/2002/1264	14 novembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2002/1329	4 décembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Burundi
S/2003/29	8 janvier 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/53	16 janvier 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Burundi
S/2003/142	4 février 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afrique du Sud
S/2003/394	31 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Burundi
S/2003/397	31 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Burundi
S/2003/399	2 avril 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afrique du Sud
S/2003/409	7 avril 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Burundi
S/2003/558	21 mai 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2003/610	2 juin 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République centrafricaine
S/2003/760	25 juillet 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Mozambique

Chapitre 10

La situation en Afghanistan

Séances du Conseil

4611e (19 septembre 2002); 4638e (30 octobre 2002); 4651e (27 novembre 2002); 4664e (13 décembre 2002); 4682e (24 décembre 2002); 4699e (31 janvier 2003); 4711e (24 février 2003); 4712e (24 février 2003); 4727e (27 mars 2003); 4730e (28 mars 2003); 4750e (6 mai 2003); 4774e (17 juin 2003)

Consultations plénières

27 août; 6, 19 et 25 septembre; 30 octobre; 6, 19, 22, 25 et 27 novembre; 6, 13 et 24 décembre 2002; 15 et 31 janvier; 12 février; 15 et 22 avril; 6 mai; 9 et 19 juin; 14 juillet 2003

Résolutions adoptées

1444 (2002); 1453 (2002); 1471 (2003)

Déclarations du Président

S/PRST/2003/7

Communiqués officiels

S/PV.4712

Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants

Groupe de suivi créé par les résolutions 1363 (2001), 1390 (2002) et 1455 (2003) du Conseil de sécurité

Rapports : S/2002/1050/Rev.1 (19 septembre 2002)

S/2002/1338 (16 décembre 2002)

S/2003/669 et Corr.1 (7 juillet 2003)

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2002/1173	21 octobre 2002	Résolution 1401 (2002) du Conseil de sécurité et résolution 56/220 A de l'Assemblée générale
S/2003/333	18 mars 2003	Résolution 1401 (2002) du Conseil de sécurité et résolutions 57/113 A et B de l'Assemblée générale

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2003/754 et Corr.1	23 juillet 2003	Résolutions 1401 (2002) et 1471 (2003) du Conseil de sécurité et résolutions 57/113 A et B de l'Assemblée générale

Communications reçues entre le 12 août 2002 et le 31 juillet 2003

S/2002/940	12 août 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2002/736/ Add.1 et 2	20 août 2002 et 29 janvier 2003	Additif au rapport du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999)
S/2002/1050/ Rev.1	19 septembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999)
S/2002/1064	20 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Soudan
S/2002/1092	26 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2002/1125	27 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Soudan
S/2002/1196	21 octobre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2002/1246	12 novembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par les représentants du Kazakhstan, du Kirghizistan, de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan
S/2002/1296	25 novembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/1340	2 décembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2002/1335	4 décembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Fédération de Russie
S/2002/1338	16 décembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999)

S/2002/1423	20 décembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999)
S/2002/1416	24 décembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afghanistan
S/2002/1427	26 décembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999)
S/2003/78	20 janvier 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Hongrie
S/2003/159	27 janvier 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Belgique
S/2003/143	3 février 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/200	20 février 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Allemagne
S/2003/210	20 février 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2003/209	21 février 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Japon
S/2003/248	28 février 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Azerbaïdjan
S/2003/332	4 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Malaisie
S/2003/335	18 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants de l'Espagne, des États-Unis d'Amérique, du Portugal et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
S/2003/503	16 avril 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/504	23 avril 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2003/523	1er mai 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Tadjikistan
S/2003/555	19 mai 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par les représentants de l'Allemagne et des Pays-Bas

S/2003/619	3 juin 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran
S/2003/641	9 juin 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la France
S/2003/642	10 juin 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Fédération de Russie
S/2003/660	19 juin 2003	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2003/669 et Corr.1	7 juillet 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999)
S/2003/703	9 juillet 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Kazakhstan

Chapitre 11

Points relatifs à la situation au Moyen-Orient

A. La situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine

Séances du Conseil

4613e (20 septembre 2002); 4614e (23 et 24 septembre 2002); 4645e (12 novembre 2002); 4668e (16 décembre 2002); 4681e (20 décembre 2002); 4685e (16 janvier 2003); 4704e (13 février 2003); 4722e (19 mars 2003); 4741e (16 avril 2003); 4757e (19 mai 2003); 4773e (13 juin 2003); 4788e (17 juillet 2003)

Consultations plénières

22 août; 4, 20 et 23 septembre; 18 octobre; 12 novembre; 6, 16, 19 et 20 décembre 2002; 16 et 31 janvier; 4 et 13 février; 19 mars; 16 avril; 2 et 19 mai; 13, 24 et 26 juin; 17 juillet 2003

Résolutions adoptées

1435 (2002)

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2003/1268	26 novembre 2002	Résolution 56/36 de l'Assemblée générale

Communications reçues entre le 1er août 2002 et le 31 juillet 2003

S/2002/932	24 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/859	1er août 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/867	2 août 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran
S/2002/891	6 août 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/893	6 août 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/920	12 août 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République arabe syrienne

S/2002/919	13 août 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/933	14 août 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien
S/2002/976	29 août 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/983	3 septembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/1042	12 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Oman
S/2002/1049	19 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/1052	20 septembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/1055	20 septembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/1056	20 septembre 2002	Note verbale adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République arabe syrienne
S/2002/1064	20 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Soudan
S/2002/1058	23 septembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/1059	23 septembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Côte d'Ivoire
S/2002/1060	23 septembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République arabe syrienne
S/2002/1066	24 septembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/1076	25 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/1083	26 septembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine

S/2002/1090	26 septembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afrique du Sud
S/2002/1089	27 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/1125	27 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Soudan
S/2002/1094	30 septembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/1104	2 octobre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/1114	7 octobre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/1134	10 octobre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/1144	14 octobre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/1166	17 octobre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/1186	22 octobre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/1214	29 octobre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/1220	31 octobre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/1224	5 novembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/1241	12 novembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/1244	13 novembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/1260	15 novembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant d'Israël

S/2002/1270	20 novembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/1295	22 novembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/1298	25 novembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/1308	29 novembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/1319	3 décembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/1336	6 décembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/1347	10 décembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2002/1365	13 décembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/1383	17 décembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République arabe syrienne
S/2002/1395	20 décembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/1396	20 décembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'Observateur de la Palestine
S/2002/1426	26 décembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'Observateur de la Palestine
S/2002/1440	30 décembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant d'Israël
S/2003/1	2 janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'Observateur de la Palestine
S/2003/9	6 janvier 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant d'Israël
S/2003/46	14 janvier 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant d'Israël

S/2003/62	16 janvier 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant d'Israël
S/2003/74	21 janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'Observateur de la Palestine
S/2003/101	27 janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'Observateur de la Palestine
S/2003/110	27 janvier 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant d'Israël
S/2003/119	30 janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'Observateur de la Palestine
S/2003/120	30 janvier 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien
S/2003/154	6 février 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'Observateur de la Palestine
S/2003/171	10 février 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant d'Israël
S/2003/194	18 février 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'Observateur de la Palestine
S/2003/201	20 février 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'Observateur de la Palestine
S/2003/202	20 février 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien
S/2003/217	24 février 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'Observateur de la Palestine
S/2003/225	25 février 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant d'Israël
S/2003/247	3 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant du Bahreïn
S/2003/254	3 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'Observateur de la Ligue des États arabes

S/2003/239	4 mars 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'Observateur de la Palestine
S/2003/332	4 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant de la Malaisie
S/2003/252	5 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant d'Israël
S/2003/288	6 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant du Qatar
S/2003/289	6 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant du Qatar
S/2003/287	7 mars 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'Observateur de la Palestine
S/2003/299	10 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant d'Israël
S/2003/326	17 mars 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'Observateur de la Palestine
S/2003/335	18 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par les Représentants de l'Espagne, des États-Unis d'Amérique, du Portugal et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
S/2003/343	19 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant du Qatar
S/2003/395	31 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant d'Israël
S/2003/405	4 avril 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'Observateur de la Palestine
S/2003/410	7 avril 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant du Qatar
S/2003/416	9 avril 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'Observateur de la Palestine
S/2003/502	25 avril 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant d'Israël
S/2003/519	30 avril 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant de la Fédération de Russie
S/2003/517	1er mai 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant d'Israël

S/2003/518	1er mai 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'Observateur de la Palestine
S/2003/520	1er mai 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant de la Fédération de Russie
S/2003/527	6 mai 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant d'Israël
S/2003/529	7 mai 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/540	12 mai 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant d'Israël
S/2003/548	16 mai 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'Observateur de la Palestine
S/2003/557	19 mai 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant d'Israël
S/2003/573	22 mai 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant de la Grèce
S/2003/619	3 juin 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant de la République islamique d'Iran
S/2003/638	10 juin 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'Observateur de la Palestine
S/2003/643	12 juin 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'Observateur de la Palestine
S/2003/645	13 juin 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant d'Israël
S/2003/662	20 juin 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant d'Israël
S/2003/666	24 juin 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant de la Fédération de Russie
S/2003/672	25 juin 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/677	27 juin 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'Observateur de la Palestine
S/2003/699	10 juillet 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant d'Israël

S/2003/730	17 juillet 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien
------------	-----------------	--

B. La situation au Moyen-Orient

1. Force intérimaire des Nations Unies au Liban et évolution de la situation dans le secteur Israël-Liban

Séances du Conseil

4696e (30 janvier 2003); 4802e (31 juillet 2003)

Consultations plénières

22 janvier; 28 et 30 juillet 2003

Résolutions adoptées

1461 (2003); 1496 (2003)

Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées

Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve

Résolution 50 (1948) Création

Force intérimaire des Nations Unies au Liban

Résolutions 425 (1978)
et 426 (1978) Création

Résolution 1461 (2003) Prorogation du mandat jusqu'au 31 juillet 2003

Résolution 1496 (2003) Prorogation du mandat jusqu'au 31 janvier 2004

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2003/38	14 janvier 2003	Résolution 1428 (2002)
S/2003/728	23 juillet 2003	Résolution 1461 (2003)

Communications reçues du 2 août 2002 au 31 juillet 2003

S/2002/932	24 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant du Liban
S/2002/867	2 août 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant de la République islamique d'Iran
S/2002/935	14 août 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant du Liban

S/2002/986	5 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant d'Israël
S/2002/1029	12 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant du Liban
S/2002/1038	17 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant du Liban
S/2002/1064	20 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant du Soudan
S/2002/1081	23 septembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'Observateur de la Ligue des États arabes
S/2002/1125	27 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant du Soudan
S/2002/1123	8 octobre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant du Liban
S/2002/1235	8 novembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant du Liban
S/2003/36	9 janvier 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant du Liban
S/2003/73	20 janvier 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant du Liban
S/2003/96	27 janvier 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant d'Israël
S/2003/148	4 février 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant du Liban
S/2003/178	12 février 2003	Note verbale adressée au Secrétaire général par le Représentant de la République arabe syrienne
S/2003/332	4 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant de la Malaisie
S/2003/288	6 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant du Qatar
S/2003/314	12 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant du Liban
S/2003/414	8 avril 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant du Liban
S/2003/603	2 juin 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant d'Israël
S/2003/619	3 juin 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant de la République islamique d'Iran

S/2003/685	2 juillet 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant du Liban
S/2003/698	9 juillet 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant du Liban

2. Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement

Séances du Conseil

4670e (17 décembre 2002); 4779e (26 juin 2003)

Consultations plénières

17 décembre 2002; 10 janvier; 25 juin 2003

Résolutions adoptées

1451 (2002); 1488 (2003)

Déclarations du Président

S/PRST/2002/37; S/PRST/2003/9

Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées

Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve

Résolution 50 (1948) Création

(Un certain nombre d'observateurs militaires sont affectés à la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement.)

Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement

Résolution 350 (1974) Création

Résolution 1451 (2002) Prorogation du mandat jusqu'au 30 juin 2003

Résolution 1488 (2003) Prorogation du mandat jusqu'au 31 décembre 2003

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2002/1328	4 décembre 2002	Résolutions 350 (1974) et 1415 (2002)
S/2003/655	18 juin 2003	Résolutions 350 (1974) et 1451 (2002)

Communications reçues du 12 août 2002 au 31 juillet 2003

S/2002/932	24 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant du Liban
S/2002/920	12 août 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant de la République arabe syrienne
S/2002/1064	20 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant du Soudan
S/2002/1125	27 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant du Soudan
S/2003/332	4 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant de la Malaisie
S/2003/288	6 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant du Qatar
S/2003/619	3 juin 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant de la République islamique d'Iran
S/2003/726	15 juillet 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/727	18 juillet 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité

Chapitre 12

La situation en Sierra Leone

Séances du Conseil

4615e (24 septembre 2002); 4654e (4 décembre 2002); 4729e (28 mars 2003); 4789 (18 juillet 2003)

Consultations plénières

18 septembre; 27 novembre; 4 décembre 2002; 10 janvier; 21 février; 11, 14 et 21 mars; 4 juin; 14 juillet 2003

Résolutions adoptées

1436 (2002); 1446 (2002); 1470 (2003); 1492 (2003)

Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants

Mission en Afrique de l'Ouest, 26 juin-5 juillet 2003

Rapport: S/2003/688 (7 juillet 2003)

Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées

Mission des Nations Unies en Sierra Leone

Résolution 1270 (1999) Création

Résolution 1436 (2002) Mandat prorogé pour une période de six mois, jusqu'au 30 septembre 2002

Résolution 1470 (2003) Mandat prorogé pour une période de six mois, jusqu'au 30 mars 2003

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2002/987	5 septembre 2002	Résolution 1400 (2002)
S/2002/1417	24 décembre 2002	Résolution 1436 (2002)
S/2003/321/ et Corr.	17 mars 2003	Résolution 1436 (2002)
S/2003/663	23 juin 2003	Résolution 1470 (2003)

Communications reçues du 29 août 2002 au 31 juillet 2003

S/2002/975	29 août 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant de la Sierra Leone
------------	--------------	--

S/2002/1125	27 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant du Soudan
S/2002/1304	28 novembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1343 (2001) concernant le Libéria
S/2002/1414	20 décembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1132 (1997) concernant la Sierra Leone
S/2003/114	27 janvier 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant de la Sierra Leone
S/2003/152	5 février 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1132 (1997)
S/2003/330	14 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant de la Sierra Leone
S/2003/525	5 mai 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2003/559 et Corr.1	20 mai 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1132 (1997)
S/2003/579	28 mai 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant de Maurice

Chapitre 13

Armes légères

Séances du Conseil

4623e (11 octobre 2002); 4639e (31 octobre 2002)

Consultations plénières

10 octobre 2002

Déclarations du Président

S/PRST/2002/30

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2002/1053	20 septembre 2002	S/PRST/2001/21

Communications reçues du 5 septembre 2002 au 31 juillet 2003

S/2002/988	5 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant de la République centrafricaine
S/2002/1172	10 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant de la Colombie
S/2003/84	22 janvier 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant du Panama
S/2003/118	30 janvier 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant du Nicaragua
S/2003/610	2 juin 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant de la République centrafricaine

Chapitre 14

Points relatifs à la situation entre l'Iraq et le Koweït

A. La situation entre l'Iraq et le Koweït

Séances du Conseil

4625e (16 et 17 octobre 2002); 4644e (8 novembre 2002); 4650e (25 novembre 2002); 4656e (4 décembre 2002); 4683e (30 décembre 2002); 4692e (27 janvier 2003); 4701e (5 février 2003); 4707e (14 février 2003); 4708e (14 février 2003); 4709e (18 et 19 février 2003); 4714e (7 mars 2003); 4717e (11 et 12 mars 2003); 4721e (19 mars 2003); 4726e (26 et 27 mars 2003); 4732e (28 mars 2003); 4743e (24 avril 2003); 4761e (22 mai 2003); 4768e (5 juin 2003); 4783e (3 juillet 2003); 4791e (22 juillet 2003)

Consultations plénières

21 et 29 août; 6, 10, 17 au 19, 24, 25 et 27 septembre; 3, 11, 14, 15, 23 au 25 et 28 octobre; 6, 7, 13, 19, 22 et 25 novembre; 3, 4, 6, 9, 16 au 20 et 30 décembre 2002; 6, 9, 10, 15, 16, 23, 27, 29 et 31 janvier; 12 et 24 au 27 février; 4 au 7, 12 au 14, 18, 20, 21, 25 et 26 mars; 2, 3, 7, 8, 10, 14, 16, 22 et 24 avril; 8, 9, 12, 14, 19, 20 et 21 mai; 5, 9, 11, 13, 16, 19 et 24 au 26 juin; 2, 10, 11, 17 et 30 juillet 2003

Résolutions adoptées

1441 (2002); 1443 (2002); 1447 (2002); 1454 (2002); 1472 (2003); 1476 (2003); 1483 (2003); 1490 (2003)

Communiqués officiels

S/PV.4708

Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées

Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït

Résolutions 687 (1991) et 689 (1991) Création

Résolution 1490 (2003)	Prorogation du mandat pour une dernière période se terminant le 6 octobre 2003
------------------------	--

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2002/931	15 août 2002	Résolution 1284 (1999)
S/2002/1039	18 septembre 2002	Résolutions 687 (1991), 689 (1991) et 806 (1993)
S/2002/1239	12 novembre 2002	Résolution 1409 (2002)
S/2002/1349	12 décembre 2002	Résolution 1284 (1999)

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2003/393 et Add.1	31 mars 2003	Résolutions 687 (1991), 689 (1991) et 806 (1993)
S/2003/419	11 avril 2003	Résolution 1284 (1999)
S/2003/576	28 mai 2003	Résolutions 1447 (2002), 1472 (2003) et 1476 (2003)
S/2003/614	5 juin 2003	Résolution 1284 (1999)
S/2003/640	11 juin 2003	Résolution 1483 (2003)
S/2003/656	17 juin 2003	
S/2003/715	17 juillet 2003	Résolution 1483 (2003)

Communications reçues du 5 août 2002 au 31 juillet 2003

S/2002/932	24 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/873	5 août 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/890	6 août 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/895	7 août 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/942	9 août 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/939	15 août 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/963	24 août 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2002/982	2 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/981	3 septembre 2002	Note du Secrétaire général
S/2002/1002	9 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/1042	12 septembre	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Oman
S/2002/1032	13 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/1034	16 septembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

S/2002/1064	20 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Soudan
S/2002/1067	24 septembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
S/2002/1071	25 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/1072	25 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/1099	30 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/1100	30 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/1107	30 septembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2002/1125	27 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Soudan
S/2002/1108	3 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afrique du Sud
S/2002/1109	3 octobre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2002/1203	3 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies
S/2002/1132	10 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afrique du Sud
S/2002/1140	14 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République arabe syrienne
S/2002/1147	15 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2002/1148	15 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Soudan
S/2002/1150	15 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

S/2002/1167	16 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït
S/2002/1195	24 octobre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/1209	28 octobre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/1222	4 novembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2002/1237	8 novembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/1238	11 novembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes
S/2002/1242	13 novembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/1261	14 novembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990)
S/2002/1273	14 novembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Danemark
S/2002/1265	19 novembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/1275	20 novembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Koweït
S/2002/1294	25 novembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/1303	27 novembre 2002	Note du Secrétaire général
S/2002/1306	27 novembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2002/1307	27 novembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2002/1312	30 novembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq

S/2002/1313	1er décembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2002/1311	2 décembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2002/1316	2 décembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2002/1320	2 décembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2002/1327	2 décembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2002/1332	3 décembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2002/1333	4 décembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2002/1335	4 décembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Fédération de Russie
S/2002/1342	7 décembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2002/1343	9 décembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2002/1350	9 décembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Koweït
S/2002/1354	9 décembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/1355	10 décembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/1357	11 décembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République arabe syrienne
S/2002/1407	11 décembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

S/2002/1405	12 décembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies
S/2002/1366	13 décembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2002/1371	13 décembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2002/1381	13 décembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/1372	14 décembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2002/1373	15 décembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2002/1374	16 décembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2002/1377	16 décembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/1378	18 décembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2002/1398	18 décembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2002/1382	19 décembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2002/1399	19 décembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2002/1400	20 décembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/1401	20 décembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/1409	20 décembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq

S/2002/1410	21 décembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2002/1411	22 décembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2002/1412	23 décembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Koweït
S/2002/1422	23 décembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2002/1424	24 décembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2002/1425	25 décembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2002/1428	26 décembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2002/1431	27 décembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2002/1432	28 décembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2002/1433	29 décembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2002/1434	30 décembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Koweït
S/2002/1435	30 décembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2002/1436	31 décembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/1437	31 décembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2002/1438	31 décembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq

S/2002/1439	31 décembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2002/1443	31 décembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/2	1er janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/4	2 janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/7	2 janvier 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afrique du Sud
S/2003/6	3 janvier 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/13	3 janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/31	4 janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/32	5 janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/27	6 janvier 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/33	6 janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/14	7 janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/34	7 janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/35	8 janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/37	9 janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq

S/2003/28	9 janvier 2003	Lettre adressée par le Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/41	10 janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/42	11 janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/43	12 janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/47	13 janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/50	14 janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/56	15 janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/57	15 janvier 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2003/58	16 janvier 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2003/61	16 janvier 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990)
S/2003/65	16 janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/68	18 janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/69	19 janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/76	20 janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/86	21 janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq

S/2003/87	22 janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/88	22 janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/89	23 janvier 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2003/92	23 janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/93	24 janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/94	24 janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/97	24 janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Turquie
S/2003/100	24 janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/104	25 janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/105	26 janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/95	27 janvier 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/106	27 janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/107	27 janvier 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2003/108	27 janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/109	27 janvier 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq

S/2003/115	28 janvier 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Grèce
S/2003/121	28 janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/122	29 janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/123	30 janvier 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2003/133	30 janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/131	31 janvier 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2003/132	31 janvier 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2003/137	31 janvier 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/138	1er février 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/139	2 février 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/144	3 février 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/142	4 février 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afrique du Sud
S/2003/150	4 février 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/155	5 février 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/153	6 février 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afrique du Sud

S/2003/160	6 février 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/165	7 février 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/166	8 février 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/167	9 février 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/161	10 février 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2003/162	10 février 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2003/163	10 février 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afrique du Sud
S/2003/164	10 février 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants de l'Allemagne, de la Fédération de Russie et de la France
S/2003/174	10 février 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/175	11 février 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/181	12 février 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/184	13 février 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République arabe syrienne
S/2003/186	13 février 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/183	14 février 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afrique du Sud

S/2003/187	14 février 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/188	15 février 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/189	16 février 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/190	17 février 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/205	18 février 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/203	19 février 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2003/206	19 février 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/207	20 février 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne
S/2003/208	20 février 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant d'El Salvador
S/2003/218	22 février 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/219	22 février 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/220	23 février 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/214	24 février 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants de l'Allemagne, de la Fédération de Russie et de la France
S/2003/221	24 février 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq

S/2003/222	24 février 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/228	25 février 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/229	25 février 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/230	25 février 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2003/234	27 février 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/236	27 février 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/232	28 février 2003	Note du Secrétaire général
S/2003/237	28 février 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/238	28 février 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par les représentants de la Chine et de la Fédération de Russie
S/2003/244	1er mars 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/245	2 mars 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/246	3 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Malaisie
S/2003/247	3 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Bahreïn
S/2003/250	3 mars 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/254	3 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes

S/2003/331	3 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990)
S/2003/256	4 mars 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/329	4 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Malaisie
S/2003/332	4 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Malaisie
S/2003/253	5 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants de l'Allemagne, de la Fédération de Russie et de la France
S/2003/281	5 mars 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/286	6 mars 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/288	6 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Qatar
S/2003/289	6 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Qatar
S/2003/300	6 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990)
S/2003/283	7 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Malaisie
S/2003/293	7 mars 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/294	8 mars 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/295	9 mars 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/296	9 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq

S/2003/297	10 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2003/304	10 mars 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/292	11 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République arabe syrienne
S/2003/298	11 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Soudan
S/2003/309	11 mars 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/310	11 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2003/315	12 mars 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/311	13 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afrique du Sud
S/2003/317	13 mars 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/195	14 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies
S/2003/319	14 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2003/322	14 mars 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/320	15 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Allemagne
S/2003/323	15 mars 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/324	16 mars 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq

S/2003/327	16 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2003/339	17 mars 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/347	17 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Fédération de Russie
S/2003/325	18 mars 2003	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/335	18 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants de l'Espagne, des États-Unis d'Amérique, du Portugal et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
S/2003/337	18 mars 2003	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2003/342	19 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/343	19 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Qatar
S/2003/357	19 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Malaisie
S/2003/348	20 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Fédération de Russie
S/2003/350	20 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
S/2003/351	20 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant des États-Unis d'Amérique
S/2003/352	20 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Australie
S/2003/358	21 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq
S/2003/362	24 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/363	24 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Malaisie
S/2003/364	24 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République arabe syrienne

S/2003/365	24 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes
S/2003/366	24 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Costa Rica
S/2003/373	24 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2003/367	25 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Koweït
S/2003/370	26 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République arabe syrienne
S/2003/371	26 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Soudan
S/2003/372	26 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2003/376	26 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Qatar
S/2003/389	28 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2003/391	28 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran
S/2003/396	31 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Fédération de Russie
S/2003/400	3 avril 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2003/417	10 avril 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Serbie-et-Monténégro
S/2003/422	14 avril 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/499	24 avril 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afrique du Sud
S/2003/507	25 avril 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président par intérim du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990)
S/2003/523	1er mai 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Tadjikistan
S/2003/524	5 mai 2003	Note du Président du Conseil de sécurité

S/2003/538	8 mai 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants des États-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
S/2003/567	22 mai 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République arabe syrienne
S/2003/570	23 mai 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/571	27 mai 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2003/580	30 mai 2003	Note du Secrétaire général
S/2003/599	30 mai 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par les représentants de la Chine et de la Fédération de Russie
S/2003/612	3 juin 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran
S/2003/613	3 juin 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes
S/2003/619	3 juin 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République islamique d'Iran
S/2003/642	10 juin 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Fédération de Russie
S/2003/652	12 juin 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Mexique
S/2003/755	27 juin 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies
S/2003/683	1er juillet 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Qatar
S/2003/714	14 juillet 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990)
S/2003/711	15 juillet 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/750	17 juillet 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Espagne

S/2003/782	31 juillet 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant des États-Unis d'Amérique
------------	-----------------	---

B. Mesures visant à faire face à la situation humanitaire en Iraq

Séances du Conseil

4762e (22 mai 2003)

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2003/576	28 mai 2003	Résolutions 1447 (2002), 1472 (2003) et 1476 (2003)

Communications reçues du 23 mai au 31 juillet 2003

S/2003/570	23 mai 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/571	27 mai 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité

Chapitre 15

Questions relatives à la situation en République centrafricaine

A. La situation en République centrafricaine

Séances du Conseil

4627e (18 octobre 2002); 4658e (9 décembre 2002)

Consultations plénières

10 et 18 octobre; 8, 22, 26 et 27 novembre 2002; 8 janvier; 20 mars; 17 et 24 avril;
15 juillet 2003

Déclarations du Président

S/PRST/2002/28

Communiqués officiels

S/PV.4658

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2003/5	3 janvier 2003	S/PRST/2001/25
S/2003/661	20 juin 2003	S/PRST/2001/25

Communications reçues du 6 août 2002 au 31 juillet 2003

S/2002/929	6 août 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/930	12 août 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2002/988	5 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République centrafricaine
S/2002/1113	4 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Gabon
S/2002/1219	31 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afrique du Sud
S/2002/1321	11 décembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République centrafricaine

S/2003/3	2 janvier 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne
S/2003/135	31 janvier 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne
S/2003/142	4 février 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afrique du Sud
S/2003/344	17 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Afrique du Sud
S/2003/610	2 juin 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République centrafricaine

B. Lettre datée du 29 novembre 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Tchad auprès de l'Organisation des Nations Unies

Séances du Conseil

4659e (9 décembre 2002)

Communiqués officiels

S/PV.4659

Communications reçues du 29 novembre 2002 au 31 juillet 2003

S/2002/1317	29 novembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Tchad
-------------	------------------	--

Chapitre 16

Renforcement de la coopération entre le système des Nations Unies et la région de l'Afrique centrale pour le maintien de la paix et de la sécurité

Séances du Conseil

4630e (22 octobre 2002); 4640e (31 octobre 2002)

Déclarations du Président

S/PRST/2002/31

Communications reçues du 21 octobre 2002 au 31 juillet 2003

S/2002/1178	21 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Égypte
S/2002/1179	21 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Cameroun
S/2002/1181	21 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Cameroun

Chapitre 17

Les femmes et la paix et la sécurité

Séances du Conseil

4635e (28 et 29 octobre 2002); 4641e (31 Octobre 2002)

Consultations plénières

10 octobre 2002

Déclarations du Président

S/PRST/2002/32

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2002/1154	16 octobre 2002	Résolution 1325 (2000)

Communications reçues du 9 décembre 2002 au 31 juillet 2003

S/2002/1408	9 décembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par les représentants du Chili et du Danemark
-------------	-----------------	---

S/2003/332	4 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Malaisie
S/2003/619	3 juin 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran

Chapitre 18

Exposé du juge Gilbert Guillaume, Président de la Cour internationale de Justice

Séances du Conseil

4636e (29 octobre 2002)

Consultations plénières

18 et 29 octobre 2002

Communiqués officiels

S/PV.4636

Chapitre 19

Tribunal pénal international chargé de juger les personnes présumées responsables de violations du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994

Séances du Conseil

4637e (29 octobre 2002); 4674e (18 décembre 2002)

Consultations plénières

23 et 28 octobre; 13 novembre 2002

Déclarations du Président

S/PRST/2002/39

Communiqués officiels

S/PV.4637

Chapitre 20

Lettre datée du 31 mars 1998, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Papouasie-Nouvelle-Guinée auprès de l'Organisation des Nations Unies

Séances du Conseil

4647e (21 novembre 2002); 4728e (28 mars 2003)

Consultations plénières

29 août; 19 et 27 novembre 2002

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2003/345	20 mars 2003	Lettre datée du 19 décembre 2002, adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité (S/2002/1380)

Communications reçues du 18 novembre 2002 au 31 juillet 2003

S/2002/1379	18 novembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/1380	19 décembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité

Chapitre 21

La situation à Chypre

Séances du Conseil

4649e (25 novembre 2002); 4738e (10 avril 2003); 4740e (14 avril 2003); 4771 (11 juin 2003)

Consultations plénières

10 octobre; 11, 19, 22 et 25 novembre; 17 et 18 décembre 2002; 4 mars; 10 et 14 avril; 6, 10 et 11 juin; 24 juillet 2003

Résolutions adoptées

1442 (2002); 1475 (2003); 1486 (2003)

Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées

Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre

Résolution 186 (1964)	Création
Résolution 1442 (2002)	Prorogation du mandat jusqu'au 15 juin 2003
Résolution 1486 (2003)	Prorogation du mandat jusqu'au 15 décembre 2003

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2002/1243	15 novembre 2002	Résolutions 186 (1964) et 1416 (2002)
S/2003/398	1er avril 2003	Résolution 1250 (1998)
S/2003/572	27 mai 2003	Résolutions 1442 (2002) et 1250 (1999)

Communications reçues du 27 août 2002 au 31 juillet 2003

S/2002/967	27 août 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Chypre
S/2002/1064	20 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Soudan
S/2002/1073	24 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2002/1402	18 décembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/1403	20 décembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité

S/2002/1441	30 décembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Chypre
S/2002/1442	31 décembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2003/55	15 janvier 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2003/240	26 février 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/241	3 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2003/332	4 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Malaisie
S/2003/349	19 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Chypre
S/2003/407	4 avril 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2003/411	7 avril 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2003/619	3 juin 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran
S/2003/687	30 juin 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Chypre
S/2003/708	14 juillet 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2003/759	24 juillet 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2003/781	30 juillet 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2003/785	31 juillet 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Chypre

Chapitre 22

La crise alimentaire en Afrique : menace à la paix et à la sécurité

Séances du Conseil

4652e (3 décembre 2002); 4736e (7 avril 2003)

Communications reçues du 20 décembre 2002 au 31 juillet 2003

S/2002/1392	20 décembre 2002	Note du Président du Conseil de sécurité
-------------	------------------	--

Chapitre 23

Protection des civils touchés par les conflits armés

Séances du Conseil

4660e (10 décembre 2002); 4679 (20 décembre 2002); 4777e (20 juin 2003)

Consultations plénières

9 décembre 2002

Déclarations du Président

S/PRST/2002/41

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2002/1300	26 novembre 2002	Lettre datée du 21 juin 2001, adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité (S/2001/614)

Communications reçues du 10 décembre 2002 au 31 juillet 2003

S/2002/1346	10 décembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2003/619	3 juin 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran

Chapitre 24

La situation en Somalie

Séances du Conseil

4663e (12 décembre 2002); 4718e (12 mars 2003); 4737e (8 avril 2003)

Consultations plénières

24 septembre; 10 octobre; 7, 22 et 26 novembre; 12 décembre 2002; 12 mars; 7 et 14 avril; 16 juillet 2003

Résolutions adoptées

1474 (2003)

Déclarations du Président

S/PRST/2002/35; S/PRST/2003/2

Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants

Groupe d'experts sur la Somalie créé conformément aux résolutions 1425 (2002) et 1474 (2003) du Conseil de sécurité

Rapport : S/2003/223 (25 mars 2003)

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2002/1201	25 octobre 2002	S/PRST/2001/30 et résolution 1425 (2002)
S/2003/231	26 février 2003	S/PRST/2001/30
S/2003/636	10 juin 2003	S/PRST/2001/30

Communications reçues du 22 août 2002 au 31 juillet 2003

S/2002/932	24 avril 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2002/951	22 août 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/1064	20 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Soudan
S/2002/1077	23 septembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes
S/2002/1127	4 octobre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Danemark
S/2002/1359	11 décembre 2002	Note verbale adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Kenya

S/2002/1430	30 décembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 751 (1992)
S/2003/247	3 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Bahreïn
S/2003/223	25 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 751 (1992)
S/2003/423	10 avril 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Somalie
S/2003/515	30 avril 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/654	16 juin 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afrique du Sud
S/2003/756	16 juillet 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Italie
S/2003/770	28 juillet 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

Chapitre 25

La situation au Libéria

Séances du Conseil

4665e (13 décembre 2002); 4693e (28 janvier 2003); 4751e (6 mai 2003)

Consultations plénières

24 septembre; 23 octobre; 7, 19 et 25 novembre; 12 et 13 décembre 2002; 15, 17, 27 et 28 janvier; 5 mars; 7, 17, 24 et 28 avril; 5 mai; 9, 10, 24 et 30 juin; 24 et 30 juillet 2003

Résolutions adoptées

1458 (2003); 1478 (2003)

Déclarations du Président

S/PRST/2002/36

Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants

Groupe d'experts établi en application des résolutions 1343 (2001), 1408 (2002) et 1458 (2003) du Conseil de sécurité

Rapports : S/2002/1115 (24 octobre 2002)

S/2003/498 (24 avril 2003)

Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants

Mission en Afrique de l'Ouest, 26 juin-5 juillet 2003

Rapport : S/2003/688 (7 juillet 2003)

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2002/1183	22 octobre 2002	Résolution 1408 (2002)
S/2003/227	26 février 2003	Lettre datée du 29 novembre 2002, adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité (S/2002/1305)
S/2003/466	22 avril 2003	Résolution 1408 (2002)
S/2003/582	2 juin 2003	Lettre datée du 29 novembre 2002, adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité (S/2002/1305)

Communications reçues du 29 août 2002 au 31 juillet 2003

S/2002/975	29 août 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Sierra Leone
S/2002/1040	13 septembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/1041	18 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2002/1129	4 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/1130	9 octobre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2002/1115	24 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1343 (2001) concernant le Libéria
S/2002/1304	28 novembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1343 (2001)
S/2002/1305	29 novembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2002/1394	20 décembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1343 (2001)
S/2003/49	15 janvier 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/142	4 février 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afrique du Sud
S/2003/185	14 février 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/251	5 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/468	11 avril 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/469	21 avril 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité

S/2003/498	24 avril 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1343 (2001)
S/2003/525	5 mai 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2003/579	28 mai 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de Maurice
S/2003/618	5 juin 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/654	16 juin 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afrique du Sud
S/2003/657	18 juin 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Ghana
S/2003/659	18 juin 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/664	23 juin 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2003/678	28 juin 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/695	8 juillet 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/696	10 juillet 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2003/764	23 juillet 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Italie
S/2003/760	25 juillet 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Mozambique
S/2003/769	29 juillet 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/792	30 juillet 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Italie

Chapitre 26

Exposés des Présidents du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït, du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 864 (1993) concernant la situation en Angola, du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999), du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1343 (2001) concernant le Libéria, du Groupe de travail spécial sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique, et du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les opérations de maintien de la paix

Séances du Conseil

4673e (18 décembre 2002)

Chapitre 27

La situation en Côte d'Ivoire

Séances du Conseil

4680e (20 décembre 2002); 4700e (4 février 2003); 4746e (29 avril 2003); 4747e (29 avril 2003); 4754e (13 mai 2003); 4793e (25 juillet 2003)

Consultations plénières

30 et 31 octobre; 19 et 26 novembre; 12, 18 à 20 et 23 décembre 2002; 15 et 28 janvier; 4, 13 et 21 février; 14 et 28 mars; 7, 15, 17 et 28 avril; 12 mai; 3 juin 2003

Résolutions adoptées

1464 (2003); 1479 (2003)

Déclarations du Président

S/PRST/2002/42; S/PRST/2003/11

Communiqués officiels

S/PV.4747

Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants

Mission en Afrique de l'Ouest, 26 juin-5 juillet 2003

Rapport : S/2003/688 (7 juillet 2003)

Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées

Mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire

Résolution 1479 (2003) Création pour une durée initiale de six mois

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2003/374 et Corr.1 et Add.1	26 mars 2003	Résolution 1464 (2003)

Communications reçues du 26 septembre 2002 au 31 juillet 2003

S/2002/1091	26 septembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afrique du Sud
S/2002/1266	19 novembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Côte d'Ivoire

S/2002/1386	19 décembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Sénégal
S/2003/51	16 janvier 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Togo
S/2003/75	21 janvier 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Togo
S/2003/90	24 janvier 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/99	27 janvier 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la France
S/2003/141	4 février 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Ghana
S/2003/142	4 février 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afrique du Sud
S/2003/168	7 février 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/169	12 février 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2003/313	5 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Côte d'Ivoire
S/2003/338	5 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Côte d'Ivoire
S/2003/470	22 avril 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Côte d'Ivoire
S/2003/472	22 avril 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Ghana
S/2003/500	25 avril 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Ghana
S/2003/510	28 avril 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Côte d'Ivoire
S/2003/525	5 mai 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2003/575	21 mai 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Côte d'Ivoire
S/2003/579	28 mai 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de Maurice

S/2003/606	29 mai 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/607	3 juin 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2003/704	9 juillet 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Côte d'Ivoire

Chapitre 28

Les enfants et les conflits armés

Séances du Conseil

4684e (14 janvier 2003); 4695e (30 janvier 2003)

Consultations plénières

13 novembre 2002; 10, 23 et 30 janvier 2003

Résolutions adoptées

1460 (2003)

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2002/1299	26 novembre 2002	Résolution 1379 (2001)

Communications reçues du 5 septembre 2002 au 31 juillet 2003

S/2002/988	5 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République centrafricaine
S/2003/45	14 janvier 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2003/63	16 janvier 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Rwanda
S/2003/124	16 janvier 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda

Chapitre 29

Système de certification du Processus de Kimberley

Séances du Conseil

4694e (28 janvier 2003)

Consultations plénières

17, 21 à 23 et 28 janvier 2003

Résolutions adoptées

1459 (2003)

Communications reçues du 17 janvier au 31 juillet 2003

S/2003/70	17 janvier 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afrique du Sud
-----------	-----------------	---

Chapitre 30

La situation en Géorgie

Séances du Conseil

4697e (30 janvier 2003); 4799e (30 juillet 2003); 4800e (30 juillet 2003)

Consultations plénières

19 novembre; 9 décembre 2002; 21, 28 et 29 janvier; 21 février; 21 mai; 5, 9 et 11 juin; 28 juillet 2003

Résolutions adoptées

1462 (2003); 1494 (2003)

Communiqués officiels

S/PV.4799

Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées

Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie

Résolution 858 (1983)	Création
Résolution 1462 (2003)	Prorogation du mandat jusqu'au 31 juillet 2003
Résolution 1494 (2003)	Prorogation du mandat jusqu'au 31 janvier 2004

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2002/1141	14 octobre 2002	Résolution 1427 (2002)
S/2003/39	13 janvier 2003	Résolution 1427 (2002)
S/2003/412	9 avril 2003	Résolution 1462 (2003)
S/2003/751	21 juillet 2003	Résolution 1462 (2003)

Communications reçues du 20 août 2002 au 31 juillet 2003

S/2002/944	20 août 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Géorgie
S/2002/950	23 août 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Géorgie
S/2002/1012	11 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Fédération de Russie
S/2002/1035	13 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Géorgie

S/2002/1033	15 septembre 2002	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Géorgie
S/2002/1051	19 septembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Géorgie
S/2002/1215	28 octobre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Fédération de Russie
S/2002/1216	29 octobre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Géorgie
S/2003/117	30 janvier 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Géorgie
S/2003/547	16 mai 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Géorgie
S/2003/569	22 mai 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Géorgie
S/2003/680	29 juin 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Géorgie
S/2003/694	9 juillet 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Géorgie

Chapitre 31

La situation concernant le Sahara occidental

Séances du Conseil

4698e (30 janvier 2003); 4725e (25 mars 2003); 4765e (30 mai 2003); 4801e (31 juillet 2003)

Consultations plénières

23 et 30 janvier; 20, 21 et 25 mars; 28 mai; 11 et 30 juillet 2003

Résolutions adoptées

1463 (2003); 1469 (2003); 1485 (2003); 1495 (2003)

Opérations de maintien de la paix en cours, créées ou achevées

Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

Résolution 690 (1991)	Création
Résolution 1463 (2003)	Prorogation du mandat jusqu'au 31 mars 2003
Résolution 1469 (2003)	Prorogation du mandat jusqu'au 31 mai 2003
Résolution 1485 (2003)	Prorogation du mandat jusqu'au 31 juillet 2003
Résolution 1495 (2003)	Prorogation du mandat jusqu'au 31 octobre 2003

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2003/59	16 janvier 2003	Résolution 1429 (2002)
S/2003/565 et Corr.1	23 mai 2003	Résolution 1469 (2003)

Communications reçues du 13 février au 31 juillet 2003

S/2003/192	13 février 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2003/193	18 février 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2003/341	19 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

Chapitre 32

Questions générales relatives aux sanctions

Séances du Conseil

4713e (25 février 2003)

Consultations plénières

7 et 22 avril 2003

Chapitre 33

Prolifération des armes légères et de petit calibre et mercenariat : menaces à la paix et à la sécurité en Afrique de l'Ouest

Séances du Conseil

4720e (18 mars 2003)

Consultations plénières

17 mars 2003

Résolutions adoptées

1467 (2003)

Chapitre 34

Le Conseil de sécurité et les organisations régionales face aux nouveaux défis à la paix et la sécurité internationales

Séances du Conseil

4739e (11 avril 2003)

Consultations plénières

22 avril 2003; 24 et 28 juillet 2003

Communications reçues du 25 avril au 31 juillet 2003

S/2003/506

25 avril 2003

Lettre adressée au Secrétaire général par
le représentant du Mexique

Chapitre 35

Rôle du Conseil de sécurité dans le règlement pacifique des différends

Séances du Conseil

4753e (13 mai 2003)

Consultations plénières

5, 8 et 12 mai 2003

Déclarations du Président

S/PRST/2003/5

Chapitre 36

Opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Séances du Conseil

4772e (12 juin 2003)

Consultations plénières

11 juin 2003

Résolutions adoptées

1487 (2003)

Communications reçues du 3 juin au 31 juillet 2003

S/2003/619	3 juin 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran
S/2003/620	6 juin 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants du Canada, de la Jordanie, du Liechtenstein, de la Nouvelle-Zélande et de la Suisse
S/2003/639	10 juin 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Grèce

Chapitre 37

Mission du Conseil de sécurité

Séances du Conseil

4775e (18 juin 2003); 4785e (9 juillet 2003); 4794e (25 juillet 2003)

Consultations plénières

7, 15, 24 et 28 avril; 6, 14 et 16 mai; 3, 11 et 25 juin; 11 et 24 juillet

Déclarations du Président

S/PRST/2003/12

Communications reçues du 5 mai au 31 juillet 2003

S/2003/525	5 mai 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2003/558	21 mai 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2003/653	17 juin 2003	Rapport de la mission du Conseil de sécurité en Afrique centrale, 7 au 16 juin 2003
S/2003/688	7 juillet 2003	Rapport de la mission du Conseil de sécurité en Afrique de l'Ouest, 26 juin-5 juillet 2003

Chapitre 38

La situation en Guinée-Bissau

Séances du Conseil

4776e (19 juin 2003)

Consultations plénières

6 août; 6, 18 décembre 2002; 5 mars; 10 juin; 28 juillet 2003

Déclarations du Président

S/PRST/2003/8

Missions du Conseil de sécurité et rapports correspondants

Mission en Afrique de l'Ouest, 26 juin-5 juillet 2003

Rapport : S/2003/688 (7 juillet 2003)

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2002/1367	13 décembre 2002	Résolution 1233 (1999)
S/2003/621	9 juin 2003	Résolution 1233 (1999)

Communications reçues du 5 août 2002 au 31 juillet 2003

S/2002/916	5 août 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2002/917	9 août 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2002/979	29 août 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de Maurice
S/2002/1155	27 septembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant des États-Unis d'Amérique
S/2003/176	5 février 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Conseil économique et social
S/2003/525	5 mai 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2003/579	28 mai 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de Maurice

Troisième partie

Autres questions examinées par le Conseil de sécurité

Chapitre premier

Documentation et méthodes de travail et procédure du Conseil de sécurité

Communications reçues du 27 août 2002 au 31 juillet 2003

S/2002/964	27 août 2002	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2002/1000	6 septembre 2002	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2002/1068	26 septembre 2002	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2002/1276	22 novembre 2002	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2003/10	7 janvier 2003	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2003/11	7 janvier 2003	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2003/12	7 janvier 2003	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2003/30	8 janvier 2003	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2003/235	28 février 2003	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2003/255	3 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République arabe syrienne
S/2003/282	5 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Soudan
S/2003/302	11 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant des Émirats arabes unis
S/2003/336	13 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran
S/2003/359	18 mars 2003	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Cuba
S/2003/390	27 mars 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne
S/2003/450	21 avril 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien
S/2003/516	1er mai 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Mexique
S/2003/660	19 juin 2003	Note du Président du Conseil de sécurité

Chapitre 2

Questions relatives à la Cour internationale de Justice

Séances du Conseil

4629e (21 octobre 2002)

Communications reçues du 30 août 2002 au 31 juillet 2003

S/2002/925	30 août 2002	Mémorandum du Secrétaire général
S/2002/927	30 août 2002	Note du Secrétaire général
S/2002/926	30 août 2002	Note du Secrétaire général

Chapitre 3

Rapport annuel du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale

Séances du Conseil

4616 (26 septembre 2002)

Communications reçues du 26 septembre 2002 au 31 juillet 2003

S/2002/1068 26 septembre 2002 Note du Président du Conseil de sécurité

Chapitre 4

Questions relatives à la synthèse des travaux du Conseil de sécurité

Séances du Conseil

4677e (20 décembre 2002); 4748e (30 avril 2003); 4766e (30 mai 2003)

Communications reçues du 19 décembre 2002 au 31 juillet 2003

S/2002/1387	19 décembre 2002	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Colombie
S/2003/508	28 avril 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Inde
S/2003/516	1er mai 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Mexique
S/2003/705	11 juillet 2003	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Pakistan

Quatrième partie

Comité d'état-major

Travaux du Comité d'état-major

Pendant la période considérée, le Comité d'état-major, créé en vertu de l'Article 47 de la Charte des Nations Unies, s'est réuni conformément à son projet de règlement intérieur. Il a tenu 25 séances au total et il est resté prêt à assumer les fonctions qui lui étaient attribuées aux termes de l'Article 47 de la Charte.

Cinquième partie

Questions portées à l'attention du Conseil de sécurité mais n'ayant pas fait l'objet d'un débat lors des réunions du Conseil au cours de la période considérée

Chapitre premier

Communication concernant le Conseil de la Ligue des États arabes

Lettre datée du 24 avril 2002 (S/2002/932), adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban, transmettant le texte d'une lettre du Secrétaire général de la Ligue des États arabes contenant le texte des résolutions et du communiqué final et d'autres textes adoptés par le Conseil de la Ligue des États arabes réuni au sommet à sa quatorzième session, les 27 et 28 mars 2002 à Beyrouth.

Chapitre 2

Lettres datées des 20 et 23 décembre 1991 de la France, du Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord et des États-Unis d'Amérique

Lettre datée du 24 avril 2002 (S/2002/932), adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban, transmettant le texte d'une lettre du Secrétaire général de la Ligue des États arabes contenant le texte des résolutions et du communiqué final et d'autres textes adoptés par le Conseil de la Ligue des États arabes réuni au sommet à sa quatorzième session, les 27 et 28 mars 2002 à Beyrouth.

Lettre datée du 20 septembre (S/2002/1064), adressée au Secrétaire général par le représentant du Soudan qui lui transmet, en sa qualité de Président du Groupe islamique, le texte du communiqué final, des déclarations et des résolutions adoptées par la Conférence islamique des ministres des affaires étrangères à sa vingt-neuvième session, tenue à Khartoum du 25 au 27 juin 2002.

Lettre datée du 23 septembre (S/2002/1080), adressée au Président du Conseil de sécurité par

l'observateur de la Ligue des États arabes, transmettant le texte d'une résolution adoptée par le Conseil de la Ligue des États arabes réuni au niveau des ministres des affaires étrangères à sa cent dix-huitième session ordinaire, du 3 au 5 septembre 2002 au Caire.

Lettre datée du 24 septembre (S/2002/1074), adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes, transmettant le texte d'une lettre du Secrétaire général de la Ligue des États arabes.

Lettre datée du 20 janvier 2003 (S/2003/82), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne, et pièce jointe.

Lettre datée du 12 mai (S/2003/541), adressée au Secrétaire général par le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne, et pièce jointe.

Chapitre 3

Communications concernant le Soudan

Lettre datée du 24 avril 2002 (S/2002/932), adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban, transmettant le texte d'une lettre du Secrétaire général de la Ligue des États arabes, contenant le texte des résolutions et du communiqué final et d'autres textes adoptés par le Conseil de la Ligue des États arabes réuni au sommet à sa quatorzième session, tenue à Beyrouth les 27 et 28 mars 2002.

Lettre datée du 20 septembre (S/2002/1064), adressée au Secrétaire général par le représentant du Soudan, qui lui transmet, en sa qualité de Président du Groupe islamique, le texte du communiqué final, des déclarations et des résolutions adoptées par la Conférence islamique des ministres des affaires étrangères à sa vingt-neuvième session, tenue à Khartoum du 25 au 27 juin 2002.

Lettre datée du 23 septembre (S/2002/1078), adressée au Président du Conseil de sécurité par

l'observateur de la Ligue des États arabes, transmettant le texte d'une résolution adoptée par le Conseil de la Ligue des États arabes réuni au niveau des ministres des affaires étrangères à sa cent dix-huitième session ordinaire, du 3 au 5 septembre 2002 au Caire.

Lettre datée du 7 octobre (S/2002/1117), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Soudan, transmettant une lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Ministre soudanais des affaires étrangères.

Lettre datée du 21 janvier 2003 (S/2003/80), adressée au Secrétaire général par le représentant de la Grèce, transmettant le texte d'une déclaration de la présidence de l'Union européenne sur l'exécution de condamnations à mort au Soudan, publiée le 15 janvier 2003.

Lettre datée du 16 juin (S/2003/654), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afrique du Sud, qui lui transmet, en sa qualité de représentant de l'actuel Président de l'Union africaine, le texte du communiqué publié à l'issue de la quatre-vingt-douzième session ordinaire de l'Organe central du Mécanisme pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits, réuni au niveau des ambassadeurs à Addis-Abeba les 12 et 13 juin 2003.

Chapitre 4

Communications concernant la non-prolifération des armes de destruction massive

Lettres identiques datées du 1er août 2002 (S/2002/875), adressées au Président de l'Assemblée générale et au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, transmettant le rapport établi par le Groupe de réflexion sur les implications du terrorisme pour les politiques de l'ONU.

Lettre datée du 20 septembre (S/2002/1065), adressée au Secrétaire général par le représentant du Kazakhstan, transmettant l'Acte d'Almaty, signé le 4 juin 2002 par les chefs d'État et de gouvernement des États membres de la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie.

Lettre datée du 21 novembre (S/2002/1279), adressée au Secrétaire général par le représentant de Cuba, transmettant la transcription d'une conférence de

presse donnée le 1er novembre 2002 par le Ministre cubain des affaires étrangères.

Lettre datée du 18 février 2003 (S/2003/197), adressée au Secrétaire général par les représentants de la France et de la Fédération de Russie, transmettant le texte de la Déclaration franco-russe adoptée à Paris le 10 février 2003.

Lettre datée du 4 mars (S/2003/332), adressée au Secrétaire général par le représentant de la Malaisie, qui lui transmet, en sa qualité de Président du Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés, le texte des documents finals de la treizième Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays non alignés, tenue à Kuala Lumpur du 20 au 25 février 2003.

Lettre datée du 4 juin (S/2003/617), adressée au Secrétaire général par les représentants des États-Unis d'Amérique et de la Fédération de Russie, transmettant le texte des déclarations communes que le Président George W. Bush et le Président Vladimir V. Poutine ont adoptées à Saint-Petersbourg le 1er juin 2003 au sujet de la nouvelle relation stratégique et de la coopération américano-russe dans l'espace.

Lettre datée du 6 juin (S/2003/637), adressée au Secrétaire général par le représentant de la France, transmettant le texte de la déclaration et du plan d'action relatifs à la sécurité des sources radioactives, adoptés à Evian (France) par les chefs d'État et de gouvernement du Groupe des Huit.

Chapitre 5

La question indo-pakistanaise

Lettre datée du 12 août 2002 (S/2002/921), adressée au Secrétaire général par le représentant du Pakistan, transmettant le texte d'une lettre datée du 11 août 2002, adressée au Secrétaire général par le Ministre pakistanais des affaires étrangères.

Lettre datée du 15 août (S/2002/946), adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général pour l'informer de son intention de nommer comme prochain chef du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan le général de brigade Pertti Puonti (Finlande).

Lettre datée du 21 août (S/2002/947), adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de

sécurité pour l'informer que sa lettre datée du 15 août 2002 (S/2002/946) avait été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui avaient dûment pris note de son intention.

Lettre datée du 20 septembre (S/2002/1064), adressée au Secrétaire général par le représentant du Soudan, qui lui transmet, en sa qualité de Président du Groupe islamique, le texte du communiqué final, des déclarations et des résolutions adoptés par la Conférence islamique des ministres des affaires étrangères à sa vingt-neuvième session, tenue à Khartoum du 25 au 27 juin 2002.

Chapitre 6

La situation en Afrique

Lettre datée du 29 août 2002 (S/2002/979), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de Maurice, transmettant le texte d'une série de recommandations du Groupe de travail spécial sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique.

Lettre datée du 20 septembre (S/2002/1064), adressée au Secrétaire général par le représentant du Soudan, qui lui transmet, en sa qualité de Président du Groupe islamique, le texte du communiqué final, des déclarations et des résolutions adoptés par la Conférence islamique des ministres des affaires étrangères à sa vingt-neuvième session, tenue à Khartoum du 25 au 27 juin 2002.

Note du Président du Conseil de sécurité datée du 12 décembre (S/2002/1352), transmettant le texte d'une lettre datée du même jour, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Groupe de travail spécial sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique, et pièce jointe.

Note du Président du Conseil de sécurité datée du 7 janvier 2003 (S/2003/11), indiquant que, à l'issue de consultations avec les membres du Conseil, il avait été décidé que M. Ismael Abraão Gaspar Martins, Représentant permanent de l'Angola auprès de l'Organisation des Nations Unies, assurerait, jusqu'au 1er mars 2003, la présidence du Groupe de travail spécial sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique.

Lettre datée du 15 janvier (S/2003/66), adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire

général pour l'informer qu'il avait décidé de proroger le mandat de son Conseiller spécial pour l'Afrique, M. Mohamed Sahnoun, jusqu'au 31 décembre 2003.

Lettre datée du 20 janvier (S/2003/67), adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité pour l'informer que sa lettre datée du 15 janvier 2003 (S/2003/66) avait été portée à l'attention des membres du Conseil, qui en avaient pris note.

Lettre datée du 27 janvier (S/2003/125), adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, informant le Conseil qu'il avait décidé de prolonger le mandat de M. Ibrahim Gambari, en sa qualité de Conseiller du Secrétaire général chargé des missions spéciales en Afrique, jusqu'au 28 février 2004.

Lettre datée du 31 janvier (S/2003/126), adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité pour l'informer que sa lettre datée du 27 janvier 2003 (S/2003/125) avait été portée à l'attention des membres du Conseil, qui avaient pris note de la décision qui y figurait.

Note du Président du Conseil de sécurité datée du 28 février (S/2003/235) relative au Groupe de travail spécial sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique.

Lettre datée du 4 mars (S/2003/332), adressée au Secrétaire général par le représentant de la Malaisie, qui lui transmet, en sa qualité de Président du Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés, le texte des documents finals de la treizième Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays non alignés, tenue à Kuala Lumpur du 20 au 25 février 2003.

Lettre datée du 3 juin (S/2003/619), adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran, qui lui transmet, en sa qualité de Président du Groupe islamique, le texte du communiqué final, de la Déclaration de Téhéran et des résolutions adoptées par la Conférence islamique des ministres des affaires étrangères à sa trentième session, tenue à Téhéran du 28 au 30 mai 2003.

Chapitre 7

Communications concernant le Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale

Lettre datée du 5 septembre 2002 (S/2002/988), adressée au Secrétaire général par le représentant de la République centrafricaine, transmettant le rapport du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale sur les travaux de sa dix-huitième réunion ministérielle, tenue à Bangui du 26 au 30 août 2002.

Lettre datée du 2 juin 2003 (S/2003/610), adressée au Secrétaire général par le représentant de la République centrafricaine, transmettant notamment le rapport du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale sur les travaux de sa dix-neuvième réunion ministérielle, tenue à Brazzaville du 14 au 17 mai 2003.

Chapitre 8

Communications concernant le Conseil de coopération du Golfe

Lettre datée du 12 septembre 2002 (S/2002/1042), adressée au Secrétaire général par le représentant d'Oman, transmettant le texte du communiqué publié le 3 septembre 2002 par le Conseil des ministres du Conseil de coopération du Golfe lors de sa quatre-vingt-quatrième session, tenue Djedda.

Chapitre 9

Communications concernant la question des îles de la Grande Tumb, de la Petite Tumb et d'Abou Moussa

Lettre datée du 12 septembre 2002 (S/2002/1042), adressée au Secrétaire général par le représentant d'Oman, transmettant le texte du communiqué publié le 3 septembre 2002 par le Conseil des ministres du Conseil de coopération du Golfe lors de sa quatre-vingt-quatrième session, tenue à Djedda.

Lettre datée du 23 septembre (S/2002/1082), adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes, transmettant le texte d'une résolution adoptée par le Conseil de la Ligue des États arabes réuni au niveau des ministres des affaires étrangères à sa cent dix-huitième session ordinaire, qui s'est tenue au Caire du 3 au 5 septembre 2002.

Chapitre 10

Communications concernant les relations entre El Salvador et le Honduras

Lettre datée du 17 septembre 2002 (S/2002/1088), adressée au Président du Conseil de sécurité par le Ministre des relations extérieures du Honduras, et pièce jointe.

Lettre datée du 24 septembre (S/2002/1102), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant d'El Salvador, transmettant une lettre datée du 27 août 2002 adressée au Président du Conseil de sécurité par la Ministre des relations extérieures d'El Salvador.

Lettre datée du 23 octobre (S/2002/1194), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant d'El Salvador, transmettant une lettre datée du 16 octobre 2002 adressée au Président du Conseil de sécurité par la Ministre des relations extérieures d'El Salvador.

Lettre datée du 12 mars 2003 (S/2003/306), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Honduras, transmettant le texte d'un mémorandum daté du 10 mars 2003 adressé à la Ministre des relations extérieures d'El Salvador par le Ministre des affaires étrangères par intérim du Honduras.

Lettre datée du 8 avril (S/2003/430), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Honduras, transmettant le texte d'une lettre datée du 12 mars 2003 adressée au Secrétaire général de l'Institut panaméricain de géographie et d'histoire par le Président de la Section nationale hondurienne de la Commission de démarcation El Salvador/Honduras, et pièces jointes.

Lettre datée du 20 mai (S/2003/561), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Honduras, et pièce jointe.

Chapitre 11

Communication de la Suède

Lettre datée du 19 septembre 2002 (S/2002/1110), adressée au Secrétaire général par le représentant de la Suède, transmettant une lettre du même jour adressée au Secrétaire général par le Ministre suédois des affaires étrangères, et pièce jointe.

Chapitre 12

Communications concernant le terrorisme

Lettre datée du 20 septembre 2002 (S/2002/1064), adressée au Secrétaire général par le représentant du Soudan, transmettant, en sa qualité de Président du Groupe islamique, le texte du communiqué final et des résolutions adoptés par la Conférence islamique des ministres des affaires étrangères lors de sa vingt-neuvième session, tenue à Khartoum du 25 au 27 juin 2002.

Lettre datée du 20 septembre (S/2002/1065), adressée au Secrétaire général par la représentante du Kazakhstan, transmettant l'Acte d'Almaty signé le 4 juin 2002 par les chefs d'État et de gouvernement des États membres de la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie.

Lettre datée du 23 octobre (S/2002/1188), adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes, transmettant le texte d'une déclaration publiée le 24 octobre par la Ligue des États arabes à l'occasion de la Journée des Nations Unies.

Lettre datée du 4 décembre (S/2002/1335), adressée au Secrétaire général par le représentant de la Fédération de Russie, transmettant le texte d'un communiqué commun adopté à l'issue de la réunion du Conseil des ministres des affaires étrangères des pays membres de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, à Moscou le 23 novembre 2002.

Lettre datée du 9 décembre (S/2002/1344), adressée au Secrétaire général par le représentant de

l'Azerbaïdjan, transmettant le texte d'une déclaration faite par le Ministre des affaires étrangères de l'Azerbaïdjan à la dixième réunion du Conseil des ministres de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, tenue à Porto (Portugal) le 7 décembre 2002.

Lettre datée du 4 mars 2003 (S/2003/332), adressée au Secrétaire général par le représentant de la Malaisie, transmettant, en sa qualité de Président du Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés, le texte des documents finals de la treizième Conférence des chefs d'État et de gouvernement du Mouvement des pays non alignés, tenue à Kuala Lumpur du 20 au 25 février 2003.

Lettre datée du 12 mai (S/2003/541), adressée au Secrétaire général par le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne, et pièce jointe.

Lettre datée du 13 mai (S/2003/544), adressée au Secrétaire général par le représentant de Cuba, transmettant le texte d'une déclaration publiée le 2 mai 2003 par le Ministère cubain des affaires étrangères.

Lettre datée du 3 juin (S/2003/619), adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran, transmettant, en sa qualité de Président du Groupe islamique, le texte du communiqué final, de la Déclaration de Téhéran et des résolutions adoptés par la Conférence islamique des ministres des affaires étrangères lors de sa trentième session, tenue à Téhéran du 28 au 30 mai 2003.

Chapitre 13

Communications concernant la situation dans le Haut-Karabakh et les relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan

Lettre datée du 20 septembre 2002 (S/2002/1064), adressée au Secrétaire général par le représentant du Soudan, transmettant, en sa qualité de Président du Groupe islamique, le texte du communiqué final, des déclarations et des résolutions adoptés par la Conférence islamique des ministres des affaires étrangères à sa vingt-neuvième session, tenue à Khartoum du 25 au 27 juin 2002.

Lettre datée du 9 décembre (S/2002/1344), adressée au Secrétaire général par le représentant de

l'Azerbaïdjan, transmettant le texte d'une déclaration faite par le Ministre des affaires étrangères de l'Azerbaïdjan à la dixième réunion du Conseil ministériel de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, tenue à Porto (Portugal), le 7 décembre 2002.

Lettre datée du 26 février 2003 (S/2003/233), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Arménie, et pièce jointe.

Lettre datée du 4 mars (S/2003/249), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Azerbaïdjan, transmettant un appel adressé par les réfugiés de Khodjali à l'Organisation des Nations Unies, au Conseil de l'Europe et à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

Lettre datée du 28 mars (S/2003/392), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Arménie, en réponse à la lettre datée du 4 mars 2003 adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Azerbaïdjan (S/2003/249), et pièce jointe.

Lettres identiques datées du 2 mai (S/2003/528), adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Azerbaïdjan, transmettant une lettre du Ministre des affaires étrangères de l'Azerbaïdjan.

Lettres identiques datées du 11 juillet (S/2003/706), adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Azerbaïdjan, transmettant des lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Ministre des affaires étrangères de l'Azerbaïdjan.

Lettre datée du 28 juillet (S/2003/765), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Arménie.

Chapitre 14

Communications relatives à l'application de l'accord conclu par l'Agence internationale de l'énergie atomique et la République populaire démocratique de Corée au sujet de l'application de garanties liées au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires

Lettre datée du 20 septembre 2002 (S/2002/1064), adressée au Secrétaire général par le représentant du Soudan, transmettant, en sa qualité de Président du Groupe islamique, le texte du communiqué final, des déclarations et des résolutions adoptées par la Conférence islamique des ministres des affaires étrangères à sa vingt-neuvième session, tenue à Khartoum du 25 au 27 juin 2002.

Lettre datée du 21 janvier 2003 (S/2003/79), adressée au Secrétaire général par le représentant de la Grèce, transmettant le texte d'une déclaration publiée le 13 janvier 2003 par la présidence de l'Union européenne au sujet de l'annonce officielle, par la République populaire démocratique de Corée, de son intention de se retirer du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Lettre datée du 24 janvier (S/2003/91), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République populaire démocratique de Corée, transmettant une lettre datée du 10 janvier 2003 adressée au Président du Conseil de sécurité par le Ministre des affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée, et pièces jointes.

Lettres identiques datées du 14 février (S/2003/182), adressées au Président de l'Assemblée générale et au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, transmettant une lettre datée du 12 février 2003 émanant du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, et pièce jointe.

Lettres identiques datées du 20 février (S/2003/224), adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne, et pièce jointe.

Lettre datée du 28 février (S/2003/238), adressée au Secrétaire général par les représentants de la Chine et de la Fédération de Russie, transmettant le texte de communiqués communs des Ministres des affaires étrangères de la Chine et de la Fédération de Russie.

Lettre datée du 26 juin (S/2003/673), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République populaire démocratique de Corée, transmettant une lettre du même jour adressée au Président du Conseil de sécurité par le Ministre des affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée.

Chapitre 15

Communications concernant l'Organisation de la Conférence islamique

Lettre datée du 20 septembre 2002 (S/2002/1064), adressée au Secrétaire général par le représentant du Soudan, transmettant, en sa qualité de Président du Groupe islamique, le texte du communiqué final, des déclarations et des résolutions adoptés par la Conférence islamique des ministres des affaires étrangères à sa vingt-neuvième session, tenue à Khartoum du 25 au 27 juin 2002.

Lettre datée du 27 septembre (S/2002/1125), adressée au Secrétaire général par le représentant du Soudan, transmettant le texte du communiqué final de la réunion annuelle de coordination des ministres des affaires étrangères des États membres de l'Organisation de la Conférence islamique, tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 17 septembre 2002.

Lettre datée du 3 juin 2003 (S/2003/619), adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran, transmettant, en sa qualité de Président du Groupe islamique, le texte du communiqué final, de la Déclaration de Téhéran et des résolutions adoptés par la Conférence islamique des ministres des affaires étrangères à sa trentième session, tenue à Téhéran du 28 au 30 mai 2003.

Chapitre 16

Communication concernant la situation dans les Comores

Lettre datée du 23 septembre 2002 (S/2002/1079), adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes, transmettant une résolution adoptée par le Conseil de la Ligue des États arabes à sa cent dix-huitième session ordinaire au niveau des ministres des affaires étrangères, tenue au Caire du 3 au 5 septembre 2002.

Chapitre 17

Communications concernant la situation entre la République islamique d'Iran et l'Iraq

Lettre datée du 30 septembre 2002 (S/2002/1098), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq.

Lettre datée du 2 décembre (S/2002/1324), adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran.

Lettre datée du 12 décembre (S/2002/1361), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq.

Lettre datée du 12 janvier 2003 (S/2003/44), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Iraq.

Chapitre 18

Communications concernant la situation dans la région des Grands Lacs

Lettre datée du 9 octobre 2002 (S/2002/1174), adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, l'informant de son intention de proroger le mandat de M. Ibrahim Fall, son Représentant spécial pour la région des Grands Lacs, jusqu'au 31 décembre 2003.

Lettre datée du 18 octobre (S/2002/1175), adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité, lui faisant savoir que sa lettre du 9 octobre 2002 (S/2002/1174) avait été portée à

l'attention des membres du Conseil et que ces derniers avaient pris note de son intention.

Chapitre 19

Déclaration de la Ligue des États arabes à l'occasion de la Journée des Nations Unies

Lettre datée du 23 octobre 2002 (S/2002/1188), adressée au Président du Conseil de sécurité par l'Observateur de la Ligue des États arabes, faisant tenir une déclaration faite par la Ligue à l'occasion de la Journée des Nations Unies, le 24 octobre 2002.

Chapitre 20

Rôle du Conseil de sécurité dans la prévention des conflits armés

Rapport du Secrétaire général daté du 5 novembre 2002 (S/2002/1269) sur la prévention des conflits armés : vues des organes, organisations et organismes du système des Nations Unies, soumis en application du paragraphe 3 de la résolution 55/281 de l'Assemblée générale.

Chapitre 21

Communications concernant l'Organisation de coopération d'Asie centrale

Lettre datée du 12 novembre 2002 (S/2002/1246), adressée au Secrétaire général par les représentants du Kazakhstan, du Kirghizistan, de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan, faisant tenir le texte du communiqué conjoint et de la Déclaration de Douchanbé signés par les Présidents du Kazakhstan, du Kirghizistan, de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan durant la réunion au sommet des États membres de l'Organisation de coopération d'Asie centrale, qui s'est tenue à Douchanbé les 5 et 6 octobre 2002.

Lettre datée du 9 juillet 2003 (S/2003/703), adressée au Secrétaire général par le représentant du Kazakhstan, faisant tenir le texte de la déclaration commune que les chefs d'État du Kazakhstan, du

Kirghizistan, de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan, membres de l'Organisation de coopération d'Asie centrale, ont signée à Almaty le 5 juillet 2003.

Chapitre 22

Communications concernant les relations entre Cuba et les États-Unis d'Amérique

Lettre datée du 20 novembre 2002 (S/2002/1302), adressée au Secrétaire général par le représentant de Cuba, et pièce jointe.

Lettre datée du 21 novembre (S/2002/1279), adressée au Secrétaire général par le représentant de Cuba, faisant tenir la transcription de la conférence de presse donnée par le Ministre des relations extérieures de Cuba le 1er novembre 2002.

Lettre datée du 22 avril 2003 (S/2003/509), adressée au Secrétaire général par le représentant de Cuba, et pièce jointe.

Lettre datée du 13 mai (S/2003/544), adressée au Secrétaire général par le représentant de Cuba, transmettant le texte d'une déclaration rendue publique le 2 mai 2003 par le Ministère cubain des relations extérieures.

Lettre datée du 5 juin (S/2003/629), adressée au Secrétaire général par le représentant de Cuba, faisant tenir le texte de la déclaration faite le 25 avril 2003 par le Président de Cuba.

Chapitre 23

Communication concernant l'Initiative de l'Europe centrale

Lettre datée du 25 novembre 2002 (S/2002/1301), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'ex-République yougoslave de Macédoine, faisant tenir le document final de la réunion des chefs de gouvernement des États membres de l'Initiative de l'Europe centrale, qui a été adopté à Skopje le 15 novembre 2002.

Chapitre 24

Communication concernant les relations entre l'Ouganda et le Rwanda

Lettre datée du 2 décembre 2002 (S/2002/1325), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda, faisant tenir le texte d'un communiqué commun publié par les Gouvernements de l'Ouganda et du Rwanda.

Chapitre 25

Communications de la Fédération de Russie

Lettre datée du 4 décembre 2002 (S/2002/1335), adressée au Secrétaire général par le représentant de la Fédération de Russie, faisant tenir le texte du communiqué commun qui a été adopté à l'issue de la réunion du Conseil des ministres des affaires étrangères des pays membres de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, à Moscou le 23 novembre 2002.

Lettre datée du 3 juin 2003 (S/2003/608), adressée au Secrétaire général par le représentant de la Fédération de Russie, faisant tenir le texte de l'Appel de Saint-Petersbourg, lancé par les chefs d'État et de gouvernement qui ont participé aux manifestations internationales organisées à l'occasion du tricentenaire de Saint-Petersbourg, le 1er juin 2003.

Lettre datée du 10 juin (S/2003/642), adressée au Secrétaire général par le représentant de la Fédération de Russie, faisant tenir le texte de la déclaration des chefs d'État des pays membres de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, signée à Moscou le 29 mai 2003.

Chapitre 26

La situation dans l'ex-République yougoslave de Macédoine

Lettre datée du 9 décembre 2002 (S/2002/1345), adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, faisant tenir une lettre en date du 29 novembre 2002, adressée au Secrétaire général par le Secrétaire général de l'Organisation du Traité de

l'Atlantique Nord, concernant la fin – le 15 décembre 2002 – de l'opération « Renard roux » menée dans l'ex-République yougoslave de Macédoine et la nécessité de mettre sur pied une mission de suivi.

Chapitre 27

Communication de la République islamique d'Iran

Lettre datée du 12 décembre 2002 (S/2002/1364), adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran, communiquant une note verbale datée du 1er décembre 2002, adressée à l'ambassade de l'État islamique de transition d'Afghanistan à Téhéran par le Ministère des affaires étrangères de la République islamique d'Iran.

Chapitre 28

Communication de la Colombie

Lettre datée du 19 décembre 2002 (S/2002/1388), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de Colombie, et pièce jointe.

Chapitre 29

Communication concernant les relations entre l'Ouganda et le Soudan

Lettre datée du 15 janvier 2003 (S/2003/71), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda, faisant tenir le texte d'un communiqué commun publié par le Ministre de la défense de l'Ouganda et le Ministre de la défense du Soudan.

Chapitre 30

Communication concernant les relations entre la Fédération de Russie et l'Ukraine

Lettre datée du 30 janvier 2003 (S/2003/156), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Ukraine, faisant tenir la déclaration que le Ministère

des affaires étrangères de l'Ukraine a publiée le 29 janvier 2003.

Chapitre 31

Situation dans l'ex-Yougoslavie

Lettre datée du 4 février 2003 (S/2003/170), adressée au Secrétaire général par le représentant de la Serbie-et-Monténégro*.

Chapitre 32

Communications concernant la Corée

Lettres identiques datées du 20 février 2003 (S/2003/224), adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne, et pièce jointe.

Lettre datée du 4 mars (S/2003/332), adressée au Secrétaire général par le représentant de la Malaisie, transmettant, en sa qualité de Président du Bureau de coordination du Mouvement des non-alignés, les documents finals de la treizième Conférence des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Kuala Lumpur du 20 au 25 février 2003.

Lettre datée du 1er juillet (S/2003/681), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République populaire démocratique de Corée, transmettant une déclaration du chef de la Mission à Panmunjom de l'Armée populaire coréenne datée du 1er juillet 2003.

Lettre datée du 28 juillet (S/2003/768), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République populaire démocratique de Corée, transmettant un mémorandum daté du 23 juillet 2003.

Chapitre 33

Communication de la Malaisie

Lettre datée du 4 mars 2003 (S/2003/332), adressée au Secrétaire général par le représentant de la Malaisie, transmettant, en sa qualité de Président du Bureau de coordination du Mouvement des non-alignés, les documents finals de la treizième

Conférence des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Kuala Lumpur du 20 au 25 février 2003.

Chapitre 34

Situation au Tadjikistan et le long de la frontière tadjiko-afghane

Lettre datée du 8 mai 2003 (S/2003/542), adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, informant le Conseil de son intention de maintenir le Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix au Tadjikistan en activité pendant une nouvelle période d'un an, jusqu'au 1er juin 2004.

Lettre datée du 13 mai (S/2003/543), adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité, lui faisant savoir que sa lettre du 8 mai 2003 (S/2003/542) avait été portée à l'attention des membres du Conseil et que ces derniers avaient pris note de son intention et de l'information qui figurait dans la lettre.

Chapitre 35

Communication concernant les relations entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire

Lettre datée du 21 mai 2003 (S/2003/564), adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire, faisant tenir le texte du communiqué final qui a sanctionné la visite du Ministre d'État et Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale du Burkina Faso, effectuée à Abidjan, les 8 et 9 mai 2003.

Chapitre 36

Communications concernant les Îles Salomon

Lettre datée du 21 juillet 2003 (S/2003/753), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant des Fidji, faisant tenir le texte d'une déclaration publiée à New York le 30 juin 2003 par les ministres des affaires étrangères des pays membres du Groupe du Forum des îles du Pacifique.

* Depuis le 4 février 2003, la République fédérale de Yougoslavie s'appelle la Serbie-et-Monténégro.

Lettre datée du 31 juillet (S/2003/799), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant des Îles Salomon, faisant tenir des documents concernant la mission d'assistance régionale conduite par l'Australie aux Îles Salomon.

Sixième partie

Travaux des organes subsidiaires du Conseil de sécurité

Les organes subsidiaires du Conseil de sécurité qui se sont réunis au cours de la période considérée sont les suivants :

Chapitre premier

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït

Le Comité créé par la résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït a été chargé par le Conseil de sécurité de veiller à la mise en oeuvre effective des dispositions des résolutions relatives aux sanctions contre l'Iraq, en particulier les résolutions 661 (1990), 665 (1990), 666 (1990), 669 (1990), 670 (1990), 687 (1991), 692 (1991), 700 (1991), 706 (1991), 707 (1991), 712 (1991), 715 (1991), 773 (1992), 778 (1992), 806 (1993), 833 (1993), 899 (1994), 986 (1995), 1111 (1997), 1143 (1997), 1153 (1998), 1158 (1998), 1175 (1998), 1210 (1998), 1242 (1999), 1266 (1999), 1281 (1999), 1284 (1999), 1293 (2000), 1302 (2000), 1330 (2000), 1352 (2001), 1360 (2001), 1382 (2001), 1409 (2002), 1441 (2002), 1443 (2002), 1447 (2002), 1454 (2002), 1472 (2003), 1476 (2003) et 1483 (2003). Par sa résolution 1483 (2003) du 22 mai 2003, le Conseil a levé le régime de sanctions globales qui avait été imposé à l'Iraq, ne laissant en place que l'embargo sur les armes.

La présidence du bureau du Comité a été assurée en 2002 par Ole Peter Kolby (Norvège), les deux vice-présidences étant assurées par la Bulgarie et par Maurice. En 2003, elle a été assurée par Gunter Pleuger (Allemagne) et les deux vice-présidences par la Bulgarie et le Pakistan.

Au cours de la période à l'examen, le Comité a tenu neuf séances officielles et de nombreuses consultations officieuses au niveau des experts pour examiner diverses questions relatives au régime des sanctions, en particulier l'application des mesures prévues par la résolution 986 (1995) dans le cadre des arrangements « pétrole contre nourriture ». Il n'a pas réexaminé les sanctions depuis l'adoption de la résolution 1194 (1998).

Au cours de la période considérée, le Comité a collaboré étroitement avec le Bureau chargé du Programme Iraq afin d'assurer la mise en oeuvre effective de tous les arrangements prévus au titre du programme « pétrole contre nourriture » établi par la résolution 986 (1995). Le programme « pétrole contre nourriture » a été constamment renouvelé, dernièrement encore par les résolutions 1443 (2002), 1447 (2002) et 1483 (2003). Par la résolution 1472 (2003) du 28 mars 2003, le Conseil de sécurité a modifié le programme « pétrole contre nourriture » pour une période intérimaire de 45 jours afin de continuer à fournir des biens humanitaires au peuple iraquien. Le Comité a été chargé de suivre de près l'application de certaines des principales dispositions de la résolution. Ces mesures ont été prolongées par la résolution 1476 (2003) jusqu'au 3 juin 2003 et à nouveau par la résolution 1483 (2003) jusqu'au 21 novembre 2003, date à laquelle le programme « pétrole contre nourriture » doit prendre fin et le Comité être dissous.

Le 11 juin 2003, le Comité a adopté ses directives pour l'application des paragraphes 19 et 23 de la résolution 1483 (2003) concernant le recensement des personnes et entités dont les avoirs devaient être gelés et transférés au Fonds de développement pour l'Iraq. Le 27 juin, il a adopté une première liste de ces personnes conformément aux paragraphes 19 et 23 de la résolution 1483 (2003). On peut consulter cette liste sur le Web à <http://www.un.org/Docs/sc/committees/IraqKuwait/1483_lst.htm>.

Au cours de la période considérée, le Comité a présenté au Conseil de sécurité deux rapports (S/2002/1261 et S/2003/331) sur ses activités relatives à l'application des phases XI et XII du programme « pétrole contre nourriture ».

Au cours de la période considérée, aux termes de l'alinéa f) du paragraphe 6 des directives visant à faciliter l'application intégrale, à l'échelon international, des paragraphes 24, 25 et 27 de la résolution 687 (1991), le Comité a présenté au Conseil de sécurité à intervalles de 90 jours trois rapports

(S/2002/1167, S/2003/61 et S/2003/507) sur l'application de l'embargo sur les armes et sanctions connexes imposés contre l'Iraq, figurant dans les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Le rapport annuel du Comité sur ses principales activités au cours de la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2002 (S/2003/300) a été adopté le 5 mars 2003.

Chapitre 2

Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies

La Commission d'indemnisation des Nations Unies a pour mandat de traiter les réclamations et de verser les indemnisations au titre des pertes et dommages résultant directement de l'invasion et de l'occupation illégale du Koweït par l'Iraq. Au cours de la période à l'examen, le Conseil d'administration de la Commission a tenu quatre sessions ordinaires (quarante-cinquième à quarante-huitième) et une session extraordinaire (onzième), au cours desquelles il a examiné diverses questions liées aux activités de la Commission.

Les décisions prises par le Conseil d'administration concernant les différentes catégories de réclamations sont les suivantes :

Traitement des réclamations

Catégorie D

Le Conseil d'administration a approuvé les rapports et recommandations des groupes des commissaires pour les catégories D1 et D2 concernant la deuxième partie de la douzième tranche, les première et deuxième parties de la quatorzième tranche, les première et deuxième parties de la quinzième tranche, et la première partie de la seizième tranche de la catégorie D (pertes individuelles d'un montant supérieur à 100 000 dollars des États-Unis).

<i>Nombre de réclamations réglées</i>	<i>Montant des indemnités recommandées (dollars É.-U.)</i>
1 865	753 411 176,33

Catégorie E

En ce qui concerne les réclamations entrant dans la catégorie E (réclamations présentées par des sociétés ou d'autres personnes morales privées, ou par des entreprises du secteur public), le Conseil d'administration a approuvé le rapport et les recommandations du groupe des commissaires pour la catégorie E1 concernant la huitième tranche de la catégorie E1 (réclamations présentées par le secteur pétrolier).

<i>Nombre de réclamations réglées</i>	<i>Montant des indemnités recommandées (dollars É.-U.)</i>
12	36 378 070

Le Conseil d'administration a approuvé les rapports et recommandations du groupe des commissaires concernant les onzième, douzième et treizième tranches de la catégorie E2 (réclamations présentées par des sociétés ou d'autres entités commerciales non koweïtiennes, à l'exclusion de celles présentées par le secteur pétrolier et le secteur du bâtiment et des travaux publics et de celles portant sur les assurances et les garanties à l'exportation).

<i>Nombre de réclamations réglées</i>	<i>Montant des indemnités recommandées (dollars É.-U.)</i>
608	78 021 030

Le Conseil d'administration a approuvé les rapports et recommandations du groupe des commissaires pour la catégorie E3 concernant les vingt-deuxième, vingt-quatrième, vingt-cinquième, vingt-sixième et vingt-septième tranches de la catégorie E3 (réclamations présentées par des sociétés du secteur du bâtiment et des travaux publics non koweïtiennes).

<i>Nombre de réclamations réglées</i>	<i>Montant des indemnités recommandées (dollars É.-U.)</i>
65	19 751 193

Le Conseil d'administration a approuvé les rapports et recommandations du groupe des

commissaires pour la catégorie E4 concernant les dix-huitième, vingt et unième, vingt-deuxième, vingt-troisième, vingt-quatrième (A) et vingt-cinquième tranches de la catégorie E4 (réclamations présentées par des sociétés koweïtiennes privées, à l'exclusion de celles du secteur pétrolier) et le rapport spécial sur les réclamations qui se chevauchaient.

<i>Nombre de réclamations réglées</i>	<i>Montant des indemnités recommandées (dollars É.-U.)</i>
621	565 587 789

Catégorie F

En ce qui concerne les réclamations relevant de la catégorie F (réclamations présentées par des gouvernements ou des organisations internationales), le Conseil d'administration a approuvé les rapport et recommandations du groupe des commissaires pour la catégorie F3 concernant la troisième partie de la troisième tranche de la catégorie F3 (réclamations présentées par le Gouvernement koweïtien, à l'exclusion de celles relatives à l'environnement).

<i>Nombre de réclamations réglées</i>	<i>Montant des indemnités recommandées (dollars É.-U.)</i>
2	1 507 604 000

Le Conseil d'administration a approuvé le rapport et les recommandations du groupe des commissaires de la catégorie F4 concernant la deuxième tranche de la catégorie F4 (réclamations relatives à l'environnement).

<i>Nombre de réclamations réglées</i>	<i>Montant des indemnités recommandées (dollars É.-U.)</i>
31	711 087 737

Catégorie E/F

Le Conseil d'administration a approuvé les rapports et recommandations E et E concernant les troisième et quatrième tranches de la catégorie E/F (réclamations relatives aux garanties de crédit à l'exportation soumises au titre de la catégorie F et

réclamations en matière d'assurance soumises au titre de la catégorie E).

<i>Nombre de réclamations réglées</i>	<i>Montant des indemnités recommandées (dollars É.-U.)</i>
55	4 851 326

En résumé, la Commission a réglé 3 259 réclamations et accordé des indemnisations d'un montant total de 3 676 692 321 dollars pendant la période considérée.

Versement des indemnités

Les fonds utilisés proviennent de prélèvements sur le Fonds d'indemnisation, lequel reçoit un pourcentage du produit des ventes à l'exportation du pétrole et des produits pétroliers irakiens. Initialement fixé à 30 % à partir de la résolution 705 (1991) du Conseil de sécurité, ce pourcentage a été confirmé par la résolution 986 (1995) et des résolutions ultérieures qui ont créé et prolongé le mécanisme « pétrole contre nourriture ». Il a été ramené à 25 % à partir de décembre 2000 par la résolution 1330 (2000) du Conseil de sécurité. Au paragraphe 21 de la résolution 1483 (2003), le Conseil a fixé à 5 % le pourcentage du produit de toutes les exportations de pétrole, produits pétroliers et gaz naturel à verser au Fonds d'indemnisation.

Au cours de la période considérée et conformément aux décisions 100 (S/AC.26/Dec.100 (2000)/Rev.1) et 197 [S/AC.26/Dec.197(2003)], la Commission a mis un montant total de 2 223 420 632 dollars à la disposition des gouvernements et organisations internationales chargés d'indemniser les 2 703 requérants dont les réclamations au titre des catégories D, E et F avaient abouti.

Au cours de la première phase du versement des indemnités, chacun des bénéficiaires des indemnités approuvées au titre des catégories A (départ d'Iraq ou du Koweït) et C (pertes individuelles d'un montant inférieur à 100 000 dollars) a reçu un versement initial de 2 500 dollars et tous les bénéficiaires d'indemnisations au titre de la catégorie B (décès ou blessure grave) ont reçu un versement équivalent au montant intégral de l'indemnisation approuvée. À

l'issue des première et deuxième phases du versement des indemnisations, en juillet 1999 et septembre 2000, respectivement, la Commission a mis à la disposition des gouvernements et des organisations internationales chargés d'indemniser les bénéficiaires le montant intégral des indemnités approuvées au titre des catégories A, B et C.

Au cours de la troisième phase du versement, les requérants dont les réclamations au titre des catégories D, E et F ont abouti ont reçu un montant initial de 5 millions de dollars (ou le solde impayé) puis des versements ultérieurs de 10 millions de dollars (ou le solde impayé), dans l'ordre selon lesquels les indemnisations avaient été approuvées. Priorité a été donnée aux indemnisations récemment approuvées, au titre desquelles on a effectué des versements initiaux avant de procéder à de nouveaux versements au titre des indemnisations précédemment approuvées. À l'issue de sa quarante-huitième session, le 26 juin 2003, et après avoir pris note de la diminution des montants versés au Fonds d'indemnisation, le Conseil d'administration a adopté la décision 197, portant création d'un mécanisme de règlement provisoire. Dans le cadre de ce mécanisme, un montant de 200 millions de dollars sera réservé aux versements tous les trois mois. Les requérants de toutes catégories dont la réclamation a abouti recevront un montant initial de 100 000 dollars ou le règlement du principal de l'indemnité à payer si son montant est inférieur à cette somme. Des séries de versements ultérieurs de 100 000 dollars seront effectués en faveur des requérants dont la réclamation a abouti dans toutes les catégories et dans l'ordre dans lequel elles ont été approuvées, jusqu'à ce que les fonds disponibles en vue de la distribution soient épuisés.

Au 31 juillet 2003, la Commission avait fixé à 46 254 389 388 dollars le montant total de l'indemnisation à verser à 1 508 179 requérants – particuliers, sociétés et gouvernements. Sur cette somme, 17 786 175 985 dollars ont été réservés aux versements à effectuer en faveur des requérants dont la réclamation avait abouti.

Chapitre 3

Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies créée en application du paragraphe 1 de la résolution 1284 (1999)

La période considérée a été caractérisée par une activité intense de la part de la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies (COCOVINU).

Au cours de cette période, la question de l'Iraq a constitué l'un des thèmes principaux du débat général de la cinquante-septième session de l'Assemblée générale. L'ouverture de la session a coïncidé avec l'annonce par le Ministre iraquien des affaires étrangères, dans une lettre datée du 16 septembre adressée au Secrétaire général (S/2002/1034, annexe), que le Gouvernement iraquien avait décidé d'autoriser les inspecteurs des armements des Nations Unies à revenir sans conditions et que la partie iraquienne était prête à examiner les arrangements pratiques nécessaires à la reprise des inspections.

Cette annonce a été suivie par des rencontres entre le Président exécutif de la COCOVINU et le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et les autorités irakiennes, qui ont eu lieu à Vienne les 30 septembre et 1er octobre, pour mettre au point les arrangements pratiques nécessaires à la reprise des inspections. À la même réunion, le chef de la délégation iraquienne a remis les déclarations semi-annuelles restées en souffrance de 1998 à 2002 et dues au titre des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Le 8 novembre 2002, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité la résolution 1441 (2002). Cette résolution renforçait le régime des inspections en modifiant les pouvoirs des inspecteurs des armements des Nations Unies et en leur en conférant de nouveaux. En adoptant cette résolution, le Conseil a également approuvé le libellé d'une lettre datée du 8 octobre adressée à la partie iraquienne par le Président exécutif et le Directeur général, dans laquelle étaient énumérées les conclusions qu'ils avaient tirées des négociations bilatérales tenues à Vienne sur les arrangements pratiques nécessaires à la reprise des activités d'inspection en Iraq.

Comme il y était tenu aux termes de la résolution 1441 (2002), le Gouvernement iraquien a informé le Secrétaire général dans une lettre datée du 13 novembre (S/2002/1242, annexe) que l'Iraq acceptait la résolution et était prêt à accueillir les inspecteurs des Nations Unies. Le Président exécutif et le Directeur général de l'AIEA se sont rendus à Bagdad le 18 novembre, en même temps qu'une première équipe d'environ 30 personnes, composée de membres du personnel des deux organisations, afin d'examiner les modalités pratiques des inspections, en particulier dans le cadre de la résolution 1441 (2002). Les inspections ont repris officiellement le 27 novembre 2002.

Aux termes du paragraphe 3 de la résolution 1441 (2002), l'Iraq était tenu de présenter une déclaration à jour, exacte et complète sur tous les aspects de ses programmes de développement d'armes chimiques, biologiques et nucléaires, de missiles balistiques et d'autres vecteurs. En conséquence, l'Iraq a présenté le 7 décembre à la COCOVINU et à l'AIEA ainsi que, par l'intermédiaire de son président, au Conseil de sécurité, une déclaration qui contenait de nouveaux renseignements concernant des activités non liées aux armements pendant la période allant de la fin de 1998 à mi-2002 et la mise au point de missiles autorisés. En réponse à une demande formulée par le Président exécutif de la COCOVINU au cours de sa visite à Bagdad le 18 novembre, la partie iraquienne a également fourni des précisions sur les déclarations semi-annuelles qui étaient restées en souffrance de 1998 à 2002, en actualisant ces déclarations.

Les 19 décembre 2002 et 9 janvier 2003, le Président exécutif a tenu une réunion d'information officielle à l'attention des membres du Conseil de sécurité pour leur communiquer une première évaluation des déclarations irakiennes ainsi que les informer de l'état d'avancement des inspections en Iraq et autres activités de la COCOVINU.

Le Président exécutif et le Directeur général de l'AIEA se sont rendus à Bagdad les 19 et 20 janvier 2003 pour s'entretenir du déroulement des inspections avec des représentants du Gouvernement iraquien. En application du paragraphe 5 de la résolution 1441 (2002), le Président exécutif a informé le Conseil, le 27 janvier, de la reprise des activités d'inspection et du niveau de coopération de la partie iraquienne.

Le Président exécutif et le Directeur général de l'AIEA se sont rendus à nouveau à Bagdad les 8 et 9

février 2003. Le 14 février, au cours d'une séance publique du Conseil, le Président exécutif a présenté un complément d'informations sur les activités de la COCOVINU.

Le 6 mars, en réponse à des demandes formulées par plusieurs membres du Conseil de sécurité, la COCOVINU a autorisé la diffusion auprès des délégations d'un document de travail interne portant sur des groupes de questions liées aux armements demeurées en suspens, auquel elle travaillait depuis quelques années dans le cadre du processus visant à déterminer les tâches clefs en matière de désarmement qui restaient à accomplir par l'Iraq, en application du paragraphe 7 de la résolution 1284 (1999). Elle a également mis ce document à disposition sur son site Web.

Aux termes du paragraphe 7 de la résolution 1284 (1999), la COCOVINU devait établir, pour approbation par le Conseil, un programme de travail prévoyant la mise en application du régime renforcé de contrôle et de vérification continus et présenter la liste des tâches clefs en matière de désarmement restant à accomplir par l'Iraq. Un projet de programme de travail a été communiqué au Conseil de sécurité le 17 mars 2003. Un exemplaire en a également été adressé à l'Iraq.

Entre la date de la première inspection en Iraq, le 27 novembre 2002, et le retrait de tout le personnel des Nations Unies le 18 mars 2003, la COCOVINU a effectué 731 inspections sur 411 sites dont 88 n'avaient jamais été inspectés auparavant. Ces sites avaient été, soit déclarés par l'Iraq au cours d'inspections ou dans ses déclarations semi-annuelles, soit sélectionnés par la COCOVINU sur la base d'informations extérieures.

Des inspections aériennes ont également été effectuées avec des hélicoptères de la COCOVINU. Les opérations aériennes de la COCOVINU en Iraq ont été menées, sous contrat, par un avion et huit hélicoptères. La Commission a continué de recevoir des photos aériennes de sources satellitaires du commerce et des notes d'information fondées sur des images à la disposition de gouvernements. Vers la fin, la Commission a également utilisé un avion de surveillance à haute altitude U2, exploité en son nom par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et un avion Mirage IV de surveillance à moyenne altitude, exploité en son nom par le Gouvernement français. Les deux appareils permirent de réunir des renseignements très utiles en réponse à des demandes de la

Commission. En outre, les Gouvernements allemand et russe avaient accepté de mettre à la disposition de la COCOVINU, respectivement un avion Antonov et des drones. Au moment où les inspecteurs ont quitté l'Iraq, des pourparlers séparés étaient engagés entre ces deux gouvernements et la COCOVINU en vue d'un accord concernant ces appareils.

Les images recueillies à partir de toutes ces sources ont contribué très utilement au processus d'inspection; elles ont permis en particulier d'établir des cartes, des diagrammes linéaires et des itinéraires. Elles constituaient également un bon moyen de vérifier les renseignements fournis par les gouvernements.

Pendant la période considérée, on a continué à enrichir et mettre à jour les archives et les bases de données à l'appui des activités d'inspection et d'analyse. On s'est notamment employé à numériser et traiter les rapports et autres matériels d'information recueillis au cours des inspections ainsi que les données fournies par le Gouvernement iraquien. Pour faciliter les inspections en Iraq, un réseau longue distance a été créé entre New York et Bagdad : il a permis de transférer toutes sortes de données de manière sûre, d'appuyer les inspections et d'en communiquer le résultat. Vers la fin de la période, on a également entrepris de revoir l'utilité pratique des données recueillies sur le terrain ainsi que l'établissement des rapports et la recherche d'information, à la lumière de l'expérience acquise au cours des récentes inspections.

Les experts de la COCOVINU se sont également longuement penchés sur les contrats conclus dans le cadre du programme « pétrole contre nourriture » pour y inclure des articles figurant sur la liste d'articles sujets à examen approuvée par la résolution 1409 (2002) du Conseil de sécurité et modifiée dans la résolution 1454 (2002). Cette activité a pris fin avec l'adoption de la résolution 1483 (2003).

Pendant la phase d'inspection, le Bureau des sources extérieures d'information a reçu d'un certain nombre d'États Membres des renseignements sur certains sites spécifiques où l'on pensait que se trouvaient des armes de destruction massive. Sur la base de ces renseignements, des inspections ont été planifiées et effectuées sur nombre de ces sites. La COCOVINU n'a pas trouvé d'armes de destruction massive mais elle a trouvé sur certains de ces sites des

articles intéressants ainsi que des armes de type classique.

En outre, inspecteurs et analystes ont reçu des milieux de l'information ouverte du monde entier des renseignements ciblés sur les diverses disciplines relatives aux armes de destruction massive en Iraq. Les contrats passés en la matière avec deux instituts de recherche, l'un américain, l'autre français, sont venus à expiration et, une fois finalisés, les produits ont été entrés dans la base de données de la COCOVINU.

Au cours de la période considérée, la COCOVINU a continué d'organiser des stages de formation générale d'un mois à l'intention d'inspecteurs potentiels ainsi que des stages à court terme plus spécialisés portant sur telle ou telle discipline. Les sixième et septième stages de la première catégorie ont eu lieu à Vienne du 7 octobre au 8 novembre 2002, et du 20 janvier au 7 février 2003. Cinq stages de perfectionnement ont été organisés à l'intention des personnes figurant sur la liste des experts déjà formés. Ces stages ont porté sur les armes biologiques, les missiles, les armes chimiques et le matériel de laboratoire chimique. Au total, 161 experts venant de 47 pays ont participé aux sept stages. Depuis le début des activités de formation en juillet 2000, la COCOVINU a ainsi formé 380 personnes venues de 55 pays, dont 49 fonctionnaires du Siège.

Le 18 mars 2003, après que les États-Unis eurent averti l'ONU de retirer son personnel d'Iraq et que le Secrétaire général eut décidé de retirer le personnel de l'ONU et de suspendre toutes les opérations de l'Organisation en Iraq, tout le personnel de la COCOVINU ainsi que le reste du personnel des Nations Unies a été évacué par avion vers Larnaca (Chypre). Au préalable, toutes les mesures nécessaires avaient été prises, conformément aux plans d'évacuation d'urgence, pour assurer la protection de tous les biens, équipements et matériels ainsi que la sécurité de tous les documents confidentiels.

Le personnel de la COCOVINU est resté quelques jours à Larnaca pour parachever les rapports d'inspection et les documents de travail et mettre la dernière main aux inventaires. On a entamé les tâches administratives et logistiques associées au rapatriement du personnel et, dès la fin de mars 2003, la plus grande partie du personnel avait été rapatriée. Le bureau de Chypre a procédé à des réductions d'effectifs et fermé les comptes financiers pour Bagdad. Depuis, tous les

inspecteurs et membres du personnel d'appui de la COCOVINU en Iraq ont été rapatriés.

Le 19 mars 2003, le Président exécutif a présenté oralement au Conseil de sécurité un exposé sur le projet de programme de travail. Étant donné que des activités armées avaient commencé en Iraq le 19 mars et que les inspections de la COCOVINU avaient été suspendues, le Conseil n'a pris aucune décision au sujet du projet de programme de travail.

Suite à la suspension des activités de la COCOVINU en Iraq et à la demande du Président du Conseil de sécurité, le Président exécutif a présenté un exposé au Conseil le 22 avril 2003 sur la capacité de la Commission de reprendre le travail en Iraq si le Conseil en décidait ainsi.

L'infrastructure, l'appareil logistique et le matériel de la COCOVINU demeurent sur place pour des recherches, des activités de vérification, des entretiens et des missions de suivi et il reste un grand nombre d'inspecteurs formés à l'inspection des sites et aux opérations de recherche, qui sont capables de reconnaître les matériels et processus à double usage.

La COCOVINU a également eu des contacts avec nombre de gouvernements dans le domaine du contrôle des exportations, en particulier s'agissant de trouver des solutions concrètes à des questions telles que la définition du matériel à double usage et la recherche d'un équilibre approprié entre les objectifs de la non-prolifération et le commerce légitime. L'expérience acquise en la matière par la COCOVINU sera précieuse si l'on décide de conserver un mécanisme de notification pour les exportations et les importations ou un mécanisme de suivi pour certaines exportations à destination de l'Iraq.

Dans sa résolution 1483 (2003), le Conseil de sécurité a réaffirmé qu'il importait de désarmer l'Iraq de ces armes de destruction massive et, à terme, de confirmer le désarmement de l'Iraq. Au paragraphe 11, il a réaffirmé que l'Iraq devait honorer ses obligations en matière de désarmement, encouragé le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et les États-Unis d'Amérique à tenir le Conseil informé de leurs activités dans ce domaine, et souligné qu'il avait l'intention de réexaminer les mandats de la COCOVINU et de l'AIEA tels qu'énoncés dans diverses résolutions antérieures.

Au cours de la période considérée, le Président exécutif a présenté au Conseil de sécurité quatre rapports sur les activités de la COCOVINU (S/2002/981, S/2002/1303, S/2003/232 et S/2003/580). On trouvera un compte rendu détaillé de questions opérationnelles et logistiques d'ordre général, des méthodes d'inspection et d'échantillonnage, des conclusions des travaux d'inspection et d'analyse ainsi que des activités de destruction dans le treizième rapport trimestriel de la Commission (voir S/2003/580). Le Président exécutif a présenté oralement au Conseil de sécurité des exposés sur ces rapports, dans le cadre de consultations officielles.

Au plus fort des activités d'inspection, en février et mars 2003, les effectifs de la COCOVINU en Iraq se chiffraient au total à 202 personnes, venues de 60 pays, dont 84 inspecteurs, 57 membres du personnel naviguant des avions et des hélicoptères, du personnel logistique et administratif, une équipe de traducteurs et d'interprètes de l'ONU, une unité de gardes de l'ONU, du personnel médical et des spécialistes des communications ainsi que des ouvriers du bâtiment. Sur le nombre, 28 étaient en poste au bureau régional de Mossoul et le reste opérait à partir du Centre de Bagdad pour le contrôle, la vérification et l'inspection continus. Au cours d'activités d'inspection, un inspecteur, Jian Xing Yu (Chine) a succombé à des blessures encourues dans un accident de voiture.

À la fin de juin 2003, le personnel permanent de la COCOVINU au Siège dans la catégorie des administrateurs se composaient de 75 personnes de 31 nationalités différentes, dont 14 femmes.

Au cours d'une visite à Washington en octobre 2002, le Président exécutif a rencontré le Président et le Vice-Président des États-Unis d'Amérique. Il a également rencontré en janvier 2003, à Londres, le Premier Ministre du Royaume-Uni, et à Paris, le Président de la France. Au cours de visites qu'il a effectuées dans d'autres États Membres et à New York, il s'est entretenu avec des premiers ministres, des ministres des affaires étrangères ainsi que d'autres responsables de haut niveau et des représentants d'organisations régionales. Il a également tenu des points d'information à l'intention de parlementaires et de responsables gouvernementaux de passage.

Selon son habitude, le Président exécutif a également rendu compte des activités de la COCOVINU tous les mois aux présidents successifs du

Conseil de sécurité et en a tenu informé le Secrétaire général.

Au cours de la période considérée, le Collège des commissaires de la COCOVINU a tenu quatre séances plénières ordinaires au Siège de l'ONU, les 29 et 30 août et le 26 novembre 2002 ainsi que les 24 et 25 février et le 28 mai 2003. Le Collège a également tenu des sessions extraordinaires à New York le 18 octobre 2002 et les 23 janvier et 12 février 2003. Ont assisté à ces sessions des observateurs de l'AIEA et de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques. Le Président exécutif a informé les commissaires des activités menées par la COCOVINU depuis les sessions précédentes du Collège ainsi que des entretiens qu'il avait eus lors de ses visites à Bagdad et de l'évolution des débats du Conseil de sécurité sur l'Iraq.

Au cours de la période considérée, Paul Schulte (Royaume-Uni), Marjatta Rautio (Finlande) et John Wolf (États-Unis d'Amérique) ont démissionné du Collège des commissaires. Le Secrétaire général a proposé de nommer Bryan Wells (Royaume-Uni) et Olga Pellicer (Mexique) membres du Collège et le Conseil a approuvé ces nominations. Aucun successeur n'a encore été nommé pour remplacer M. Wolf.

Hans Blix a terminé son mandat de Président exécutif de la COCOVINU le 30 juin 2003. Aussi bien les membres du Conseil de sécurité que le Secrétaire général ont rendu hommage au dévouement et à la conscience professionnelle dont il avait fait preuve pendant son mandat. Le Secrétaire général a nommé le Président exécutif adjoint, Demetrius Perricos, Président exécutif par intérim à compter du 1er juillet 2003.

Chapitre 4

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 748 (1992) concernant la Jamahiriya arabe libyenne

En 2002, le bureau du Comité créé par la résolution 748 (1992) concernant la Jamahiriya arabe libyenne était constitué comme suit : François Lonsény Fall (Guinée) en qualité de président, et les représentants de la Bulgarie et de l'Irlande à la vice-présidence. En 2003, la présidence a été assurée par

Mamady Traoré (Guinée) et la vice-présidence par les représentants de la Bulgarie et de l'Allemagne.

Le 8 avril 1999, dans une déclaration faite par son président (S/PRST/1999/10), le Conseil de sécurité a noté qu'au 5 avril 1999, toutes les conditions nécessaires à la suspension des nombreuses restrictions en matière d'activité aérienne et d'armements et sanctions diplomatiques imposées à la Jamahiriya arabe libyenne avaient été remplies. Le 9 juillet 1999, dans une déclaration de son président (S/PRST/1999/22), le Conseil a accueilli avec satisfaction l'évolution positive de la situation signalée dans le rapport soumis par le Secrétaire général le 30 juin 1999, ainsi que l'engagement pris par la Jamahiriya arabe libyenne de poursuivre l'application des résolutions 748 (1992) et 883 (1993) en continuant de coopérer afin de répondre à toutes les exigences qui y étaient énoncées. Il a également réaffirmé son intention de lever dès que possible les mesures imposées en 1992 et 1993.

Le Comité n'a pas présenté de rapport annuel pour l'année 2002 au Conseil de sécurité.

Chapitre 5

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 751 (1992) concernant la Somalie

Le Comité créé par la résolution 751 (1992) concernant la Somalie est chargé par le Conseil de sécurité de veiller à la stricte application de l'embargo sur les armes décrété par la résolution 733 (1992). En 2002, le bureau du Comité était composé comme suit : Stefan Tafrov (Bulgarie) en qualité de président, et les représentants du Mexique et de la Norvège à la vice-présidence. En 2003, l'Allemagne a remplacé la Norvège au poste de vice-président.

Pendant la période à l'examen, le Comité a tenu quatre séances officielles et trois séances officieuses. À sa 20e séance, le 9 septembre 2002, il a rencontré le groupe de trois experts créé en application de la résolution 1425 (2002) du Conseil de sécurité. Établi à Nairobi, le Groupe avait commencé son mandat de six mois le 4 septembre, sa tâche consistant à recueillir, auprès de sources indépendantes, des renseignements sur les violations de l'embargo sur les armes imposé à la Somalie. À sa 21e séance, le 14 novembre, le

Comité a entendu le Groupe d'experts faire oralement le bilan à mi-parcours de ses travaux et présenter ses conclusions préliminaires. Il a examiné le rapport du Groupe d'experts (S/2003/223) à sa 22e séance, le 4 avril 2003.

Lors d'une séance officielle tenue le 23 avril 2003, le Comité a décidé que le Président solliciterait par lettre la coopération du Département des affaires du désarmement, de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), de l'Organisation maritime internationale, de l'Union africaine et de la Ligue des États arabes ainsi que leurs vues sur le rapport du Groupe d'experts. Au cours de la période à l'examen, le Comité a reçu les réponses de l'OACI et de la Ligue des États arabes.

À sa 23e séance, le 12 mai 2003, le Comité a eu un entretien avec les quatre nouveaux membres du Groupe d'experts – lequel avait été reconstitué pour six mois par la résolution 1474 (2003) du Conseil de sécurité – dont le Président. Établi à Nairobi, le Groupe avait pour mandat d'enquêter sur les violations de l'embargo sur les armes, y compris les voies d'accès terrestres, aériennes et maritimes à la Somalie, et d'affiner les recommandations formulées dans son rapport.

Le 27 décembre 2002, le Comité a adopté son rapport annuel pour 2002 (S/2002/1430).

Chapitre 6

Tribunal pénal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

Le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie a connu une activité intense sans précédent. Les trois Chambres de première instance, qui ont mené de front six procès, se sont occupées de davantage d'affaires durant la période à l'examen qu'au cours de n'importe laquelle des années précédentes. Elles en ont examiné 29 sur le fond, ainsi que deux cas d'outrage au Tribunal et elles ont prononcé quatre jugements sur le fond ou portant

condamnation. Le procès de l'accusé Slobodan Milošević, ancien Président de la République fédérale de Yougoslavie, s'est poursuivi devant la troisième Chambre de première instance. Les Chambres ont été saisies d'un nombre croissant de plaidoyers de culpabilité consécutifs à un accord, notamment de Biljana Plavšić, l'ancienne Présidente de la Republika Srpska de Bosnie-Herzégovine ainsi que Momir Nikolić et Dragan Obrenović, anciens officiers de l'armée bosno-serbe accusés d'avoir trempé dans les événements de Srebrenica. En outre, l'accusé Nenad Banović a plaidé coupable le 26 juin 2003. Le 31 juillet, Milomir Stakić a été condamné à la prison à vie après avoir été reconnu coupable d'extermination, d'assassinat, de persécution et d'expulsion constitutifs de crimes contre l'humanité et de violation des lois et coutumes de la guerre (assassinat). Il a été acquitté des chefs de génocide, de complicité de génocide et de transfert forcé de population constitutif de crime contre l'humanité.

La Chambre d'appel a également tranché un plus grand nombre d'affaires que les années précédentes.

Tout en s'acquittant de sa mission avec beaucoup d'énergie, le Tribunal a continué à se préparer de façon méthodique à mettre fin à ses travaux dans un avenir prévisible. Il a poursuivi d'importantes réformes internes afin de rendre les procédures plus efficaces. Ainsi le 19 mai 2003, sur les instances du Président Meron (et conformément à la recommandation formulée par son prédécesseur, le Président Jorda), le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité la résolution 1481 (2003), par laquelle il amendé le Statut du Tribunal de façon que les juges *ad litem* puissent, pendant la durée où ils sont nommés pour un procès, se prononcer également pendant la phase préalable à l'audience dans d'autres procès. Au printemps 2003, le Tribunal a mis en place un rouage essentiel de sa stratégie d'achèvement des travaux, en concluant un accord avec le Bureau du Haut Représentant pour la Bosnie-Herzégovine concernant la création au sein de la Cour d'État de Bosnie-Herzégovine d'une chambre spéciale chargée de juger des crimes de guerre. La création de cette instance, approuvée par le Comité directeur du Conseil de mise en oeuvre de la paix le 12 juin 2003, devrait permettre au Tribunal de se dessaisir d'un certain nombre d'affaires concernant des accusés de rang intermédiaire et inférieur d'ici à fin 2004 ou au début de 2005. Le Procureur a toujours

l'intention de n'instruire aucune nouvelle affaire après 2004.

Le Tribunal compte actuellement 24 juges de 23 nationalités différentes : 16 juges permanents, dont deux détachés du Tribunal pénal international pour le Rwanda et siégeant à la Chambre d'appel, et 8 juges *ad litem* sur les 9 prévus.

Le 27 février 2003, les juges permanents ont élu à la présidence Theodor Meron (États-Unis d'Amérique), qui a pris ses fonctions le 11 mars 2003. Il succédait à Claude Jorda (France).

Au cours de la période à l'examen, la composition du Tribunal a changé. Le juge Asoka de Zoysa Gunawardana (Sri Lanka) a quitté la Chambre d'appel mais demeure juge de première instance au Tribunal pour le Rwanda. Le 4 juin 2003, la juge Mónica Weinberg de Roca (Argentine) a intégré la Chambre d'appel. Le juge *ad litem* Mohamed Fassi Fihri (Maroc) a quitté le Tribunal pour raison de santé le 31 octobre 2002. Il a été remplacé par la juge *ad litem* Carmen Maria Argibay (Argentine), nommée le 1er novembre 2002. Les juges *ad litem* Maureen Harding Clark (Irlande) et Fatoumata Diarra (Mali) ont terminé leur mandat le 31 mars 2003. Le juge *ad litem* Joaquin Martin Canivell (Espagne) a été nommé le 1er mai 2003.

Les juges ont tenu deux sessions ordinaires et une session plénière extraordinaire, au cours desquelles ils ont amendé le Règlement de procédure et de preuve, de façon à clarifier les critères de renvoi des affaires devant les juridictions nationales compétentes, en autorisant, dans certains cas, le remplacement d'un juge pour incompatibilité, même sans le consentement de l'accusé, lorsque l'intérêt de la justice le commande.

Les mesures énergiques prises par le Gouvernement serbe au lendemain de l'assassinat du Premier Ministre Zoran Djindjić le 11 mars 2003 ont abouti à l'arrestation et à l'envoi devant le Tribunal de plusieurs accusés importants, dont Franko Simatović, Jovica Stanišić et Veselin Šljivančanin. Près de 20 accusés, dont de hauts responsables militaires et politiques, en particulier Radovan Karadžić et Ratko Mladić, sont encore en liberté. Il est essentiel que les États de la communauté internationale, en particulier ceux de l'ex-Yougoslavie, coopèrent pleinement avec le Tribunal de façon que ce dernier puisse remplir son mandat.

Le Bureau du Procureur a présenté ses moyens à charge dans sept procès et instruit 19 autres affaires.

En septembre 2002, conformément aux décisions prises à la session plénière de juillet 2002, le Tribunal a créé une Association internationale des conseils de la défense. Aux termes de la nouvelle règle 44 A), les avocats représentant les prévenus devant le Tribunal doivent être membres de l'Association, ce qui les astreint à un code de déontologie et à un système disciplinaire. Grâce à cette réforme, ils devraient gagner en efficacité et être davantage redevables de leurs actes et le Tribunal restera davantage en prise sur les préoccupations du barreau. La Commission de discipline a commencé à examiner les premières plaintes en juin 2003.

Sous la direction du Greffier, Hans Holthuis, le Greffe du Tribunal a continué de s'acquitter de tâches judiciaires de base : gestion des affaires; diffusion d'information auprès des médias et du public, en particulier dans les États de l'ex-Yougoslavie, gestion du système d'aide judiciaire et, dans ce cadre, assignation d'un avocat commis d'office aux accusés indigents; prestation de services aux victimes et aux témoins; supervision du quartier pénitentiaire. Il a par ailleurs assuré le secrétariat des Chambres et du Bureau du Procureur, s'occupant de la gestion du budget et des finances ainsi que des ressources humaines du Tribunal, et pris en charge le volet administratif de la stratégie d'achèvement des travaux.

Le nombre de demandes de documents (environ 6 000), de visiteurs au Tribunal (environ 5 000) et d'accès à son site Web (environ 650 000 par mois) a augmenté par rapport aux années précédentes.

La Section d'aide aux victimes et aux témoins a prêté son assistance à environ 520 témoins et aux personnes qui les ont accompagnés jusqu'à La Haye.

Le Tribunal a reçu environ 2,2 millions de dollars et les annonces de contributions provenant des États et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales se sont élevées à 650 000 dollars. Ces contributions ont servi à financer le programme Outreach, dont l'objectif est d'informer les populations de la région sur les activités du Tribunal, et ont permis au Bureau du Procureur de procéder à des arrestations, d'analyser des renseignements militaires, de mener des opérations au Kosovo, d'effectuer des enquêtes dans l'ex-République yougoslave de Macédoine et

d'examiner les dossiers instruits par les parquets locaux dans le cadre du projet « Code de la route ».

En mai 2003, le Tribunal a mis en service la base de données judiciaires, offrant ainsi aux juges et au personnel des Chambres, du Greffe et du Bureau du Procureur la possibilité de consulter la version électronique des procès-verbaux d'un grand nombre d'affaires traitées par le Tribunal. La saisie de toutes les notes d'audience devrait s'achever d'ici à fin 2003.

Le 20 décembre 2002, l'Assemblée générale a adopté la résolution 57/288 dans laquelle elle a décidé de porter les ressources approuvées dans la résolution 56/247 B pour l'exercice biennal 2002-2003 à 262 653 700 dollars (montant brut) (montant net : 235 955 000 dollars) pour couvrir les frais occasionnés par la création d'une nouvelle équipe de substituts au sein du Bureau du Procureur (six nouveaux postes) ainsi que les ajustements résultant de la réévaluation des coûts. L'effectif autorisé est actuellement de 1 058 postes.

Chapitre 7

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 864 (1993) concernant la situation en Angola

Par la résolution 1448 (2002) du 9 décembre 2002, le Conseil de sécurité a décidé d'abroger le régime de sanctions imposé contre l'UNITA et de dissoudre le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 864 (1993) concernant la situation en Angola, avec effet immédiat.

Jusqu'à cette date, le bureau du Comité était composé, pendant la période considérée, de son président, Richard Ryan (Irlande), et de deux vice-présidents, les représentants du Cameroun et de la Colombie. Au cours de la période considérée, le Comité s'est réuni deux fois.

À sa 42e séance, le 14 octobre 2002, le Comité a examiné le rapport de l'Instance de surveillance des sanctions contre l'UNITA, présenté en application du paragraphe 5 de la résolution 1404 (2002). Ce rapport décrivait en détail le résultat des enquêtes menées par l'Instance jusqu'à cette date en tenant compte du processus de paix en cours. Le Président de l'Instance a mis en évidence un certain nombre de préoccupations continues, telle la nécessité d'achever la recherche des

caches d'armes de l'UNITA et de mettre fin au trafic de diamants illicites. Étant donné l'évolution positive du processus de paix, les membres ont envisagé de lever éventuellement les sanctions financières. Le Président du Comité a soumis le rapport au Président du Conseil de sécurité dans une lettre datée du 14 octobre 2002 (voir S/2002/1119). Au cours de la même séance, le Président a déclaré que sa délégation avait reçu de la Mission permanente de l'Angola auprès de l'Organisation des Nations Unies de nouveaux renseignements concernant la liste des hauts responsables de l'UNITA et des membres adultes de leur famille proche, pour lesquels des éclaircissements seraient obtenus grâce à des consultations bilatérales entre les Missions permanentes de l'Angola et de l'Irlande avant leur diffusion auprès des membres du Conseil.

À sa 43e séance, le 21 novembre 2002, le Comité a achevé son examen du rapport de l'Instance et a été informé par des membres de cette dernière de la visite qu'ils avaient effectuée récemment en Angola. L'Instance a indiqué avoir tenu des consultations avec des responsables du Gouvernement et de l'UNITA, le Représentant spécial du Secrétaire général en Angola et des représentants de la Troïka des États observateurs, de l'Union européenne et de la société civile angolaise. Sur la base de ces consultations et étant donné qu'il n'y avait eu récemment aucune violation du cessez-le-feu, l'Instance a conclu que les objectifs des sanctions avaient été atteints et recommandé que les sanctions soient levées. Suite à cette recommandation et en tenant compte de la déclaration faite récemment en Angola par la Commission conjointe demandant la levée de toutes les sanctions contre l'UNITA, le Président a suggéré que la révision prévue de la liste des hauts responsables de l'UNITA ne soit pas effectuée étant donné l'évolution récente de la situation en Angola.

Le 19 décembre 2002, l'ancien Président du Comité a présenté au Président du Conseil de sécurité un rapport final couvrant les activités du Comité pendant la période allant du 1er janvier au 9 décembre 2002 (S/2002/1413).

Chapitre 8

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 918 (1994) concernant le Rwanda

En 2002, le bureau du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 918 (1994) se composait de son président, Mikhaïl Wehbe (République arabe syrienne), et de deux vice-présidents, les représentants de la Guinée et de l'Irlande. En 2003, l'Espagne a remplacé l'Irlande.

Le 24 décembre 2002, le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 918 (1994) concernant le Rwanda a adopté son rapport annuel au Conseil de sécurité pour 2002 (S/2002/1406).

Chapitre 9

Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994

Au cours de la période considérée, 23 accusés ont été jugés dans le cadre de neuf procès. Au 30 juin 2003, le Tribunal a rendu 11 arrêts concernant 13 personnes. Douze accusés ont été condamnés et une personne a été acquittée. Trois arrêts concernant quatre accusés ont été rendus au cours du premier semestre de 2003. À la fin de 2003, le Tribunal aura rendu 15 arrêts concernant 21 accusés depuis le début des premiers procès en 1997. Le nombre d'accusés jugés a donc doublé par rapport au premier mandat (1995-1999). Le Tribunal ayant été doté par le Conseil de sécurité d'une réserve de 18 juges *ad litem*, ses moyens judiciaires se trouveront encore renforcés.

Les trois Chambres de première instance ont conduit l'instruction de 21 procès intéressants 31 accusés. Elles ont également rendu de multiples

décisions sur des requêtes, tenu des conférences de mise en état et des audiences de comparution initiale et confirmé des actes d'accusation. Les juges ont également tenu des sessions plénières, au cours desquelles ils ont examiné un certain nombre de propositions de modification du Règlement tendant à accélérer les procès.

La Chambre d'appel a rendu deux arrêts, six décisions interlocutoires et 15 autres décisions et ordonnances.

Les postes de procureur adjoint et de chef des poursuites ont été pourvus. Le Procureur a entrepris jusqu'à 26 enquêtes, qui devraient être achevées d'ici à la fin de 2004. Il aura ainsi bouclé son programme d'enquête. Certains suspects pourraient être renvoyés devant des juridictions nationales, y compris rwandaises, sous réserve que l'on parvienne à un accord sur les conditions de ces renvois. Une nouvelle disposition du Règlement (art. 11 *bis*) autorise ces transferts.

Le Greffe a opéré des réformes tendant à lui permettre d'apporter son concours aux autres organes du Tribunal et à la défense. Une section des relations extérieures et de la planification stratégique a été créée en vue d'améliorer la coopération entre le Tribunal et les gouvernements ainsi que d'autres institutions. Un comité de gestion et un conseil de coordination ont été mis en place pour mieux coordonner la prise de décisions stratégiques parmi les trois organes du Tribunal et permettre ainsi à ce dernier de mener à bien la stratégie globale d'achèvement de ses travaux.

Chapitre 10

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1132 (1997) concernant la Sierra Leone

En 2002, le bureau du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1132 (1997) concernant la Sierra Leone se composait de son président, Adolfo Aguilar Zinser (Mexique), et de deux vice-présidents, les représentants du Cameroun et de Singapour. En 2003, le Pakistan a remplacé Singapour.

Au cours de la période à l'examen, le Comité a tenu cinq réunions officielles et deux consultations officieuses pour examiner divers points liés au régime des sanctions.

Pendant la période considérée, le Comité a reçu trois demandes de dérogation à l'interdiction de voyager au titre du paragraphe 5 de la résolution 1132 (1997) et du paragraphe 5 de la résolution 1171 (1998), dont deux ont été approuvées.

À sa 28e séance, le 13 novembre 2002, le Comité a continué d'examiner le quatrième bilan du régime de certificat d'origine applicable à l'exportation de diamants bruts et non taillés à partir de la Sierra Leone et décidé d'adresser une lettre au Gouvernement sierra-léonais à ce sujet.

À sa 30e séance, le 8 avril 2003, le Comité a examiné une lettre du représentant de la Sierra Leone contenant des précisions sur le quatrième bilan du régime de certificat d'origine de la Sierra Leone. Il a également examiné une demande d'exemption au titre du paragraphe 5 de la résolution 1171 (1998) et décidé de ne pas y donner suite à ce moment-là.

À sa 31e séance, le 30 mai 2003, le Comité a décidé de rayer huit noms de la liste des personnes frappées d'une interdiction de voyager et publié ensuite cette liste sous la forme d'un communiqué de presse. À la même séance, il a également examiné le cinquième bilan du régime de certificat d'origine.

À sa 32e séance, le 11 juillet 2003, le Comité a examiné une lettre du Greffier du Tribunal spécial pour la Sierra Leone, concernant une demande d'exemption au paragraphe 5 de la résolution 1171 (1998) et décidé d'envoyer au Greffier une lettre qui refléterait ses débats.

À sa 4654e séance, le 4 décembre 2002, le Conseil de sécurité a examiné un rapport présenté oralement par le Président du Comité et adopté la résolution 1446 (2002) par laquelle il a décidé de proroger l'interdiction frappant le commerce des diamants pour une nouvelle période de six mois à partir du 5 décembre 2002. Le 4 juin 2003, le Président du Comité a fait rapport au Conseil de sécurité dans le cadre de consultations plénières, à la suite de quoi le Président du Conseil a fait une déclaration à la presse dans laquelle il a fait savoir que l'embargo frappant l'importation de diamants bruts originaires de Sierra Leone et non munis d'un certificat d'origine valable avait expiré le 4 juin 2003 et ne serait pas renouvelé étant donné que le Gouvernement sierra-léonais avait consenti des efforts supplémentaires pour contrôler et gérer son industrie du diamant et garantir un contrôle adéquat des zones où se trouvaient les mines de

diamants, et qu'il participait pleinement au Processus de Kimberley.

Le 20 décembre 2002, le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1132 (1997) concernant la Sierra Leone a adopté son rapport annuel au Conseil de sécurité (S/2002/1414).

Chapitre 11

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999)*

En 2002, le bureau du Comité comprenait Alfonso Valdivieso (Colombie) à la présidence et, à la vice-présidence, les représentants de la Guinée et de Singapour. Au début de 2003, la présidence du Comité a été assurée par Juan Gabriel Valdés (Chili), remplacé le 19 juin 2003 par Heraldo Muñoz (Chili), et sa vice-présidence par les représentants de la Guinée et de l'Espagne.

Au cours de la période considérée, le Comité a tenu huit réunions officielles et 21 consultations officieuses au niveau des experts.

En septembre 2002, le Comité a examiné le deuxième rapport du Groupe de suivi, présenté en application du paragraphe 10 de la résolution 1390 (2002) (S/2002/1050/Rev.1).

Le Comité a adopté, en novembre 2002, de nouvelles directives pour la suite de ses travaux. Il les a communiquées aux États Membres et affichées sur son site Web.

Le 16 décembre 2002, le Comité a examiné le troisième rapport présenté par le Groupe de suivi en application de la résolution 1390 (2002) (S/2002/1338) et décidé de communiquer au Conseil de sécurité toutes les recommandations formulées par le Groupe dans ses trois rapports.

Au paragraphe 6 de la résolution 1390 (2002), tous les États ont été priés de faire rapport au Comité sur les mesures qu'ils auraient prises contre Oussama ben Laden, l'organisation Al-Qaida et les Taliban. Au 31 juillet 2003, des rapports avaient été reçus de 86 États.

* Anciennement dénommé « Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999) concernant l'Afghanistan ».

Le 17 janvier 2003, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1455 (2003), en vue de renforcer l'application des sanctions financières, de l'embargo sur les armes et de l'interdiction de voyager frappant les membres d'Al-Qaida et les Taliban ou les personnes et entités associées à Oussama ben Laden, à Al-Qaida ou aux Taliban dont les noms figuraient sur la liste du Comité. Il a demandé aux États de renforcer leur législation nationale de lutte contre le terrorisme et les a invités à informer le Comité des mesures qu'ils auraient adoptées en ce sens. Le Comité a été prié de communiquer au moins tous les trois mois aux États Membres la liste des membres de l'organisation Al-Qaida ainsi que des Taliban et autres personnes, groupes, entreprises et entités associés. Le Conseil a rappelé à tous les États Membres qu'il importait de fournir au Comité le nom des membres de l'organisation Al Qaida et des Taliban, avec les éléments d'information qui permettaient de les identifier, de façon que le Comité puisse envisager d'ajouter d'autres noms et des indications complémentaires sur sa liste. Il a prié le Président du Comité de lui présenter, au moins tous les 90 jours, un rapport oral sur l'ensemble des travaux du Comité et du Groupe de suivi et de lui fournir oralement une évaluation détaillée de la suite donnée aux sanctions par les États Membres.

Au paragraphe 3 de la résolution 1455 (2003), le Conseil de sécurité a souligné qu'il était nécessaire d'améliorer la coordination et de renforcer les échanges d'informations entre le Comité créé par sa résolution 1267 (1999) et le Comité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste.

Au paragraphe 8 de la résolution 1455 (2003), le Conseil de sécurité a prié le Secrétaire général, agissant en consultation avec le Comité, de nommer à nouveau cinq experts pour une nouvelle période de 12 mois, en faisant appel, autant que possible et s'il y avait lieu, aux compétences des membres du Groupe de suivi créé en application de la résolution 1363 (2001). En février 2003, le Secrétaire général a reconduit dans leurs fonctions les membres du Groupe de suivi dont la composition est restée inchangée. Le 16 juin 2003, le Groupe a présenté son premier rapport au Comité en application du paragraphe 13 de la résolution 1455 (2003) (S/2003/669 et Corr.1).

Au paragraphe 6 de la résolution 1455 (2003), les États ont été priés de présenter un rapport actualisé au

Comité sur toutes les dispositions qu'ils auraient prises pour appliquer les mesures visant Oussama ben Laden, Al Qaida et les Taliban, y compris un état détaillé récapitulant les avoirs des personnes et des entités inscrites sur la liste, qui avaient été gelés sur le territoire des États Membres. Au 31 juillet 2003, des réponses avaient été reçues de 64 États.

Au paragraphe 12 de la résolution 1455 (2003), le Groupe de suivi a été prié d'aider le Comité à prêter assistance aux États Membres pour l'établissement des rapports visés au paragraphe 6. Le Comité a formulé en ce sens des directives qui ont été communiquées aux États Membres et publiées également sur le site Web du Comité.

Le Président du Comité a tenu une séance publique à l'intention des États Membres intéressés, le 28 février 2003, afin de leur donner des précisions sur les mesures qui devraient être prises en application de la résolution 1455 (2003).

En mars 2003, le Comité a modifié la présentation de la liste récapitulative en organisant l'information de manière plus systématique que par le passé et publié cette nouvelle version de la liste.

En septembre 2002, le Comité avait demandé aux États Membres de lui communiquer de nouveaux renseignements au sujet des noms figurant sur sa liste récapitulative. En avril 2003, il a révisé cette liste sur la base des nouveaux renseignements fournis par les États Membres. Le Comité a également adopté des directives spécifiques gouvernant l'examen des nouveaux éléments d'information communiqués par les États et/ou les organisations régionales au sujet de particuliers ou d'entités figurant sur sa liste.

Le 15 avril 2003, le Président du Comité a informé le Conseil de sécurité des activités du Comité et du Groupe de suivi en application de la résolution 1455 (2003).

Au cours de la période considérée, la liste récapitulative du Comité a été actualisée 17 fois : on y a ajouté les noms de 39 personnes et 29 entités et on en a supprimé les noms de 3 personnes et de 3 entités.

Le 20 décembre 2002, le Comité a adopté son rapport annuel au Conseil de sécurité pour 2002 (S/2002/1423).

Chapitre 12

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1343 (2001) concernant le Libéria

En 2002, le bureau du Comité comprenait son président, Kishore Mahbubani (Singapour), et deux vice-présidents, les représentants de Maurice et de la République arabe syrienne. Pendant la partie de 2003 qui est couverte par le présent rapport, Munir Akram (Pakistan) a assuré la présidence et les représentants de l'Angola et de la République arabe syrienne, la vice-présidence.

Au cours de la période à l'examen, le Comité a tenu six réunions officielles et plusieurs consultations officieuses pour examiner divers points liés au régime des sanctions.

Pendant la période considérée, le Comité a reçu 21 notifications de déplacement présentées conformément à l'alinéa a) du paragraphe 7 de la résolution 1343 (2001) et examiné 34 demandes de dérogation à l'interdiction de déplacement présentées conformément à l'alinéa b) du paragraphe 7 de la même résolution, dont 20 ont été accordées. Le Comité a également reçu neuf demandes tendant à rayer des noms de la liste des personnes interdites de déplacement et n'a encore reçu aucune demande de dérogation pour les matériels militaires non meurtriers en vertu de l'alinéa c) du paragraphe 5.

À sa 14e séance, le 4 septembre 2002, le Comité a décidé de supprimer les noms de trois personnes de la liste des personnes interdites de déplacement et de regrouper deux entrées en une seule puisqu'elles concernaient la même personne.

Lors de l'examen trimestriel de la liste des personnes visées par une interdiction de voyager qu'il a effectué à sa 15e séance, le 31 octobre 2002, le Comité a décidé de supprimer les noms de cinq personnes qui figuraient sur la liste et d'y ajouter le nom d'une personne. Il a également décidé de maintenir les noms de deux personnes qui avaient demandé que leurs noms soient retirés de la liste, et a modifié les rubriques relatives à 16 personnes afin de modifier des données personnelles. À sa 15e séance, le Comité a également examiné le rapport du Groupe d'experts concernant le Libéria (S/2002/1115) présenté en application du paragraphe 16 de la résolution 1408 (2002).

À sa 17e séance, le 3 février 2003, le Comité a examiné un projet de calendrier pour ses travaux en 2003, ainsi que la sixième version révisée du projet de directives concernant l'accomplissement de ses travaux.

Lors de l'examen trimestriel de la liste des personnes visées par une interdiction de voyager qu'il a effectué à sa 18e séance, le 3 mars 2003, le Comité a décidé de maintenir les noms de quatre personnes qui avaient demandé que leurs noms soient retirés de la liste. En outre, il a décidé de reporter sa décision concernant trois autres personnes.

Lors de l'examen trimestriel de la liste des personnes visées par une interdiction de voyager qu'il a effectué à sa 19e séance, le 6 juin 2003, le Comité a décidé de supprimer les noms de deux personnes qui figuraient sur la liste et de maintenir ceux de trois personnes qui avaient demandé que leurs noms soient retirés de la liste.

Durant les consultations officieuses tenues les 22 et 28 avril 2003, le Comité a examiné le rapport du Groupe d'experts concernant le Libéria (S/2003/498) présenté en application du paragraphe 4 de la résolution 1458 (2003).

Le 25 novembre 2002 et le 5 mai 2003, le Conseil de sécurité a procédé aux deux premiers examens de la situation, comme prévu au paragraphe 20 de la résolution 1408 (2002). En outre, il a entendu un exposé du Président et examiné les rapports du Groupe d'experts concernant le Libéria (S/2002/1115 et S/2003/498) et les rapports du Secrétaire général (S/2002/1183 et S/2003/466) sur l'observation par le Libéria du régime des sanctions.

Le 18 décembre 2002, le Comité créé par la résolution 1343 (2001) concernant le Libéria a adopté son rapport annuel à l'intention du Conseil de sécurité (S/2002/1394).

Chapitre 13

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste

Réaffirmant sa condamnation sans équivoque des attaques terroristes du 11 septembre 2001 perpétrées à New York et Washington, ainsi qu'en Pennsylvanie, le

Conseil de sécurité, agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, a adopté la résolution 1373 (2001) le 28 septembre 2001. Dans la résolution, le Conseil demande à tous les États de coopérer dans toute une série de domaines, qu'il s'agisse de réprimer le financement du terrorisme, d'assurer l'alerte rapide, de coopérer lors des enquêtes criminelles ou d'échanger des renseignements concernant des actes terroristes possibles, et de rendre compte des mesures prises aux fins d'application de la résolution.

Par cette résolution, le Conseil de sécurité a également créé un comité contre le terrorisme chargé de surveiller la mise en oeuvre de la résolution, avec le concours d'experts en la matière.

Dans la Déclaration reproduite en annexe à sa résolution 1377 (2001) du 12 novembre 2001, le Conseil de sécurité a invité le Comité à examiner les moyens d'aider les États et, en particulier, à étudier avec les organisations internationales, régionales et sous-régionales la possibilité de promouvoir les pratiques optimales dans les domaines sur lesquels portait la résolution 1373 (2001) et de faire appel aux programmes existants d'assistance en matière technique, financière, réglementaire, législative et autre.

Le Président en exercice du Comité est Inocencio F. Arias (Espagne), et la vice-présidence est assurée par les délégations de l'Angola, du Mexique et de la Fédération de Russie.

Le Comité est assisté par un certain nombre d'experts nommés par le Secrétariat avec l'assentiment du Comité, compte tenu des compétences requises et du principe de la répartition géographique équitable. En réponse aux notes verbales du Secrétariat datées des 23 octobre 2001 et 1er octobre 2002, dans lesquelles le Président avait exprimé l'espoir que les États Membres seraient disposés à suggérer des candidats qualifiés capables d'offrir des conseils techniques au Comité, 159 noms d'experts, venant des 58 États suivants, ont été proposés : Afrique du Sud, Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bélarus, Belgique, Bénin, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Canada, Chili, Colombie, Croatie, Cuba, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Gambie, Géorgie, Ghana, Guatemala, Inde, Indonésie, Irlande, Israël, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Kenya, Liechtenstein, Madagascar, Mali,

Maroc, Mexique, Népal, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, Roumanie, Sénégal, Soudan, Suisse, Tunisie et Venezuela. Les experts qui conseillent actuellement le Comité viennent des pays suivants : Afrique du Sud, Bahamas, Brésil, Égypte, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Inde, Irlande et Jamaïque.

Au 31 juillet 2003, le Comité avait reçu 191 rapports initiaux d'États Membres et cinq autres rapports en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001). Tous ces rapports peuvent être consultés sur le site Web du Comité (<<http://www.un.org/Docs/sc/committees/1373/>>). Afin de faciliter l'établissement des rapports, le Président a publié des directives à ce sujet le 26 octobre 2001. Au 31 juillet 2003, le Comité avait approuvé 280 réponses du Président concernant 394 rapports et demandé un rapport complémentaire de chaque État. À la même date, 147 rapports complémentaires avaient été reçus. En réponse à 98 lettres adressées par le Comité à des États Membres en réponse à leurs rapports complémentaires, le Secrétariat avait reçu 50 autres rapports.

Comme il est indiqué dans son deuxième programme de travail (S/2002/67), le Comité a créé trois sous-comités, comprenant chacun cinq de ses membres et présidé par un des vice-présidents du Comité. Les membres de ces sous-comités et les experts sont chargés de procéder à un premier examen des différents rapports afin d'arrêter la réponse du Comité auxdits rapports. Les sous-comités concernés invitent des représentants des États concernés à assister à une partie des débats consacrés aux rapports.

En réponse à la note verbale du Secrétariat en date du 23 octobre 2001, par laquelle tous les États Membres, y compris les membres permanents et les membres non permanents du Conseil de sécurité, ont été priés de fournir une liste de contacts désignés, le premier à la mission permanente et le second dans un ministère ou un organe du gouvernement, 178 États ont fourni les données requises; 29 organismes des Nations Unies et départements du Secrétariat de l'ONU et 47 organisations et organismes internationaux ou régionaux ont également répondu.

En réponse aux notes verbales des 27 novembre 2001 et 7 février 2002, dans lesquelles les États

Membres et les organisations et organismes internationaux ou régionaux qui étaient en mesure de le faire ont été priés de fournir une aide dans les domaines législatif et administratif visés par la résolution 1373 (2001), 26 communications ont été reçues des 16 États suivants : Allemagne, Bahamas, Canada, Chine, Cuba, Danemark, Espagne, États-Unis, Fédération de Russie, France, Irlande, Italie, Japon, Norvège, Portugal et Royaume-Uni; et des 10 organisations ou organismes ci-après : Secrétariat du Commonwealth, Commission européenne, Fonds monétaire international, Comité interaméricain contre la torture, Agence internationale de l'énergie atomique, Organisation internationale de l'aviation civile, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, Organisation maritime internationale, Organisation internationale du Travail et Office contre la drogue et le crime. Les réponses envoyées ont été incorporées dans un répertoire que l'on peut consulter sur le site Web du Comité, où se trouvent d'autres renseignements utiles.

Pendant la période du 1er août 2002 au 30 juin 2003, le Comité a tenu 38 réunions plénières officielles et 73 réunions au niveau des sous-comités (47 réunions avec les experts et 26 autres avec les États Membres). Pendant cette période, le Président a également tenu 12 réunions avec des États Membres intéressés.

Le 20 janvier 2003, le Conseil de sécurité a tenu une réunion de haut niveau consacrée à la lutte contre le terrorisme. Dans la déclaration jointe à la résolution 1456 (2003) adoptée à cette réunion, le Conseil a demandé au Comité de redoubler d'efforts pour promouvoir l'application par les États Membres de tous les aspects de la résolution 1373 (2001), en particulier en examinant les rapports des États et en favorisant l'assistance et la coopération internationales ainsi qu'en continuant de fonctionner de manière transparente et efficace. En application du paragraphe 12 de la Déclaration, le Secrétaire général a présenté un rapport résumant les propositions formulées au cours de la réunion ministérielle, ainsi que les observations et les commentaires faits par des membres du Conseil de sécurité (S/2003/191 et Add.1).

Le Conseil de sécurité a également tenu quatre débats publics, les 4 et 8 octobre 2002, le 20 février, le 4 avril et le 23 juillet 2003, respectivement. Le 4 avril, le Conseil a adopté une déclaration du Président (S/PRST/2003/3), dans laquelle le Conseil a invité le Comité à continuer à lui rendre compte de ses activités

à intervalles réguliers et a exprimé son intention de revoir la structure et les activités du Comité au plus tard le 4 octobre 2003.

Le 6 mars 2003, le Comité a convoqué une réunion spéciale réunissant 57 organisations internationales, régionales et sous-régionales, organismes des Nations Unies, départements du Secrétariat de l'ONU et d'autres entités. À la réunion, les participants sont convenus que toutes les organisations invitées avaient un rôle précis à jouer dans les efforts visant à renforcer l'efficacité de l'action mondiale contre le terrorisme. Bien que les organisations aient chacune son propre mandat et sa propre façon de contribuer, elles ont toutes reconnu la grande utilité d'une coopération à l'échelle mondiale (voir S/AC.40/2003/SM.1/4).

Appendices

I **Liste des membres du Conseil de sécurité en 2002 et 2003**

2002	Bulgarie Cameroun Chine Colombie États-Unis d'Amérique Fédération de Russie France Guinée Irlande Maurice Mexique Norvège République arabe syrienne Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord Singapour	2003	Allemagne Angola Bulgarie Cameroun Chili Chine Espagne États-Unis d'Amérique Fédération de Russie France Guinée Mexique Pakistan République arabe syrienne Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
-------------	---	-------------	--

II

Nom des représentants, représentants adjoints, suppléants et chargés d'affaires accrédités auprès du Conseil de sécurité

Les représentants, représentants adjoints, suppléants et chargés d'affaires dont les noms suivent ont représenté leur pays au Conseil de sécurité au cours de la période allant du 1er août 2002 au 31 juillet 2003.

Allemagne^a

M. Joschka Fischer** (Vice-Chancelier et Ministre des affaires étrangères)
M. Gunter Pleuger
M. Hanns Heinrich Schumacher
M. Wolfgang Trautwein
M. Michael Freiherr von Ungern-Sternberg
M. Christian Walter Much
M. Heinrich Haupt
M. Michael Grau
M. Joachim Freiherr Marschall von Bieberstein
Mme Monika Iwersen
M. Volker Pellet
M. Ulrich Seidenberger
Mme Bettina Cadenbach
M. Edgar A. Gansen
M. Dirk J. A. Rotenberg
M. Harald Braun
Mme Katja Wiesbrock

Angola^a

M. João Bernardo de Miranda** (Ministre des affaires étrangères)
M. Georges Ribelo Chikoti*** (Vice-Ministre des affaires étrangères)
M. Ismael Abraão Gaspar Martins
M. Julio Helder de Moura Lucas
M. Tete Antonio

Bulgarie

M. Georgi Parvanov* (Président)
M. Solomon Passy** (Ministre des affaires étrangères)
M. Stefan Tafrov

* Chef d'État ou de gouvernement, aux 4607e et 4752e séances, les 11 septembre 2002 et 6 mai 2003.

** Ministre des affaires étrangères, aux 4605e, 4607e, 4608e (privée), 4660e, 4688e, 4701e, 4707e, 4708e (privée), 4714e, 4720e, 4721e, 4739e, 4746e, 4747e (privée), 4753e et 4791e séances, les 5, 11 et 13 septembre et 10 décembre 2002, 20 janvier, 5 et 14 février, 7, 18 et 19 mars, 11 et 29 avril, 13 mai et 22 juillet 2003.

*** Vice-Ministre des affaires étrangères, aux 4608e (privée), 4609e (privée), 4660e, 4701e et 4714e séances, les 13 et 17 septembre et 10 décembre 2002, 5 février et 7 mars 2003.

M. Rayko Raytchev

M. Petko Draganov

Cameroun

M. François-Xavier Ngoubeyou** (Ministre d'État chargé des relations extérieures)

M. Martin Belinga-Eboutou

M. Martin Chungong Ayafor

M. Iya Tidjani

M. Mathieu Blaise Banoum

M. Félix Mbayu

Mme Catherine Mahouve Same

M. Léonard Bindzi

M. Jacques-Alfred Ndoumbè Eboulè

M. Ferdinand Ngoh Ngoh

Chili^a

Mme Soledad Alvear Valenzuela** (Ministre des affaires étrangères)

M. Juan Gabriel Valdés

M. Heraldo Muñoz

M. Cristián Maquieira

M. Jaime Acuña

M. Claudio Rojas

M. Armin Andereya

M. Cristián Streeter

M. Pedro Ortúzar

Mme Loreto Leyton

M. Rodrigo Donoso

M. Andrés Landerretche

M. Patricio Díaz

M. Osvaldo Alvarez

Mme Carla Serazzi

M. Wolfram Celedón

M. Pedro Bustos

Mme María Ester Aliaga

Mme Claudia Heiss

Chine

M. Tang Jiaxuan** (Ministre des affaires étrangères)

M. Wang Yingfan

M. Zhang Yishan

M. Chen Xu

M. Cheng Jingye

Colombie^b

Mme Carolina Barco Isakson** (Ministre des affaires étrangères)

M. Jaime Girón*** (Vice-Ministre chargé des affaires multilatérales)

M. Alfonso Valdivieso

M. Andrés Franco

M. Nicolás Rivas
M. Fabio Ocaziones
M. José Renato Salazar
M. Guillermo Francisco Reyes
Mme Alma Viviana Pérez
Mme Aura Lucía Lloreda
Mme Elisa Vargas

Espagne^a

M. José María Aznar* (Premier Ministre)
Mme Ana Palacio** (Ministre des affaires étrangères)
M. Inocencio F. Arias
Mme Ana María Menéndez
M. Román Oyarzún
M. Juan Fernández Trigo
M. Pablo Sanz
Mme Ana Jiménez

États-Unis d'Amérique

M. Colin L. Powell** (Secrétaire d'État)
M. John D. Negroponte
M. James B. Cunningham
M. Richard S. Williamson
M. Sichan Siv
M. Patrick Kennedy
Mme Maura Connelly
M. Josiah B. Rosenblatt
M. Charles N. Rostow
Mme Carolyn L. Willson
M. Gordon Olson
M. Peter H. Vrooman

Fédération de Russie

M. Igor S. Ivanov** (Ministre des affaires étrangères)
M. Sergey V. Lavrov
M. Gennadi M. Gatilov
M. Alexander V. Konuzin
M. Yuriy N. Isakov
M. Sergey N. Karev
M. Dmitry A. Lobach
M. Vadim S. Smirnov
M. Evgeny A. Stanislavov
M. Victor L. Vasiliev
M. Vladimir F. Zaemsky
M. Pavel R. Knyazev
M. Vitaliy A. Leplinskiy
M. Andrey A. Nikiforov
M. Vladimir K. Safronkov
M. Ilya Y. Avdeev

M. Yuri M. Rudakov
M. Albert V. Sitnikov

France

M. Dominique Galouzeau de Villepin** (Ministre des affaires étrangères)
M. Pierre-André Wiltzer*** (Ministre délégué à la coopération et à la francophonie)
M. Jean-David Levitte
M. Jean-Marc de La Sablière
M. Yves Doutriaux
M. Michel Duclos
M. Jean-Luc Florent
Mme Emmanuelle d'Achon

Guinée

M. François Lonsény Fall** (Ministre des affaires étrangères et de la coopération)
M. Mamady Traoré
M. Boubacar Diallo
M. Cheick Ahmed Tidiane Camara
M. Paul Goa Zoumanigui
M. Mamadouba Camara
M. Mohamed Chérif Diallo
M. Almamy Barbara Toure

Irlande^b

M. Brian Cowen, T. D.** (Ministre des affaires étrangères)
M. Richard Ryan
M. Gerard Corr
Mme Philomena Murnaghan
M. J. P. Kavanagh
M. John Deady
M. Maurice Biggar
M. Frank Smyth
Mme Elizabeth McCullough
M. Julian Clare
M. Peter Barcroft
Mme Barbara Cullinane

Maurice^b

M. Anil Kumarsingh Gayan** (Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale)
M. Jagdish Dharamchand Koonjul
M. Bijayeduth Gokool
M. Khemraj Jingree
Mme Bineshwaree Napaul
Mme Vimla Huree-Agarwal
M. Dineshwur Ramjuttun
Mme Marie Jocelyne Stella Réhaut

Mexique

M. Luis Ernesto Derbez** (Ministre des affaires étrangères)
M. Adolfo Aguilar Zinser
M. Carlos Pujalte Piñeiro
Mme Roberta Lajous
M. Luis Alfonso de Alba
Mme Angélica Arce
Mme Andrea García Guerra
M. León Rodríguez
M. Ernesto Herrera
Mme Pilar Escobar
M. José Ramón Lorenzo
Mme Amparo Anguiano
M. Héctor Peralta
M. Carlos Valera
Mme Claudia Velasco
M. Alfonso Ascencio
M. Arturo Ponce
M. Diego Simancas
Mme Mariana Olivera

Norvège^b

M. Jan Petersen** (Ministre des affaires étrangères)
M. Vidar Helgesen*** (Vice-Ministre des affaires étrangères)
M. Ole Peter Kolby
M. Wegger Christian Strømmen
M. Hans Brattskar
M. Hans Jacob Frydenlund
M. Jostein Leiro
M. Paul Gulleik Larsen
M. Kjell Kristian Egge
M. Haakon Gram-Johannessen
M. Dag H. Nylander
M. Geir Sjøberg
Mme Monica Furnes

Pakistan^a

M. Khurshid M. Kasuri** (Ministre des affaires étrangères)
M. Munir Akram
M. Masood Khalid
M. Aizaz Ahmad Chaudhry
M. Ishtiaq H. Andrabi
M. Sohail Mahmood
M. Asif Ali Khan Durrani
M. Mohammad Hassan
M. Tariq Salim Chaudhry
M. Asim Iftikhar Ahmad
M. Syed Haider Shah
M. Imran Ahmed Siddiqui

République arabe syrienne

M. Farouk Al-Shara'** (Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères)
M. Mikhail Wehbe
M. Fayssal Mekdad
M. Riadh Dawudy
M. Milad Atieh
M. Ghassan Obeid
M. Husam-edin A'ala
M. Bassam Sabagh
Mme Hanady Kabour
M. Haydar Ali Ahmad

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

M. Jack Straw M. P.** (Ministre des affaires étrangères et au Commonwealth)
Mme Valerie Amos*** (Secrétaire d'État au Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth)
Sir Jeremy Quentin Greenstock, GCMG
Sir Emyr Jones Parry, KCMG
M. Stewart Eldon, CMG, OBE
M. Adam Thomson
M. Alistair Harrison
M. Julian King
M. John Grainger
M. Nicholas Seymour
M. David Boucher

Singapour^b

M. Shunmugam Jayakumar** (Ministre des affaires étrangères)
M. Kishore Mahbubani
Mme Christine Lee Geok Kim
Mme Tan Yee Woan
M. Yap Ong Heng
M. How Lip Cheng
Mme Foo Chi Hsia
Mme Vanessa Chan Yuen Ying
M. Umej Singh Bhatia
M. Gerard Ho Wei Hong
Mme Lynette Long Li Shen
M. Yong Meng Wah
Mme Sharon Lim En-Ai

Notes

^a Pays dont le mandat a commencé le 1er janvier 2003.

^b Pays dont le mandat a pris fin le 31 décembre 2002.

III

Présidents du Conseil de sécurité

Les représentants ci-après ont rempli les fonctions de Président du Conseil de sécurité au cours de la période allant du 1er août 2002 au 31 juillet 2003 :

États-Unis d'Amérique

M. John D. Negroponte 1er-31 août 2002

Bulgarie

M. Stefan Tafrov 1er-30 septembre 2002^{ab}

Cameroun

M. Martin Belinga-Eboutou 1er-31 octobre 2002

Chine

1er-4 novembre 2002

M. Wang Yinfan* 17-30 novembre 2002

Colombie

M. Alfonso Valdivieso 1er-31 décembre 2002^c

France

M. Jean-Marc de La Sablière 1er-31 janvier 2003^d

Allemagne

M. Gunter Pleuger 1er-28 février 2003^e

Guinée

M. Mamady Traoré 1er-31 mars 2003^f

Mexique

M. Adolfo Aguilar Zinser 1er-30 avril 2003^g

Pakistan

M. Munir Akram 1er-31 mai 2003^h

Fédération de Russie

M. Sergey V. Lavrov 1er-30 juin 2003

Espagne

M. Inocencio F. Arias 1er-31 juillet 2003ⁱ

* M. Zhang Yishan, 5-16 novembre 2002.

^a M. Salomon Passy, Ministre des affaires étrangères de la Bulgarie a présidé les 4605^e et 4608^e séances (tenues à huis clos), les 5 et 13 septembre 2002.

^b M. Georgi Parvanov, Président de la Bulgarie, a présidé la 4607^e séance, le 11 septembre 2002.

^c Mme Carolina Barco Isakson, Ministre des affaires étrangères de la Colombie, a présidé la 4660^e séance, le 10 décembre 2002.

^d M. Dominique Galouzeau de Villepin, Ministre des affaires étrangères de la France, a présidé la 4688^e séance, le 20 janvier 2003.

^e M. Joschka Fischer, Vice-Chancelier et Ministre des affaires étrangères de l'Allemagne, a présidé les 4701^e, 4707^e et 4708^e (tenue à huis clos) séances, les 5 et 14 février 2003.

^f M. François Lonsény Fall, Ministre des affaires étrangères et de la coopération de la Guinée, a présidé les 4714^e, 4720^e et 4721^e séances, les 7, 18 et 19 mars 2003.

^g M. Luis Ernesto Derbez, Ministre des affaires étrangères du Mexique, a présidé la 4739^e séance, le 11 avril 2003.

(Suite des notes)

- ^h M. Khurshid M. Kasuri, Ministre des affaires étrangères du Pakistan, a présidé la 4753e séance, le 13 mai 2003.
- ⁱ Mlle Ana Palacio, Ministre des affaires étrangères de l'Espagne, a présidé la 4791e séance, le 22 juillet 2003

IV

Communications du Président du Conseil de sécurité et du Secrétaire général reçues entre le 1er août 2002 et le 31 juillet 2003

La situation en Angola

S/2002/1026	10 septembre 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/1027	12 septembre 2002	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2002/1204	25 octobre 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

La situation concernant la République démocratique du Congo

S/2002/1146 et Add.1	15 octobre 2002 et 20 juin 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/226	26 février 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/574	15 mai 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/562	16 mai 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/563	22 mai 2003	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2003/674	25 juin 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

La situation au Timor-Leste

S/2003/716	14 juillet 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/717	17 juillet 2003	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie

S/2002/1120	4 octobre 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/1121	8 octobre 2002	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2002/1245	14 novembre 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/752	18 juillet 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994

S/2002/1106	26 septembre 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/1131	11 octobre 2002	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2002/1272	20 novembre 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/1375	16 décembre 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/290	6 mars 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/382	28 mars 2003	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

**Communications du Président du Conseil de sécurité et du Secrétaire général
reçues entre le 1er août 2002 et le 31 juillet 2003**

S/2003/431	16 avril 2003	Lettres identiques du Secrétaire général au Président de l'Assemblée générale et au Président du Conseil de sécurité
S/2003/467	21 avril 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/550	30 avril 2003	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2003/551	8 mai 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/604	23 mai 2003	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2003/605	2 juin 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/689	27 juin 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/690	2 juillet 2003	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2003/691	7 juillet 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/766	28 juillet 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

Résolutions 1160 (1980), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité

S/2002/978	29 août 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/984	9 septembre 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/1111	2 octobre 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/1225	7 novembre 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/1271	21 novembre 2002	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2002/1404	20 décembre 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/1421	23 décembre 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/130	31 janvier 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/301	11 mars 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/378	26 mars 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/511	29 avril 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/616	3 juin 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/682	1er juillet 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/761	24 juillet 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/762	28 juillet 2003	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

La situation en Bosnie-Herzégovine

S/2002/1095	30 septembre 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/1138	10 octobre 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/1176	18 octobre 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/1226	7 novembre 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/1326	6 décembre 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/1420	23 décembre 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

S/2003/103	28 janvier 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/377	26 mars 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/512	29 avril 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/615	3 juin 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/679	30 juin 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/732	17 juillet 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/780	30 juillet 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

S/2003/530	7 mai 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
------------	------------	--

Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes

S/2002/875	1er août 2002	Lettres identiques du Secrétaire général au Président de l'Assemblée générale et au Président du Conseil de sécurité
S/2003/85	22 janvier 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

La situation au Burundi

S/2003/29	8 janvier 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
-----------	----------------	--

La situation en Afghanistan

S/2002/1296	25 novembre 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/143	3 février 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/503	16 avril 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/504	23 avril 2003	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

La situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine

S/2003/529	7 mai 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/672	25 juin 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

La situation au Moyen-Orient

S/2003/726	15 juillet 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/727	18 juillet 2003	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

La situation entre l'Iraq et le Koweït

S/2002/1034	16 septembre 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/1109	3 octobre 2002	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2002/1150	15 octobre 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/1242	13 novembre 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/1294	25 novembre 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/1407	11 décembre 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

**Communications du Président du Conseil de sécurité et du Secrétaire général
reçues entre le 1er août 2002 et le 31 juillet 2003**

S/2002/1381	13 décembre 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/1382	19 décembre 2002	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2003/6	3 janvier 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/27	6 janvier 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/28	9 janvier 2003	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2003/95	27 janvier 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/342	19 mars 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/400	3 avril 2003	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2003/422	14 avril 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/570	23 mai 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/571	27 mai 2003	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2003/711	15 juillet 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

La situation en République centrafricaine

S/2002/929	6 août 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/930	12 août 2002	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

**Lettre datée du 31 mars 1998, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires
par intérim de la Mission permanente de la Papouasie-Nouvelle-Guinée auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

S/2002/1379	18 novembre 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/1380	19 décembre 2002	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

La situation à Chypre

S/2002/1402	18 décembre 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/1403	20 décembre 2002	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2003/240	26 février 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/241	3 mars 2003	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

La situation en Somalie

S/2002/951	22 août 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/515	30 avril 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/770	28 juillet 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

La situation au Libéria

S/2002/1040	13 septembre 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/1041	18 septembre 2002	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2002/1129	4 octobre 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/1130	9 octobre 2002	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

S/2002/1305	29 novembre 2002	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2003/49	15 janvier 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/185	14 février 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/251	5 mars 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/468	11 avril 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/469	21 avril 2003	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2003/618	5 juin 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/659	18 juin 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/664	23 juin 2003	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2003/678	28 juin 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/695	8 juillet 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/696	10 juillet 2003	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2003/769	29 juillet 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

La situation en Côte d'Ivoire

S/2003/90	24 janvier 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/168	7 février 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/169	12 février 2003	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2003/606	29 mai 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/607	3 juin 2003	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

La situation concernant le Sahara occidental

S/2003/192	13 février 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/193	18 février 2003	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2003/341	19 mars 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

Mission du Conseil de sécurité

S/2003/525	5 mai 2003	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2003/558	21 mai 2003	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

La situation en Guinée-Bissau

S/2002/916	5 août 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/917	9 août 2002	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

Documentation et méthodes de travail et procédure du Conseil de sécurité

S/2002/1000	6 septembre 2002	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
-------------	------------------	--

La question indo-pakistanaise

S/2002/946	15 août 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/947	21 août 2002	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

La situation en Afrique

S/2003/66	15 janvier 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/67	20 janvier 2003	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2003/125	27 janvier 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/126	31 janvier 2003	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

Communication relative à l'application de l'accord conclu par l'Agence internationale de l'énergie atomique et la République populaire démocratique de Corée relativement à l'application de garanties liées au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires

S/2003/182	14 février 2003	Lettres identiques du Secrétaire général au Président de l'Assemblée générale et au Président du Conseil de sécurité
------------	-----------------	--

La situation dans la région des Grands Lacs

S/2002/1174	9 octobre 2002	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2002/1175	18 octobre 2002	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

La situation au Tadjikistan et le long de la frontière tadjiko-afghane

S/2003/542	8 mai 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/543	13 mai 2003	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

Communications concernant les arrangements relatifs aux forces en attente pour les opérations de maintien de la paix

S/2003/284	4 mars 2003	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2003/285	7 mars 2003	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

